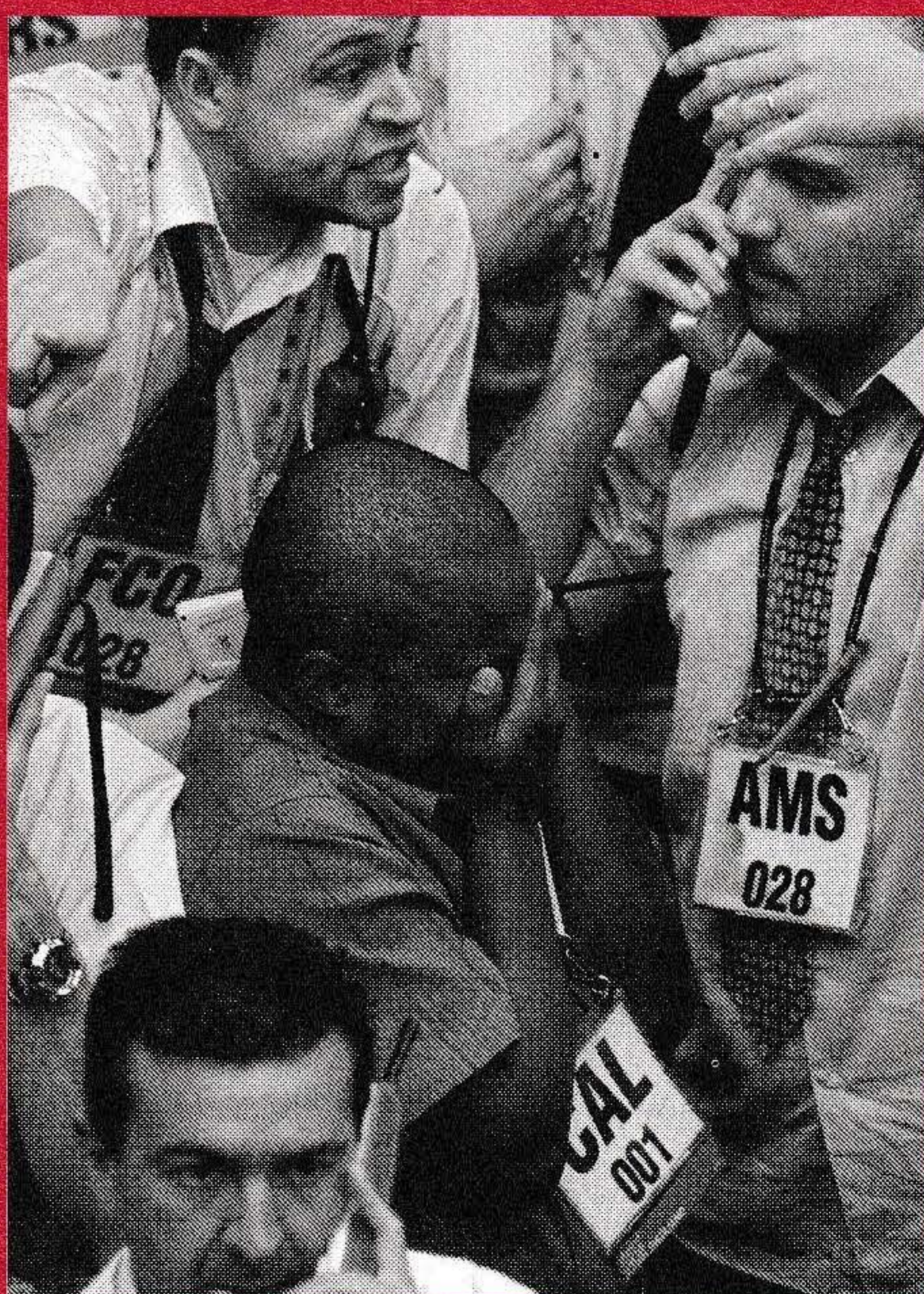


VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



“Crise de la dette” ? Non, un système à l’agonie



A la Bourse.



Manifestation à Londres, en mars 2011.

N° 71

Nouvelle série (n° 677) - août 2011 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
- **A l'époque de la décadence impérialiste
"Crise de la dette ?"
Non, un système à l'agonie** p. 9
(Par Daniel Gluckstein et Pierre Cise)
- **Etats-Unis : interview
d'Alan Benjamin, responsable
de Socialist Organizer** p. 31
(Par François Forgue)
- **Europe : la signification de l'échec
du sommet de Bruxelles** p. 37
(Par Marc Lacaze)
- **La IV^e Internationale
et les questions clés
de la révolution en Tunisie** p. 47
(Par Lucien Gauthier)
- **La lutte des classes en Russie
vingt ans après la destruction
de l'Union soviétique
Dialogue
avec des militants de l'ex-URSS** p. 69
(Par Dominique Ferré)
- **Charte du Conseil national de la Résistance,
conquêtes ouvrières et démocratie
Libération et révolution
Qu'était le Conseil national de la Résistance
et que contenait son programme
de mars 1944 ?** p. 87
(Par François Forgue)

Notes éditoriales

- I -

Le secrétariat international de la IV^e Internationale tiendra une réunion plénière au début du mois de septembre. Au moment où se développe la crise la plus profonde du système capitaliste mondial — non seulement depuis 1945, comme tous s'accordent aujourd'hui à le constater —, mais depuis celle des années 1930, qui avait abouti à la Seconde Guerre mondiale, le secrétariat international aura la tâche d'analyser dans sa complexité, dans toutes ses dimensions et ses conséquences, cette crise, nourrie par tous les moyens que, pendant des décennies, le capitalisme a utilisés pour perpétuer sa domination.

Avant tout, cette crise placée face à face, dans un affrontement sans merci — dont les péripéties, le déroulement, les rythmes ne sauraient être prévus à l'avance —, les classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat. C'est la lutte des classes, se développant au plan national pour s'étendre à l'échelle internationale, qui décidera en définitive de l'issue de la crise et de ses conséquences pour l'humanité tout entière.

Nous faisons allusion, quelques lignes plus haut, à la manière dont la crise amorcée en 1929 avait finalement conduit à la Seconde Guerre mondiale. Cette terrible tragédie résulte du fait que le prolétariat, malgré les extraordinaires combats de caractère révolutionnaire qu'il a alors engagés pour en finir avec l'exploitation capitaliste, n'a pas pu imposer sa solution, car ses luttes ont été trahies par les directions liées au maintien de ce système.

La situation actuelle met au premier plan, non comme une formule générale ou une simple référence, mais comme expression concentrée et pratique de toute la situation, l'affirmation qui est au cœur du programme de la IV^e Internationale : « *La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat.* »

La responsabilité de la IV^e Internationale, c'est d'aider, par son action organisée, à la solution de cette crise au travers de la lutte des classes, en partant de ce qui est répété dans son programme : « *Les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques.* » Quels que soient les obstacles, comme cela s'exprime à chaque moment, la classe ouvrière cherchera à se mobiliser pour résister, et, dans le cours même de cette résistance, posera la question de mettre fin au système d'exploitation capitaliste.

- II -

C'est dans ce cadre que se situe le présent numéro de *La Vérité*. Certes, la plupart des articles de ce numéro de *La Vérité*, et, particulièrement, ceux qui traitent de la crise mondiale de l'économie capitaliste et de son expression en Europe, ont été terminés dans les derniers jours de juillet et les premiers jours du mois d'août.

Depuis, à un rythme accéléré, des événements touchant aux développements de cette crise et au degré de désintégration de ce qui est appelé l'Union européenne se sont multipliés.

Fallait-il donc surseoir à la parution de ce numéro afin de pouvoir y intégrer l'analyse de ces événements et de leurs conséquences ?

S'il a été décidé cependant de publier ce numéro de *La Vérité* avec les articles qu'il contenait, c'est, bien sûr, parce que surseoir à sa parution n'aurait pas empêché les événements de se poursuivre au même rythme pendant ce temps. Mais, surtout, il nous est apparu que les articles contenus dans ce numéro — et qui sont soumis à la discussion de tous — fournissent les éléments nécessaires à une interprétation d'ensemble des développements mondiaux, éléments que, précisément, les événements les plus récents ont largement confirmés.

- III -

Le 2 août, à la dernière minute, un accord était conclu entre le président Obama, le groupe parlementaire démocrate et l'opposition républicaine. Cet accord était confirmé par un vote au Sénat et à la Chambre des représentants. Dans l'un et l'autre cas, les deux partis de la bourgeoisie américaine, assise de la forme de domination politique de la classe dirigeante aux États-Unis, se sont divisés : nombre d'élus démocrates, comme tout autant de républicains, ont rejeté le compromis conclu par le président.

Sans revenir ici sur les détails, il suffit de constater que le plan adopté a comme contenu et comme axe une attaque sans précédent contre la classe ouvrière américaine, les conquêtes qu'elle avait arrachées par ses luttes passées. Ce sont d'abord les retraites et les différentes formes de subventions publiques à la protection de la santé qui sont sacrifiées, alors qu'en 1954 le président Eisenhower (républicain conservateur et dirigeant de l'impérialisme durant les premières années de la guerre froide) considérait que « *seuls des fous pouvaient songer à remettre en question le système de Sécurité sociale existant aux Etats-Unis* » (1). Cela suffit à marquer la profonde différence avec la situation d'aujourd'hui.

Dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, au moment du gouvernement de Front populaire en France, Trotsky écrivait, à propos du programme économique de ce dernier, que « *ce n'était qu'un New Deal pour Lilliput* ». C'est en effet le New Deal rooseveltien qui a combiné les plus larges concessions au profond mouvement au contenu révolutionnaire de la classe ouvrière américaine (mouvement qui avait notamment abouti à la constitution du CIO au cours d'une puissante vague de grèves), pour le contenir — notamment avec l'aide du PC américain —, à une « relance » financée par la dépense publique.

Aujourd'hui, le plan de rigueur le plus cohérent et le plus « ambitieux » est celui que dessine, pour son propre compte, l'impérialisme américain. L'impérialisme américain est au centre du système mondial de la domination capitaliste, et c'est vers ce centre que convergent aujourd'hui toutes les contradictions. Il s'agit d'imposer un plan d'austérité « pour géants » à une classe ouvrière qui avait cru franchir un pas avec l'élection d'Obama et qui se heurte aujourd'hui à la réalité de la politique du Parti démocrate. Une classe qui n'a cependant pas subi de défaite et qui, dans la continuité des grandes mobilisations contre la guerre en Irak et en Afghanistan, des mouvements vers un parti noir indépendant après l'ouragan Katrina, du 1^{er} Mai des millions de travailleurs migrants, des mobilisations étudiantes, a montré sa volonté et sa capacité à riposter.

Capacité qui s'est encore exprimée au cours de la mobilisation au Wisconsin et qui fait que la question majeure aujourd'hui posée, dans les faits, au sein du mouvement ouvrier américain, c'est : « *Pas de concessions, pas de coupes ! Ne touchez pas à la Sécurité sociale, à Medicare et à Medicaid !* »

L'accord obtenu à l'arraché par Obama n'a pas suffi à Wall Street, c'est-à-dire aux sommets du système capitaliste américain et donc mondial. Comme l'écrivent nos camarades américains, « *Wall Street est passé à l'action.* » L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé la note de la dette américaine. C'est d'abord un appel à une offensive encore plus forcenée contre les travailleurs américains. Mais c'est aussi l'expression de la crise politique qui ravage à tous les niveaux la représentation politique de l'impérialisme américain. Et c'est là un signe de la profondeur de la crise mondiale du système impérialiste, c'est-à-dire de la forme sous laquelle se perpétue le système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Le quotidien financier français *Les Echos* notait que « *les inquiétudes sur l'économie (américaine — NDR) éclipsent l'accord sur la dette* ». Au cours de ces dernières semaines, la crise en Europe s'est encore aggravée, en relation avec « *les inquiétudes sur l'économie américaine* », comme le disent encore *Les Echos*.

- IV -

La crise en Europe — c'est-à-dire le processus d'effondrement des différentes bourgeoisies européennes et de délitement de tout l'édifice qu'elles avaient bâti contre la classe ouvrière et les droits des peuples — n'est pas seulement un facteur alimentant la crise américaine elle-même, mais elle exprime le caractère mondial des développements en cours. En Europe, sont concentrées les plus vieilles bourgeoisies impérialistes, mais aussi les classes ouvrières disposant de la plus riche expérience de la lutte des classes. Elles non plus n'ont pas subi de défaite, même si elles ont reçu des coups terribles, qui n'ont pu leur être assénés qu'avec la coopération sans réserve des bureaucraties ouvrières.

(1) « *Si un parti politique cherchait à abolir la Social Security (et les autres avantages sociaux — NDR), on n'en entendrait plus parler* » (lettre de Dwight Eisenhower à son frère, 8 novembre 1954).

Au sujet de l'Europe, le magazine américain *Time* titre : « *La fin de l'Europe.* » Il précise : « *L'Union européenne se défait, Londres est en feu et le partenaire sur lequel on comptait, les Etats-Unis, est trop faible (...). On peut dire au revoir à l'ordre ancien.* »

Au moment où ces lignes sont écrites, la dernière rencontre entre Merkel et Sarkozy n'a rien dégagé qui puisse infirmer ce jugement catégorique. La panique gagne à l'échelle mondiale. Ainsi, le grand financier George Soros déclare-t-il : « *L'Europe est en danger (...). Aujourd'hui, on n'a pas d'autre choix que d'améliorer la gouvernance de la zone euro. La question n'est plus de savoir s'il faut une monnaie unique ou non. L'euro existe et s'il s'effondrait cela se traduirait par une crise bancaire totalement hors de contrôle. Le monde plongerait alors dans une profonde récession.* »

Pour *Time*, « *empêcher une faillite de l'Europe n'est possible qu'à un coût élevé politiquement et économiquement (...). Si difficile et politiquement improbable qu'apparaisse l'édification d'une véritable gouvernance européenne, ce ne serait que le commencement des épreuves. Contrôler la crise du vieil ordre exigera des réformes de fond et du marché du travail sclérosé en Europe et de son secteur bancaire qui demeure vulnérable (...). Cela suppose des mesures douloureuses et profondément impopulaires qui pourraient conduire à des réactions violentes de populations déjà accablées par la situation existante.* »

« Réformer » le marché du travail, en fait, aller au-delà de la destruction de toute une série d'avantages sociaux (salaire indirect), en s'attaquant directement aux salaires pour détériorer plus gravement encore la valeur de la force de travail, c'est ce qui est au cœur de toutes les politiques menées au nom de « l'indispensable réduction » des déficits publics. Ainsi, Soros, qui se prononce pourtant pour une certaine mesure et une prudence dans les moyens employés, le dit, lui aussi : « *Il faut mettre en place des réformes structurelles, rendre plus flexible le marché du travail et gagner en compétitivité.* »

Time notait que « *l'Angleterre brûlait* ». Il ne s'agit pas d'un événement secondaire. La forme qu'a prise la colère de la fraction la plus paupérisée de la jeunesse n'est qu'un signe de ce qui se passe en profondeur dans la société britannique. Les exigences de la rigueur atteignent un point tel qu'elles déchirent tout le tissu social. Et pourtant, il faut garder le cap. D'où ce qui peut apparaître paradoxal : dans le pays où est né l'*habeas corpus*, l'idée même de la séparation des pouvoirs, Cameron enjoint aux juges de prononcer de lourdes peines. Ce qui aboutit, par exemple, au fait que deux jeunes gens soient condamnés à quatre ans de prison ferme pour avoir appelé sur Internet à des rassemblements, alors que ni l'un ni l'autre ne sont impliqués dans un quelconque acte de vandalisme.

- V -

En d'autres termes, tous les éléments qui se dégagent dans les derniers développements soulignent que ce qui est en cause, c'est une crise généralisée du système d'exploitation capitaliste, une crise qui met face à face les classes fondamentales de la société.

Une crise mondiale face à laquelle le prolétariat international cherche à se dresser et tend à regrouper autour de lui tous ceux qui sont exploités et opprimés par ce système. La révolution ouvrière commencée en Tunisie et l'ébranlement de tout le système de domination impérialiste qu'elle suscite s'inscrivent dans cette montée. Avec la révolution prolétarienne en Tunisie, c'est la révolution ouvrière qui frappe à la porte de l'Europe.

On a pu voir le gouvernement de la bureaucratie chinoise tancer les autorités américaines pour leur irresponsabilité et les appeler à prendre toutes les mesures nécessaires pour juguler la crise de la dette. La forme volontaire de ces propos ne peut masquer une crainte profonde. La dislocation du marché mondial capitaliste sape les fondements mêmes de la politique de la bureaucratie, à un moment où toute aggravation de la situation sociale (par exemple, la montée du chômage due au ralentissement des exportations) contient la menace d'une explosion sociale, explosion dont le contenu est d'ores et déjà donné par les luttes de la classe ouvrière chinoise. Une explosion sociale redoutée tant par les dirigeants chinois que par tous les défenseurs du système capitaliste qui s'interrogent sur ce qu'il faut faire.

- VI -

C'est précisément le caractère de cette crise mondiale, et donc de cet affrontement de classes, qui est le contenu même des articles de ce numéro de *La Vérité*.

« *Ce n'est pas une crise de la dette (...). C'est l'expression au grand jour de la crise de décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.* » C'est cela que démontre l'article intitulé « *Crise de la dette ? Non, un système à l'agonie* », qui explique comment, aujourd'hui, la dette devient le levier pour de nouvelles attaques contre la valeur de la force de travail, une véritable arme de destruction massive des forces productives et, au-delà, de la civilisation humaine dans sa totalité.

C'est aussi ce que souligne l'article plus particulièrement consacré à la crise en Europe, qui part de l'échec du sommet de Bruxelles. Le désarroi que manifeste la dernière rencontre entre Sarkozy et Merkel n'indique-t-il pas que les déclarations contradictoires, les assurances, auxquelles personne ne croit, données par les gouvernements, procèdent bien « *d'un processus de désintégration totale de l'Union européenne* » ?

Ce même article souligne que « *le pillage exigé par les fonds financiers, forme concentrée de l'existence du système impérialiste en pleine décomposition, menace de destruction — pour ne parler que de l'Europe — toutes les bases de la civilisation humaine, à commencer par le travail (...)* ».

Face à cette réalité immédiate de la marche à la barbarie, il n'y a qu'une force sociale à même de la stopper, la classe ouvrière, dont le combat pour la défense de ses droits, de ses acquis et de ses organisations concentre celui pour la défense de l'humanité même et des acquis de la civilisation. Il exprime de manière directe la nécessité d'en finir avec le système qui engendre cette barbarie. Comme le dit l'article sur l'Europe, reprenant une formulation de Trotsky, il nous faut aborder « *l'histoire du point de vue de la révolution qui doit transmettre le pouvoir aux mains de la classe ouvrière pour la refonte communiste de la société* ». C'est bien de cela qu'il s'agit.

- VII -

La crise ouverte de tout le système, la fuite en avant de tous les gouvernements, y compris de celui de l'impérialisme le plus puissant, mettent à l'ordre du jour, comme conséquence de la résistance de la classe ouvrière et des masses populaires et comme condition de la préservation de la civilisation, la question du pouvoir.

L'article sur la dette souligne également que la seule force capable de s'opposer aux plans destructeurs qui précipitent chaque jour l'humanité vers une issue fatale est la classe ouvrière. Il ajoute : « *Encore faut-il pour cela que la classe à même de libérer l'humanité de cette arme de destruction massive ne soit pas entravée* », c'est-à-dire qu'elle se dote des moyens politiques de vaincre les appareils qui, loin de combattre cette machine à détruire, en accompagnent et en épousent tous les mouvements.

La concentration, en termes de lutte de classe, de tous les développements actuels met en effet au premier plan la question qui est cœur du programme de la IV^e Internationale : la question de la direction révolutionnaire du prolétariat. Question qui ne saurait être séparée de la mobilisation du prolétariat lui-même, de son action immédiate pour la défense de ses intérêts de classe, action qui se heurte, y compris par rapport à ses exigences les plus élémentaires, à la politique de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, acceptent la dictature de la dette.

C'est pourquoi, en effet, comme il est écrit dans l'article sur l'Europe, « *la brutalité des conditions imposées par le capital financier va aiguïser à l'extrême et au-delà de ce que nous avons connu le choc inévitable au sein du mouvement ouvrier* ».

Le choc entre les aspirations, la volonté des travailleurs — qui cherchent sans cesse à s'exprimer, à se matérialiser, et qui s'ordonnent autour du refus de toute atteinte à leurs droits et à leurs conditions de vie —, et tous ceux qui affirment, au nom de la « réduction des déficits publics », qu'il faut accepter des « concessions », est inévitable. C'est d'ailleurs ce qui se profile avec netteté dans les débats qui traversent aujourd'hui le mouvement ouvrier américain au lendemain de l'annonce du plan Obama.

Accepter les exigences du capital, c'est aussi, dans les conditions présentes, se résigner à la mise en cause de la démocratie politique, y compris de ses formes les plus liées à la domination de la bourgeoisie, c'est-à-dire la démocratie parlementaire. L'un des principes mis au premier plan par les révolutions bourgeoises, « pas de taxation sans représentation », entraîne le fait que les budgets doivent être soumis aux Parlements et décidés par eux. La logique du

« sauver l'euro », c'est au contraire de faire prendre les décisions par des organismes supranationaux qui ne dépendent d'aucun contrôle parlementaire.

Les choses vont plus loin, comme l'illustrent l'exemple de la Grèce ou bien les injonctions adressées par la BCE à l'Italie. C'est la souveraineté des nations, en l'occurrence, très directement, la souveraineté populaire, qui est ouvertement bafouée. Comme l'écrivait le *Financial Times* (12 août) : « *Georges Papandréou, le Premier ministre grec, est sommé par ses collègues européens de promouvoir, par le truchement du Parlement grec, un plan d'austérité par rapport auquel le Parlement n'a rien eu à dire.* »

Défendre la démocratie, c'est-à-dire défendre le droit des peuples à effectivement décider de leur avenir, pose aujourd'hui très directement la question de rompre avec les exigences du système capitaliste en décomposition, en particulier, pour ce qui concerne l'Europe, le refus de la dictature des « institutions européennes ».

- VIII -

Cette décomposition est d'ailleurs admise — ne serait-ce que du bout des lèvres — par nombre de ceux qui ont soutenu ce système et proclamé qu'il était indépassable. C'est, par exemple, le cas de Jacques Julliard, qui fut l'un des penseurs de la CFDT (organisation qui plonge ses racines dans le christianisme social et est un partisan résolu de la coopération corporatiste des organisations syndicales aux plans anti-ouvriers) et qui écrit aujourd'hui dans la revue française *Marianne* : « *Le système est à bout de souffle.* » Qu'en conclut-il ? « *Si le mot n'était pas complètement démonétisé, on dirait volontiers que l'avenir est au socialisme. Non pas, bien sûr, au sens d'appropriation collective des moyens de production (...).* »

Le simple fait d'utiliser la formule « *appropriation collective des moyens de production* », même si c'est pour la condamner, est révélateur du degré atteint par la crise du système capitaliste et du désarroi des idéologues dévoués à sa protection. C'est en quelque sorte un hommage du vice à la vertu.

Mais prenons Jacques Julliard au mot : contrairement à ce qu'il proclame, sans même chercher à le justifier le moins du monde, pourquoi « *l'appropriation collective des moyens de production* » serait-elle condamnable ? Tout dans la situation, au contraire, montre que le préalable à toute restructuration progressiste de la société, à toute solution permettant la poursuite du développement de l'humanité, c'est précisément l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière par le moyen des conseils d'ouvriers et de paysans surgis de la lutte même, et qui, sous des formes diverses, sont apparus lors de chaque grande vague révolutionnaire. C'est ce pouvoir qui réalisera l'expropriation et l'appropriation collective des moyens de production, interdisant à une classe dominante en décomposition de les utiliser comme moyens de destruction.

- IX -

C'est précisément ce pour quoi combat la IV^e Internationale, consciente du fait que cette transformation radicale ne peut être accomplie que par les producteurs eux-mêmes — « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » — par le moyen de la construction de leur parti.

C'est cela qui se dégage des articles de ce numéro de *La Vérité*, non sur la base de proclamations, mais à partir de l'analyse concrète des événements en cours. Dire cela n'est pas prétendre que ces articles contiennent tout ce qui est nécessaire pour expliquer la dynamique de la situation présente, encore moins qu'il s'agisse d'œuvres définitives. Il n'y a pas de produit fini, mais il y a les jalons d'une élaboration politique organiquement liée à la lutte des classes et cherchant à éclairer la seule route que le prolétariat puisse emprunter pour se défendre et pour, en définitive, sauver l'humanité.

Au moment où ce numéro de *La Vérité* est donné à l'impression, dans tous les pays, les annonces de « plans d'austérité » succédant et aggravant ceux déjà en vigueur se multiplient. De toute part, aussi, on voit, au sein des directions du mouvement ouvrier, des éléments préconiser, au nom du moindre mal, la coopération avec les gouvernements et les États bourgeois, avec les institutions internationales du capitalisme pour « atténuer les effets de la crise ». En

fait, une telle orientation ferait des organisations ouvrières des rouages d'un système corporatiste et préparerait la voie à de terribles catastrophes pour la classe ouvrière, pour les peuples et l'ensemble des masses exploitées.

La IV^e Internationale combat de toutes ses forces, sans mettre de réserves ni de conditions à ce combat, pour l'indépendance des organisations ouvrières, pour que cette indépendance s'affirme dans l'organisation de la résistance, dont le préalable est le refus de tout « consensus » autour de l'idée qu'exploités et exploités devraient s'unir pour mettre fin à la crise.

Les sections de la IV^e Internationale, mettant en œuvre leur programme et ses principes, agissent partout, sous les formes particulières que dictent les circonstances nationales, pour la construction de partis ouvriers indépendants, qui, pour la IV^e Internationale, devront s'approprier la généralisation des expériences de la classe, de ses défaites comme de ses victoires, et l'analyse marxiste des événements et des tâches qui constitue la base de son programme.

Cette action est inséparable de l'action permanente qu'engagent les sections de la IV^e Internationale pour le regroupement le plus large, sur une ligne de front unique, de toutes les forces qui refusent de subordonner les organisations de classe aux objectifs de « réforme » du système. Cette discussion et l'élaboration des formes de ce combat dans chaque pays seront au centre de la réunion du prochain secrétariat international.

De ce point de vue, la parution de ce numéro de *La Vérité* représente un point d'appui pour une politique correspondant à la gravité de la situation et aux besoins du prolétariat.

La Vérité

A l'époque de la décadence impérialiste

“Crise de la dette” ? Non, un système à l'agonie

Par Daniel GLUCKSTEIN et Pierre CISE

« Crise de la dette » : ce vocabulaire pudique dissimule mal la faillite non seulement de telle ou telle puissance capitaliste, mais du système dans son ensemble.

Dans le but de lier toutes les couches de la société — en premier lieu : la classe ouvrière et ses organisations — à sa tentative désespérée de sauver le système, la classe capitaliste a recours à la technique de la mystification.

La dette, nous dit-on, serait le produit de la surconsommation des Etats, des services publics, de la protection sociale et des particuliers. Elle n'aurait donc pas de caractère de classe. Ce serait une malédiction frappant le genre humain, un peu comme les grandes épidémies ou la peste autrefois. C'est pourquoi elle appellerait des réponses sur le terrain de l'union sacrée, du consensus, de la gouvernance.

Consensus, gouvernance, union sacrée auxquels se prêtent avec constance les sommets des partis issus historiquement du mouvement ouvrier, ainsi que, à des degrés divers, les dirigeants des organisations syndicales. Ce qui — on le verra plus loin — constitue le principal problème auquel la classe ouvrière est confrontée.

Nous allons, dans cet article, montrer en quoi la crise qui déstabilise en profondeur l'économie, les institutions, les gouvernements et toutes les représentations politiques, n'est pas une crise de la dette. Nous allons établir qu'il s'agit en réalité de l'expression au grand jour de la crise de décomposition du système capitaliste fondé

sur la propriété privée des moyens de production.

Cette crise se conjugue avec l'onde de choc de la révolution prolétarienne surgie en Tunisie à la fin de l'année 2010. Une vague révolutionnaire qui n'a cessé de s'étendre et de s'approfondir en Tunisie même et dans d'autres pays et frappe aujourd'hui à la porte de l'Europe. Les dirigeants des puissances capitalistes ne cachent pas leur angoisse. En pleine crise grecque (juin 2011), les porte-parole de l'impérialisme américain exigent des dirigeants européens qu'ils prennent au plus vite des mesures afin d'« éviter que la crise se propage de la périphérie de l'Europe vers le centre, et de là vers le reste du monde ». La crise n'a pourtant cessé de se propager. Le journal capitaliste français *Les Echos* (17 et 18 juin) résume l'état d'esprit des gouvernants européens :

« Les dirigeants politiques européens regardent avec effroi ce qui se passe en Grèce, au Portugal, en Irlande et en Espagne. Les manifestations de colère contre l'austérité et les réformes imposées par Bruxelles ou le FMI débouchent à chaque élection sur une éviction du pouvoir (...). Partout, les peuples sanctionnent les dirigeants. Comme la crise est loin d'être achevée, les politiques tremblent. Car les dirigeants des autres pays ne sont pas à l'abri. »

La crise qui frappe le système capitaliste met à l'ordre du jour, pour les travailleurs et les peuples du monde entier, le combat conscient pour abattre le système d'ex-

ploitation. D'où la nécessité de comprendre le mécanisme de cette dette, qui n'est pas celle des peuples, pour en tirer la conclusion politique qui en découle : rien ne saurait justifier la moindre subordination du mouvement ouvrier au remboursement de cette dette ou à la résorption des déficits budgétaires qu'elle génère.

QU'EST-CE QUI DISTINGUE LA CRISE ACTUELLE ?

Qu'est-ce qui distingue la crise actuelle des situations antérieures ? Ce sont les traits suivants :

1. Le volume de la dette publique des Etats capitalistes développés atteint un niveau inconnu jusqu'à présent, hormis les périodes de guerre (où l'Etat s'endette pour les besoins de l'effort de guerre) et de faillite avérée (exemple la crise de 1929).

2. Ce gonflement de la dette publique est généralisé à l'ensemble des Etats, y compris les plus puissants.

3. Sans doute, l'élément le plus important : cette dette est, pour l'essentiel, entre les mains de détenteurs privés (fonds de pension, banques, institutions financières internationales), lesquels imposent des taux d'intérêt exorbitants, créant donc une situation où le paiement des intérêts de la dette devient impossible pour la plupart des Etats concernés.

4. Il en découle que des nations en principe souveraines et indépendantes sont à la merci d'investisseurs privés agissant vis-à-vis d'elles comme n'importe quel banquier avec un ouvrier surendetté, exigeant le bradage au plus offrant de tout le patrimoine national, allant jusqu'à dépecer le pays, en commençant par le dépeçage de la classe ouvrière.

5. Arrivés à ce stade, la dette et le système de crédit qui l'a engendrée apparaissent, à juste titre, aux travailleurs et aux peuples du monde entier comme un instrument de mort et de destruction. C'est un instrument de destruction massive des forces productives.

6. Or cela n'a pas toujours été le cas. Le crédit a naguère contribué au développement des forces productives. Il en est au-

jourd'hui un instrument de destruction en masse. La crise de la dette est un concentré de la décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Elle souligne à quel point ce dernier est profondément entré dans sa phase d'agonie. Nous allons voir qu'il n'y a là rien d'accidentel, sinon le développement « logique » des mécanismes du système lui-même, dont l'agonie, pour être écourtée, appelle le seul « remède » possible : la révolution expropriatrice des exploités et des emprunteurs.

À L'ORIGINE DE LA DETTE, LE CRÉDIT

Historiquement, à l'origine de la dette, il y a le système de crédit.

Le crédit lui-même est né du système des traites entre producteurs et commerçants. Puis, il est devenu un système de crédit entre capitalistes portant sur le règlement des marchandises. Mais, avec l'accumulation du capital et l'élargissement des marchés capitalistes, le crédit va se transformer.

« Du crédit à court terme, on est passé au crédit à long terme pour financer les investissements capitalistes : achats de machines, créations d'usines ou de grands équipements (ports, chemins de fer, navires). Les banques qui centralisent l'argent (dépôts des particuliers, rémunérés ou non, et emprunts à court terme) transforment cet argent en capital de prêt. Les banques prêtent pour le compte de leurs actionnaires ou servent de relais, par exemple, dans le cas des grands emprunts obligataires internationaux, pour d'autres capitalistes »,

écrit Michel Dauberny (1) qui précise :

« Dans les opérations de crédit, l'argent devient capital, c'est-à-dire générateur de plus-value. En effet, le capital prêté sous forme d'argent va entrer dans un cycle où il est, successivement, moyen de production (machines, matières premières) et travail, puis marchandise produite, enfin, si la vente se réalise, de nouveau argent. La somme finale comporte la valeur des moyens de production, celle de la force de

(1) Michel Dauberny, « La crise monétaire et la crise financière, formes particulières de la décomposition de l'impérialisme sénile », *La Vérité*, n° 14, mai 1995.

travail et aussi la plus-value, sous la forme du profit d’entreprise. Cependant, ce profit sera diminué de l’intérêt versé au prêteur du capital de départ.

Le capital de prêt se résume dans la formule $A - A'$, où l’argent engendré de l’argent en plus grande quantité. Mais la source de cet intérêt, c’est la plus-value réalisée dans la phase productive du procès du capital, celle de l’exploitation de la force de travail. Ce qu’on appelle taux d’intérêt (offert par les banques, les banques centrales, les organismes de crédit) n’est donc rien d’autre que la part que le capital de prêt prélève sur la plus-value, c’est-à-dire sur le profit de l’entreprise. »

Prélevant cette part de plus-value qui constitue le taux d’intérêt, le crédit constitue cependant — dans cette phase ascendante du capitalisme — un facteur de développement des forces productives. Marx écrit :

« Si le système de crédit peut faire figure de levier principal de la surproduction et de la surspéculation commerciale, c’est seulement parce que le procès de reproduction, par nature élastique, se trouve tendu ici jusqu’à l’extrême limite, étant donné qu’une grande partie du capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se mettent à l’ouvrage bien autrement que le propriétaire qui, s’il est lui-même actif, suppose peureusement les limites de son capital privé. Il en ressort simplement que la mise en valeur du capital basée sur le caractère contradictoire de la production capitaliste ne permet le développement véritablement libre que jusqu’à un certain point et constitue en réalité une entrave immanente et une barrière à la production, constamment rompue par le système de crédit (2). »

Qu’est-ce donc que ce « caractère contradictoire de la production capitaliste », évoqué ici par Marx ?

« La production n’est qu’une production pour le capital (...). Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et la mise en valeur de la valeur capital reposent sur l’expropriation et l’appauvrissement de la grande masse des producteurs ; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi. Le moyen — développement inconditionné

de la productivité sociale — entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant. Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction permanente entre cette tâche historique et les rapports de production sociaux qui lui correspondent (3). »

“LE CRÉDIT ACCÉLÈRE LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES”...

Autrement dit :

« La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n’y parvient qu’en employant des moyens qui, de nouveau et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. La véritable barrière de la production capitaliste, c’est le capital lui-même (4). »

Parmi ces « moyens » évoqués par Marx : le crédit. Lorsque le système capitaliste est dans sa phase ascendante, Marx écrit :

« Le système de crédit accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution du marché mondial ; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu’à un certain degré le développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production. »

Levier majeur permettant d’anticiper la création de valeurs non encore produites et leur écoulement sur le marché pour obtenir le profit escompté, le crédit constitue donc à ce titre un facteur de développement matériel des forces productives et d’extension du marché mondial. Marx nuance toutefois cette caractérisation, en signalant que « le crédit accélère en même temps les exploitations violentes de cette contradiction, les crises et partant les éléments qui dissolvent l’ancien mode de production ». L’anticipation de création de valeurs comporte le

(2) *Le Capital*, livre III, section V, chapitre XXVII, « Le rôle du crédit dans la production capitaliste ».

(3) *Le Capital*, livre III, section III, chapitre XV, « Développement des contradictions internes de la loi ».

(4) *Ibidem*.

risque que ces valeurs ne se réalisent jamais. Mais ce qui n'était qu'une tendance dans la phase ascendante du capitalisme est devenu aujourd'hui un trait dominant. Du capitalisme dans sa phase ascendante qui parvenait à « repousser ses propres barrières » par le moyen (artificiel) du crédit, on est passé aujourd'hui au stade de l'impérialisme décomposé où l'injection massive de crédits et l'accumulation de montages de dette débouchent sur la destruction en masse des forces productives.

... AVANT DE SE TRANSFORMER EN FORCE DESTRUCTIVE

« Il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent) »,

écrivent Marx et Engels (5).

Ultérieurement, Rosa Luxemburg complètera cette liste en ajoutant au machinisme et à l'argent ce troisième levier majeur d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste : le militarisme (ce que nous appelons aujourd'hui l'économie d'armement) (6). Cette tendance du machinisme et de l'argent à se transformer en forces destructrices nourrissant les crises cycliques du capital dans sa phase ascendante. Elle est devenue aujourd'hui plus qu'une tendance : une marque majeure du capitalisme entré dans sa phase de décomposition, le stade de l'impérialisme (7).

Hier, le capitalisme ascendant, certes au prix de conditions d'exploitation effroyables, était à même, jusqu'à un certain point, « d'absorber » les conséquences de la lutte des classes et de les répercuter dans la croissance des forces productives et l'extension du marché mondial. Aujourd'hui, des masses de capitaux gigantesques ne trouvent pas à s'employer dans les conditions normales de l'exploitation capitaliste. Par les moyens les plus artificiels, la classe capitaliste se doit de dégager des nouveaux champs de profitabilité.

« L'industrie du crédit » (et donc la croissance exponentielle de la dette qui en découle) est devenue aujourd'hui l'un de

ces principaux moyens. Son déploiement à cette échelle disloque l'économie mondiale. Car il faut « inventer » des champs nouveaux pour l'investissement de capitaux en mal de profitabilité, il faut créer le besoin de crédit au-delà des limites... Pour aboutir aussi bien à la crise des *subprimes* que, sur un autre plan, à un endettement des Etats au-delà des limites supportables. Mais cette extension sous toutes les formes de l'économie du crédit et de la dette a des conséquences immédiates sur les conditions mêmes de l'exploitation de la force de travail. Car les intérêts de la dette ne sont que des prélèvements sur la plus-value extorquée à la classe ouvrière. Garantir, coûte que coûte, le retour sur investissement implique que les conditions d'extorsion de la plus-value soient aggravées dans des proportions considérables et que les activités

(5) *L'Idéologie allemande* (1846).

(6) « *Le militarisme*, écrit Rosa Luxemburg, en 1913 (dans *L'Accumulation du capital*), est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes, il est pour lui un champ d'accumulation. (...) Les nécessités historiques de la concurrence toujours plus acharnée du capital en quête de nouvelles régions d'accumulation dans le monde se transforment ainsi, pour le capital lui-même, en un champ d'accumulation privilégié. Le capital use toujours plus énergiquement du militarisme pour s'assimiler, par le moyen du colonialisme et de la politique mondiale, les moyens de production et les forces de travail des pays et des couches non capitalistes. En même temps, dans les pays capitalistes, ce même militarisme travaille à priver toujours davantage les couches non capitalistes, c'est-à-dire les représentants de la production marchande simple, ainsi que la classe ouvrière, d'une partie de leur pouvoir d'achat ; il dépouille progressivement les premiers de leur force productive et restreint le niveau de vie des seconds, pour accélérer puissamment l'accumulation aux dépens de ces deux couches sociales. Cependant, à un certain degré de développement, les conditions de l'accumulation se transforment en conditions de l'effondrement du capital. » Ce que Gérard Bloch, à son tour, développera ainsi « *C'est seulement par le développement d'une branche de l'économie — celle des armements — dont le produit est entièrement soustrait à l'économie, qui ne rentre dans le cycle ni comme moyen de consommation ni comme moyen de production, et vit en parasite, en consommant des moyens de subsistance et des moyens de production sans rien rendre en échange, que la bourgeoisie peut se débarrasser du poids d'un surplus de moyens de consommation et de production. C'est seulement par la destruction massive de capitaux productifs, de forces productives — que prépare justement le stockage de moyens de destruction — qu'elle peut "assainir l'économie" et retrouver un taux de profit satisfaisant. La surexploitation, qui accompagne généralement l'économie de guerre, n'y suffirait par elle-même en aucun cas.* » (Gérard Bloch, « *Le pronostic historique de Marx — La question des forces productives* », *La Vérité*, n° 556, avril 1972, *Ecrits*, volume II, SELIO.)

(7) Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, réédition SELIO, 2010.

de production insuffisamment rentables pour offrir une telle garantie soient impitoyablement éliminées. C’est ainsi que, aussi bien par la déqualification-dégradation de la force de travail (remise en cause de sa valeur, déréglementation des salaires, des conventions collectives, des statuts, par la délocalisation) mais aussi par la désindustrialisation, le gonflement de l’économie de la dette a abouti à la situation actuelle. Ce système du crédit, dont Marx écrivait qu’il accélérât le développement matériel des forces productives et la constitution du marché mondial, s’est transformé en un système qui, aujourd’hui, accélère la destruction matérielle des forces productives et la dislocation du marché mondial. Et, au premier rang de la destruction en masse des forces productives, la principale d’entre elles : la force de travail du prolétaire (8).

La constitution de la dette publique en arme de destruction massive des classes ouvrières, des peuples, des nations s’est opérée en deux temps. Elle a d’abord frappé les pays dominés et — phénomène plus récent — elle frappe aujourd’hui les puissances capitalistes elles-mêmes. Dans les deux cas, le point de départ, c’est le tournant des années 1970.

IL Y A QUARANTE ANS : LE TOURNANT D’AOÛT 1971

La décision prise par le président des Etats-Unis, Nixon, le 15 août 1971, de rompre tout lien entre le dollar et l’or va entraîner des mesures de déréglementation généralisée en chaîne, d’abord, sur le plan monétaire, puis financier, économique, politique, social, conduisant à la situation actuelle. Il s’agit d’un bouleversement fondamental.

On sait que la monnaie occupe une place spécifique dans les rapports économiques. Elle s’est constituée, à l’origine, comme simple « équivalent général », marchandise se distinguant des autres marchandises du fait qu’en elle se reflétait la valeur commune à toutes et, pour toutes, expression de la quantité de travail social incorporée en elles.

Au fur et à mesure des siècles, la « marchandise » monnaie a connu bien des distor-

sions entre sa valeur réelle comme marchandise et sa valeur nominale comme monnaie. Distorsion entre le poids réel et le poids officiel, apparition des lettres de créance, des assignats, des billets de banque, etc.

Cependant, quelles que soient les distorsions et les spéculations, la monnaie restait toujours un reflet, même très déformé, de la valeur produite en circulation. Le niveau d’une monnaie nationale était toujours en rapport, même déformé, avec le niveau de productivité et la masse des richesses en circulation dans le pays. Cette relation s’exprimait dans le fait que toutes les monnaies nationales étaient convertibles en or. Elles étaient donc toutes ramenées à la valeur d’une « marchandise équivalent général », déterminée, comme pour toutes les marchandises, par le temps de travail socialement nécessaire à sa production.

La rupture de ce lien va s’opérer en deux temps.

En 1944, les négociations entre les Etats nationaux sur la reconstruction du système monétaire international, à Bretton Woods, consacrent le dollar comme moyen international de paiement et de réserve. L’étalon-dollar se substitue à l’étalon-or. Par là même, les Etats-Unis cherchent à s’exonérer de toute contrainte extérieure sur la quantité de monnaie créée.

Le lien reste cependant maintenu avec « l’économie réelle » par le biais de la parité d’échange dollar-or. Ce lien, à son tour, va être rompu, le 15 août 1971, lorsque le président américain rompt le dernier lien entre le système monétaire mondial et l’équivalent-or, c’est-à-dire l’équivalent-marchandise. Agissant de la sorte, Nixon tentait de parer au plus pressé : contenir le gigantesque écart entre le stock d’or américain et la quantité de dollars créés (le financement de la reconstruction, de la conquête de parts du marché mondial et de la guerre du Vietnam ayant été assuré par la création monétaire, c’est-à-dire la planche à billets).

(8) Précisons que ce qui est vrai pour l’argent (et c’est l’objet de la présente contribution) l’est tout autant aujourd’hui du machinisme. Il ne faudrait pas trop d’un article entier de *La Vérité* pour examiner le rôle d’Internet et des nouvelles technologies de communication et d’information dans l’accélération du processus de destruction des forces productives, notamment par la déqualification de la force de travail et son atomisation à l’échelle mondiale.

Dans une déclaration en date du 20 août 1971, le bureau politique de l'OCI — aujourd'hui Courant communiste internationaliste (CCI) du Parti ouvrier indépendant (POI), CCI qui est la section française de la IV^e Internationale — affirmait :

« Le système capitaliste ne produit pas de marchandises pour la satisfaction des besoins des hommes. Il produit des marchandises qui doivent être vendues sur le marché aux fins de réaliser, sous forme d'argent, le profit dont la source est la plus-value extorquée par le capital sur le travail salarié, et qui, sous forme de capital investi (accumulé), assure le fonctionnement du système de production capitaliste.

De tout temps, les producteurs n'ont pu racheter le produit de leur travail. Le mode de production capitaliste, à intervalles périodiques, avait trop de marchandises, trop de travailleurs, trop de capitaux.

Ne pouvant plus réaliser de plus-value, le système capitaliste aboutissait à la crise économique qui procédait alors à une brusque et massive destruction des forces productives, réduisant des millions de travailleurs au chômage, jusqu'à ce que le mode de production capitaliste, suffisamment assaini, d'une part, par le résultat de ces destructions, d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés, puisse reprendre sa marche en avant.

Avec l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, la planète entière est soumise au marché capitaliste : le partage du monde est achevé.

L'expansion de chaque impérialisme n'est plus possible à la longue qu'aux dépens des autres au travers des guerres impérialistes.

La militarisation de l'économie, l'économie d'armement deviennent — pour un temps plus au moins long et comme préface à l'économie de guerre et à la guerre — les moyens privilégiés de réaliser la plus-value. En d'autres termes, le militarisme devient un moyen — le principal — d'accumuler du capital (...).

La consommation de marchandises par et pour l'armée (...) ouvre un marché nouveau, auquel tout est subordonné : les machines, le travail de millions de producteurs, la recherche scientifique et technique et les applications industrielles de la recherche.

L'économie d'armement garantit dès lors le fonctionnement de l'ensemble du système et de toutes les branches de la pro-

duction capitaliste (...). Mais elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste. Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitent, tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur de l'économie d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste.

Ces limites, Nixon vient de les affirmer dans les mesures qu'il vient de prendre.

Le déficit de la balance des paiements américaine traduit le fait que le capitalisme US a trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires (...).

Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure.

Ces crises ont une seule cause : le marché mondial ne peut absorber les marchandises produites, malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production : la crise de surproduction menace.

La menace est encore considérablement aggravée par le fait que le secteur de l'économie d'armement est alimenté par les Etats bourgeois qui le financent par l'inflation de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes — les fameuses mesures anticycliques — qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production.

C'est là, et uniquement là, que réside la cause de la crise du système monétaire international. Tous les Etats bourgeois ont, par leurs dépenses parasitaires de toutes sortes et singulièrement celles de l'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner. Tous les gouvernements capitalistes, et en premier lieu le gouvernement américain, ont financé le secteur d'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière.

Les déséquilibres des balances commerciales et de paiement, et principalement les déséquilibres des balances américaines, qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production (9). »

(9) Déclaration de l'OCI d'août 1971, reproduite en annexe de *Lutte des classes et mondialisation* et dans le numéro de *La Vérité*, n° 58, consacré à Pierre Lambert.

“WHAT DO WE DO NEXT ?”

Ce sont ces énormes capitaux fictifs qui, à partir de la décision du 15 août 1971, vont devoir trouver coûte que coûte d’autres champs de valorisation.

Le 15 août 1971, marque la fin d’une époque, une rupture dans les modes de conduite de la politique de l’impérialisme américain, sur le plan national et au niveau mondial.

« L’impérialisme américain rompt brusquement avec le mode de financement de la croissance américaine et internationale en vigueur depuis la Seconde Guerre mondiale : la planche à billets. La rupture avec ce qu’on a appelé le modèle “keynésien” est nette : la rentabilité du capital n’est plus, principalement, attendue comme découlant d’une bonne utilisation des capacités de production. Elle devient en elle-même le critère premier et unique de tout investissement économique. »

En 1971, l’inflation a atteint en effet des sommets. Les conditions de préservation des capitaux investis ne sont plus remplies. Toute la politique économique menée jusque-là était fondée sur le volant d’entraînement de l’économie d’armement, culminant dans le financement de la guerre du Vietnam. Cette politique finit par aboutir à un résultat contraire et devient un véritable accélérateur de la marche à l’explosion que constitue la décision de rompre tout lien entre la valeur du dollar et celle de l’or.

C’est la fin d’une époque. Désormais, la volonté affichée est d’en finir avec l’inflation, mode de financement des économies qui avait, jusque-là, assuré, bon an, mal an, les conditions de la rentabilité du capital. L’inflation avait également permis d’assurer un certain type de “régulation” de la lutte des classes. Elle permettait, en effet, à l’impérialisme de reprendre, de grignoter, de réduire, l’ensemble des acquis que le prolétariat obtenait par son combat. L’expression “donner d’une main, reprendre de l’autre” illustre bien ces mécanismes. L’impérialisme, bien sûr, ne “donnait” rien ; il était contraint, au plus fort des combats du prolétariat, de concéder des revendications et utilisait ensuite l’inflation pour annuler progressivement les concessions. Non seulement aux Etats-Unis, mais dans l’ensemble des pays impérialistes, l’inflation avait permis de reconquérir la possibilité de la mise en valeur du capital. Mais à partir de la fin des années 1960 et au début des années 1970,

le sommet atteint par l’inflation, en particulier aux Etats-Unis, remet en cause les conditions de préservation des capitaux investis (...).

A partir d’août 1971, c’est un nouveau dispositif de l’impérialisme qui se met en place. Comme souvent, les éléments de cette nouvelle orientation s’imposent de manière pragmatique, sans procéder d’une décision préétablie. L’histoire a d’ailleurs retenu l’anecdote suivante. Juste avant de prendre sa décision, Nixon a consulté ses conseillers. L’un d’eux lui aurait déclaré : “OK. But what do we do next ?” (“Soit. Mais que ferons-nous la prochaine fois ?”) (10). »

Quarante ans se sont écoulés. A la question : « *Que ferons-nous la prochaine fois ?* », la dislocation en cours de l’économie mondiale, la marche au chaos et à la faillite des principales économies capitalistes apportent une réponse qui ne saura surprendre ceux qui, armés de la méthode du marxisme, avaient, dès août 1971, pronostiqué que cette fuite en avant du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production ne pouvait déboucher que sur de nouvelles destructions massives.

**LA DETTE DES PAYS DOMINÉS :
GENÈSE D’UN INSTRUMENT
DE PILLAGE**

Dans les années qui ont suivi le discours du 15 août 1971, c’est de manière pragmatique que l’impérialisme va être amené, pour tenter de garder la tête hors de l’eau, à utiliser deux outils principaux : la manipulation des taux d’intérêt par les banques centrales, la dérégulation des activités économiques (et, au premier rang de celles-ci, des activités financières). De manière concomitante, c’est à partir des années 1970 que la dette publique apparaît comme une arme majeure de pillage impérialiste qui frappe d’abord les pays dominés d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine. D’emblée, la IV^e Internationale engagea une campagne pour l’annulation de la dette sur une ligne de front unique. Dès 1987, sa section française, en commun avec le MIR-MAS du

(10) *Lutte des classes et mondialisation*, chapitre 10, intitulé « *Le nouveau rôle de la politique monétaire, ou : la dictature des taux d’intérêt* ».

Venezuela et le PT du Pérou organisait à Caracas (Venezuela) une conférence internationale pour l'annulation de la dette. Deux ans plus tard, c'est à Lima (Pérou) que se réunissait, à l'appel des mêmes initiateurs, un « Tribunal international chargé de juger les crimes du FMI, de la Banque mondiale et de la CEE (devenue depuis Union européenne – NDLR) contre les peuples ».

Notons que, dès cette époque, nous avons établi que l'origine de la dette ne doit rien au hasard, à la fatalité et encore moins aux excès inconsidérés de dépenses des « peuples ».

Dans les documents remis en 1989 au tribunal de Lima, on peut lire ceci :

« L'endettement du tiers monde a toujours existé sans prendre pour autant les proportions qu'il a actuellement. (...) La fin des années 1960 a vu se développer une surabondance de dollars dans les circuits financiers. La reconstruction d'après-guerre des économies européennes stimulée par le plan Marshall avait injecté des quantités massives de dollars qui se voyaient inutilisées, puisque cette période de reconstruction était terminée (...). Se créait ainsi un marché des euro-dollars accru de l'arrivée des "pétrodollars" issus du "choc pétrolier" de 1973 (dont il est prouvé que l'impérialisme américain est largement l'instigateur).

Par ailleurs, la fin de la période de reconstruction a stimulé une concurrence inter-impérialiste acharnée à la recherche de nouveaux marchés afin de débrider des économies menacées d'engorgement.

Ces effets combinés ont été un puissant stimulant pour le développement de la dette. Ces prêts massifs d'euro-dollars étaient facilement accessibles, aucune condition n'était mise à leur obtention. Ils permettaient d'acheter n'importe quoi ou même rien du tout lorsqu'ils allaient remplir les poches des bourgeoisies locales. La dette du tiers monde a été multipliée par cinq entre 1971 et 1980. Elle s'aggrave au cours des années 1980 avec l'augmentation généralisée des taux d'intérêt pour arriver au premier coup de semonce sérieux en 1982 avec le moratoire décrété par le gouvernement mexicain du fait de l'épuisement total de ses réserves de devises lui permettant de payer sa dette.

Et la première réaction de l'impérialisme fut de développer une politique de rééchelonnement systématique de la dette qui avait pour conséquence :

– d'augmenter le montant de la dette puisqu'on accordait de nouveaux prêts pour payer les intérêts des anciens ;

– de repousser la question du remboursement de la dette à plus tard ;

– "d'assainir" les économies des pays endettés en appliquant les politiques de "réajustement structurel" préconisées par le FMI et la Banque mondiale (11). »

Ceux de nos lecteurs qui n'étaient pas partie prenante du combat ouvrier et démocratique, il y a un quart de siècle, seront sans doute surpris de constater à quel point les mécanismes de constitution de la dette des pays dominés dans les années 1970-1980 s'apparentent à ceux que nous voyons à l'œuvre aujourd'hui. Qu'il s'agisse de la politique de crédit à tout prix, gonflant la bulle spéculative des *subprimes* (entraînant dans son sillage la faillite des grandes banques, le renflouement par les gouvernements impérialistes et la crise actuelle de la dette) et faisant exploser la dette publique des Etats, ou qu'il s'agisse des mécanismes d'ajustement qui en découlent.

Le tribunal international de Lima, dans sa sentence finale, devait conclure en ces termes :

« Considérant les informations entendues, détaillées et circonstanciées sur les conditions de la formation de la dette extérieure, le tribunal est en mesure d'affirmer :

Contrairement à ce qu'affirme le FMI la dette ne trouve pas son origine dans la "surconsommation" des peuples du pré-tendu tiers monde. La dette trouve son origine dans la recherche constante par le capital financier de la réalisation du profit (...)

Les capitaux dont est exigé aujourd'hui le remboursement n'ont jamais bénéficié aux peuples (...).

Par conséquent, cette dette ne peut d'aucune manière être considérée comme celle des peuples qui ne l'ont ni sollicitée ni contractée et dont ils n'ont pas bénéficié (...).

Considérant qu'en conséquence de l'imposition du paiement de la dette, on sacrifie les peuples du monde avec l'accroissement des taux de sous-nutrition, de chômage, de l'analphabétisme, des ma-

(11) Extrait de l'ouvrage collectif *Le Fonds monétaire international (FMI) : une entreprise de pillage des peuples*, rassemblant les documents préparatoires au tribunal de Lima et édité par la SELIO.

ladies en conséquence des réductions drastiques dans les dépenses de santé, d’alimentation, d’éducation, d’investissement productif, de logements (...).

Pour ces motifs, le tribunal international constate que la dette extérieure des pays dits en voie de développement a déjà été remboursée au-delà du capital emprunté et des intérêts produits et déclare qu’elle doit par conséquent être considérée comme éteinte (...); dit et juge que la dette extérieure constitue un instrument d’exploitation et d’oppression des peuples par le capital financier international agissant par l’intermédiaire des agents de l’impérialisme : du FMI, de la Banque mondiale et de la Communauté économique européenne (...); prononce en conséquence l’annulation totale, immédiate et inconditionnelle de la dette extérieure des pays d’Asie, d’Afrique, d’Amérique latine, des Caraïbes, d’Europe de l’Est (Pologne, Yougoslavie) et considère légitime le combat de leurs peuples contre le paiement de la dette extérieure et contre les plans du FMI (12). »

A Lima, en 1989, l’accusation portée contre le FMI et les gouvernements responsables du pillage au nom de la dette et de son remboursement concernait au premier chef les pays dominés par l’impérialisme, en Amérique latine, en Asie, en Afrique et aussi, dans le cadre de la décomposition de l’appareil du stalinisme, dans certains pays de l’est de l’Europe. L’impact du regroupement très large réalisé, dans la conférence de Caracas d’abord, dans le tribunal de Lima ensuite, a été considérable, réunissant un large spectre, des organisations de la IV^e Internationale et des courants, des groupes, des organisations cherchant la voie de l’indépendance et de la rupture avec l’impérialisme.

Ces deux initiatives de combat pour l’annulation de la dette — Caracas 1987 et Lima 1989 — ont d’ailleurs directement débouché, en relation avec les bouleversements mondiaux du tournant des années 1980-1990 (effondrement du stalinisme, dislocation de l’URSS, première guerre d’Irak) sur la conférence mondiale ouverte qui, en janvier 1991, à Barcelone, a constitué l’Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Lorsque, deux ans plus tard (1993), fut convoquée la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale, en relation avec la ligne de la transition qu’exprimait la consti-

tution de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, cette question de la dette occupa une place importante dans les documents préparatoires, comme expression de la putréfaction du système capitaliste :

« Hier, les puissances impérialistes, en exportant les capitaux dans les pays coloniaux, les pays dominés, visaient à la production sur place de la plus-value, dont l’essentiel était ensuite approprié par les détenteurs des capitaux investis : c’était la colonisation.

Aujourd’hui, les mesures imposées par le Fonds monétaire international et les autres agences de l’impérialisme visent à prélever une part croissante du revenu national des pays dominés, sur qui s’exerce une pression croissante par le contrôle de leur politique et même, de plus en plus, une immixtion directe dans les domaines économiques, des finances, du commerce extérieur, de l’armée, de la police, etc. Sous l’égide non seulement du FMI, de la Banque mondiale, mais aussi des Nations unies, qui organisent une véritable mise sous tutelle de pays entiers, (s’est imposée — NDLR) une domination quasi directe pour les contraindre à se restructurer en fonction des exigences du capital financier international (...) qui aboutit à multiplier les interventions armées (...).

En fait, on assiste à une ponction directe de la plus-value produite dans les pays dominés par le biais de l’économie de la dette. De cette manière, l’impérialisme réduit à la portion congrue les budgets de santé, d’éducation, de protection sociale, du logement, mais également contraint de produire pour l’exportation, détruisant les bases de l’économie nationale, la production agricole alimentaire, la petite industrie, les services publics..., tout ce qui n’est pas nécessaire à la mise en valeur du capital (...). Les politiques d’ajustement structurel mises en œuvre par le FMI, passant en particulier par la baisse des dépenses publiques, la privatisation des entreprises publiques et leur restructuration, aboutissent à ce que les pays dominés sont contraints de brader une partie du patrimoine national aux puissances capitalistes (13). »

(12) *Informations ouvrières*, n° 1437, 27 septembre 1989.

(13) *La Vérité*, n° 5, nouvelle série, février 1993 : « Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ? » (rapport présenté au nom du bureau du secrétariat international préparant la conférence mondiale de reproclamation de la IV^e Internationale).

DEVELOPPEMENT ET PRÉTENDUE RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS DOMINÉS

Au total, entre 1968 et 1980, la dette des pays dominés a été multipliée par douze.

Entre 1980 et aujourd'hui, les pays dominés ont payé en amortissements et intérêts, au titre de leur dette externe, une somme totale équivalant à treize fois le montant de leur dette cumulée de 1980. Pendant la même période, leur dette extérieure a été multipliée par six.

Dans les années 1990, le « traitement de la dette » dans les pays dominés s'est modifié. Des politiques de réduction et d'abandon partiel de la dette ont été instaurées, tant vis-à-vis des banques créancières que des institutions financières (FMI et Banque mondiale).

A partir de 1996, ces deux institutions vont même lancer un plan de réduction de la dette de 42 pays les plus pauvres (« initiative PPTE » pour « pays pauvres très endettés »). Le but n'est pas l'annulation de la dette, mais sa réduction, à un niveau « soutenable », en éliminant la part de dette qui, de toute façon, ne pourrait pas être payée (on verra que le plan de « sauvetage de la Grèce » de juillet 2011 a exactement le même contenu).

Bien sûr, le « bénéfice » de ce programme ne peut être obtenu que sous réserve que le « pays candidat » donne « *la preuve qu'il a procédé à des réformes et mené une politique économique avisée dans le cadre de programmes appuyés par la FMI et la Banque mondiale* » (fiche technique du FMI).

Officiellement, les excédents financiers et budgétaires libérés par le non-paiement de la dette ainsi annulée (en admettant qu'ils puissent exister) doivent être orientés vers la « lutte contre la pauvreté ». Mais comme la prétendue « lutte contre la pauvreté » ne doit pas contrarier les besoins des multinationales qui pillent ces pays et empêcher les « politiques d'ajustements struc-

turel » du FMI imposant le démantèlement des Etats, privatisant et réduisant les budgets, la « lutte contre la pauvreté » vire à une triste farce (on a vu, par exemple, des programmes de construction d'école réalisés, alors qu'en application des plans d'ajustement structurel, aucun moyen budgétaire n'existait pour payer des enseignants !).

Aux pays qui ne répondent pas aux critères des PPTE, et que le FMI, la Banque mondiale et le discours (économique ou non) officiel présentent comme « pays émergents » (et où, il faut le rappeler, se trouve la majorité des pauvres de la planète) (14), FMI et Banque mondiale imposent de payer la dette jusqu'au dernier dollar et de se subordonner totalement aux marchés financiers pour leur endettement (15).

Qui osera prétendre que cette dette, dont le capital financier s'acharne par tous les moyens à exiger le paiement, est celle des peuples ? On estime que presque la moitié de cette dette, dilapidée par les bourgeoisies et mafias locales, est repartie à l'étranger (fuite de capitaux). Le reste n'a pas fondamentalement profité à la population, dont de nombreux indicateurs, au-delà de la propagande officielle, montrent que les conditions de vie ne cessent de se dégrader. Tous les rapports des agences officielles de l'ONU, par exemple, expliquent que quelques dizaines de milliards de dollars suffiraient à assurer la sécurité alimentaire, et permettre l'accès de tous les habitants à l'eau potable et à des installations sanitaires correctes, etc. Même si on peut s'interroger sur la fiabilité de ces chiffres, une question reste posée : où sont passés, à quoi ont servi les 3 545 milliards de dette externe (dont 1 400 milliards de dette publique) des pays dominés ?

(14) Les pays « PPTE » représentent un peu plus 700 millions d'habitants, alors que le nombre de personnes dans le monde survivant avec moins de 2 dollars par jour sont au nombre de 3,5 milliards.

(15) Il faut rappeler que le terme de « pays émergents » a été utilisé dès le début des années 1980 (il ne fut médiatisé que beaucoup plus tard) pour désigner des pays où se mettaient en place des Bourses et se développait une politique intensive de privatisation, offrant par conséquent de juteuses opportunités pour les « investisseurs ».

Encadré I : La dette des pays dominés

1960 : 7,6 milliards de dollars. 1970 : 66 milliards (14 % du PIB).

Dettes externes des pays dominés (en milliards de dollars)

Année	Dettes externes	% PIB	Dettes publiques à long terme	Dettes privées à long terme
1980	534	20	500	10
1990	1 253	192	967	65
2000	2 122	128	1 281	496
2005	2 489	75	1 278	686
2006	2 463	65	1 207	861
2007	3 180	65	1 304	1 118
2008	3 425	58	1 342	1 330
2009	3 545	75	1 396	1 363

Sources : Banque mondiale.

Encadré II : La dette aux États-Unis

Année	Montant de la dette publique (milliards de dollars)	% du PIB
1940	43,00	52,40
1950	257,40	94,10
1960	290,20	56,10
1970	389,20	37,60
1980	930,20	33,3
1990	3 233,00	55,9
2000	5 674,10	58,10
2007	9 007,60	65,50
2008	10 024,70	70,60
2009	11 909,80	83,60
2010	13 561,60	92,50
2011	14 344,00	95,51

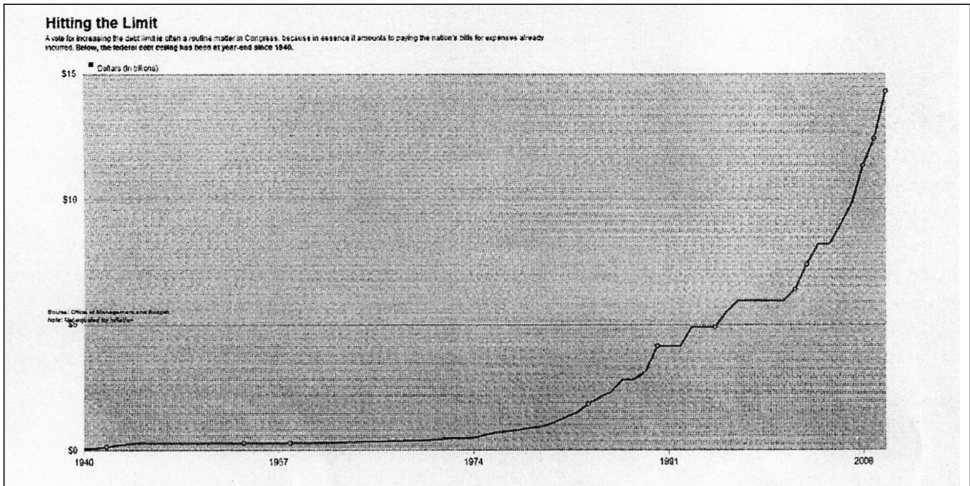
L'endettement total des États-Unis s'élève à 49 000 milliards de dollars, soit 3,5 fois le PIB du pays. Ce chiffre inclut la dette externe — c'est-à-dire ce que doivent les secteurs privés, publics et l'État aux non-américains — et la dette interne (domestique), qui inclut les 10 000 milliards de dette publique détenus par les Américains, auxquels s'ajoutent la dette privée détenue par les Américains et la dette des ménages. S'agissant de la dette publique, celle-ci s'élève aujourd'hui à 14 344 milliards de dollars, dont un tiers environ est détenu par des non-Américains (États ou privés étrangers). Sur ce tiers, la Chine possède près de 50 %, soit entre 15 et 20 % de la dette publique des États-Unis.

L'EXPLOSION DE LA DETTE PUBLIQUE DES PAYS CAPITALISTES : POURQUOI ? COMMENT ?

Le développement le plus spectaculaire des dernières années est celui de la dette publique des pays impérialistes. Cet endettement a suivi un rythme infiniment plus rapide que celui des pays dominés. De 1980 à aujourd'hui, le volume de la dette publique des pays dominés a été multiplié par un coefficient de 2,8, passant de 500 à 1 396 milliards

de dollars. Durant la même période, le volume de la dette publique des Etats-Unis a été multiplié par un coefficient de 15,4, passant de 930 à 14 345 milliards de dollars. Celui de la France par un coefficient de 18. Aujourd'hui, dans la plupart des pays impérialistes, la dette publique, constamment gonflée par l'obligation faite aux Etats de se financer sur les marchés spéculatifs, avoisine et même parfois dépasse le PIB annuel.

Un graphique publié en juillet 2011 par le *Wall Street Journal* donne la mesure de la situation.



Cette courbe représente la limite de dette publique autorisée par le Congrès des Etats-Unis. Le *Wall Street Journal* qui publie ce tableau rappelle fort à propos qu'« *un vote augmentant le niveau maximum de la dette est généralement une question de routine au Congrès puisqu'il s'agit essentiellement de garantir le paiement des factures de la nation correspondant à des dépenses qui ont d'ores et déjà été engagées* ». On reviendra plus loin sur les raisons pour lesquelles, en 2011, la négociation au sein du Congrès sur le relèvement de ce niveau limite provoque une crise sans précédent réfractant tous les éléments de la crise mondiale.

A ce stade, nous attirons l'attention des lecteurs sur le caractère brutal de la progression de la courbe à partir du milieu des années 1980, s'accroissant dans les dernières années. Cette progression, c'est l'explosion de la dette publique. Elle connaît une augmentation de 1940 à 1950 (en rapport avec

l'endettement de l'Etat américain au cours de la Seconde Guerre mondiale), puis reste relativement stable en volume global jusqu'en 1974. A partir de 1974, c'est une progression en flèche. Il n'y a là rien d'accidentel (relevons que la courbe des déficits publics est parallèle à celle de la dette publique).

Dans tous les pays impérialistes, la dette publique connaît une très forte progression à partir des années 1980, dans le prolongement de l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods. A l'instar de ce qui se passe pour les pays dominés, la décision de Nixon de décrocher le dollar de l'or va jouer ici un rôle déterminant. Mais, s'agissant des pays capitalistes développés, le processus sera plus long et franchira plusieurs étapes.

Jusqu'au début des années 1970, excepté lors des deux guerres mondiales, l'essentiel des ressources des Etats capitalistes prove-

Encadré III : La dette dans la zone euro

Année	Dette publique zone euro (milliards d’euros)	% du PIB	Déficit public zone euro (milliards d’euros)	% du PIB
2000	4 492,30	69,6		0,20
2008	6 424,60	69,40	181,20	2,00
2009	7 062,60	78,70	565,10	6,30
2010	7 837,20	85,10	550,50	6,00
2011		94,80		4,20

Encadré IV : Dette et déficits

A. La dette

— **Dette externe** : dette due par l’Etat et des entreprises du pays à des créanciers étrangers. Elle est la base de tous les flux d’argent et de capitaux qui partent du pays.

— **Dette publique dite « souveraine »** : dette de l’Etat central, des collectivités publiques (locales), des entreprises et agences étatiques et des systèmes de protection sociale.

— **A quoi sert la dette ?** Selon la propagande officielle, ce sont les dépenses « excessives » de l’Etat qui font la dette et surtout le déficit. Constat, la dette augmente même lorsqu’il y a privatisation massive, réductions de services publics et de fonctionnaires, et baisse de l’investissement public.

— **Prenons le cas de la France en 2009.** On estime à un minimum de 100 milliards d’euros le manque à gagner fiscal de l’Etat du fait des exonérations accordées aux capitalistes. Les intérêts payés pour la dette publique s’élèvent à 46 milliards d’euros, en constante augmentation. L’addition des pertes fiscales de l’Etat (exonérations) et des intérêts payés représente 146,5 milliards, soit un peu plus que le montant du déficit budgétaire (145 milliards). La dette est donc utilisée pour abaisser la charge fiscale sur les capitalistes (allègements qui partent quasi intégralement dans la spéculation et non l’investissement et l’emploi) et payer les intérêts aux spéculateurs.

Sources : FMI, Banque des règlements internationaux (Bank of International Settlement), McKinsey Global Institute, The Economist ; et, pour la France, rapport annuel de la Cour des comptes de février 2010, rapport du Conseil des prélèvements obligatoires de mars 2009, rapports de la commission des finances de l’Assemblée nationale, INSEE.

B. Les déficits

— **Le déficit public** apparaît lorsque les dépenses de l’Etat, des collectivités locales et des organismes de protection sociale excèdent leurs recettes. Le déficit budgétaire est une partie du déficit public, celle qui ne concerne que l’Etat.

— **Le déficit de l’Etat se nourrit de deux causes principales.** La première est la diminution des recettes. **L’autre cause du déficit est le remboursement de la dette.** (Signalons pour exemple, qu’en France, en 2009, les banques pouvaient se procurer auprès de la Banque centrale européenne des capitaux à un taux de l’ordre de 1 %, mais prêtaient à l’Etat autour de 3,5 % pour un emprunt à dix ans, soit une marge de 2,5 %. En 2008, la moitié des émissions de dette faites par l’Etat français était destinée au paiement d’anciennes dettes.)

Sources : INSEE, Cour des comptes, Conseil des prélèvements obligatoires, documents des différentes lois de finance, Alternatives économiques, rapport sur la situation des finances publiques par Paul Champsaur (président de l’Autorité des statistiques publiques) et Jean-Philippe Cotis (directeur de l’INSEE), l’Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS).

naient de la fiscalité (directe ou indirecte). Lorsque les recettes fiscales ne suffisaient pas, les caisses de la banque centrale étaient sollicitées (l'emprunt auprès des marchés jouant un rôle non déterminant). Au début des années 1970, le financement budgétaire auprès de la banque centrale commence à être limité, pour disparaître au cours des décennies suivantes, avec la mise en place de « l'indépendance », au moins formelle, des banques centrales.

Dans ce contexte, le décrochage du dollar de l'or, les désordres monétaires qui s'en suivirent et l'impulsion donnée ainsi aux marchés financiers, combinés à une restructuration des conditions de réalisation des profits (intégrant une offensive contre la valeur de la force de travail), ont conduit les gouvernements à contraindre l'Etat à se financer auprès des marchés financiers dominés par le capital financier américain. Là est la première origine de l'explosion de la dette publique dans les pays impérialistes.

La seconde raison de cette explosion est, dans le cadre de l'offensive généralisée contre la valeur de la force de travail et les services publics, la réduction des recettes budgétaires : réduction des impôts par des exonérations dont les capitalistes ont bénéficié largement.

Dans ces conditions, menant une politique de réduction des dépenses (suppression de postes de fonctionnaires, démantèlement et privatisation des services publics, etc.) et se heurtant à la lutte de classe, les gouvernements sont conduits, pour compenser la différence entre recettes budgétaires amoindries et l'impératif d'honorer la dette due aux marchés, à souscrire une nouvelle dette, uniquement destinée à ce que le capital financier soit normalement remboursé, que la dette soit alors bien notée par les agences de notation et que l'Etat puisse de nouveau emprunter à un prix (taux d'intérêt) qui ne s'envole pas trop haut.

LA DETTE GONFLE LA DETTE

Mais il ne s'agit pas simplement de l'amortissement de la dette. Lorsque les marchés financiers prêtent à un Etat, ce qui les intéresse avant tout, c'est que ce capital lui revienne augmenté d'un intérêt. La possibilité de recevoir cet intérêt (et que l'Etat emprunteur soit en situation d'honorer ses engage-

ments) se monnaie sur les marchés où le titre (obligation, bon du Trésor) peut se négocier des millions de fois avant son échéance. Les taux d'intérêt et la spéculation sur les taux d'intérêt et sur la dette jouent un rôle essentiel dans l'explosion de la dette. La dette mondiale est estimée à ce jour à 90 000 milliards de dollars (40 000 milliards de dette publique et 50 000 milliards de dette privée). Le marché de cette dette représente environ la moitié du montant du marché mondial des capitaux. Surtout, le marché de la dette est à la base d'un autre marché, celui des taux d'intérêt. La spéculation sur les taux prend la forme de produits dérivés, dont le montant total était estimé en juin 2010 à environ 452 000 milliards de dollars, soit cinq fois le montant total de la dette elle-même. Le seul marché des taux d'intérêt représente près de 80 % du marché mondial des produits dérivés.

On comprend dans ces conditions que la dette et les taux d'intérêt constituent une question désormais centrale de l'économie mondiale, à la fois par leur volume et par celui des capitaux plus ou moins fictifs, dont les mouvements spéculatifs lui sont reliés.

Or qu'est-ce que le taux d'intérêt de la dette publique ? C'est une ponction sur des recettes futures de l'Etat. Si ces recettes s'amoindrissent pour les raisons invoquées plus haut, et si elles s'amoindrissent davantage du fait d'une croissance économique anémique, malgré l'injection de dopants parasitaires, l'Etat doit emprunter de nouveau pour payer les intérêts de la dette. Ces emprunts s'ajoutent à la dette ancienne et gonfle celle-ci par un effet de « boule de neige ». A quoi s'ajoute l'effet des augmentations de taux d'intérêt que l'on a connues depuis trente ans afin de peser sur les conditions de réalisation des profits. A quoi s'ajoutent enfin, depuis fin 2007, les plans massifs de sauvetage des banques qui, combinés aux pertes fiscales dues à la récession, ont accru l'effet « boule de neige ». Pour l'Union européenne, la dette publique est passée de 7 300 à 8 700 milliards d'euros entre 2007 et 2009.

Le paiement de l'intérêt de la dette est le principal moteur du gonflement de la dette. Là se trouve une seconde similitude avec la dette des pays dominés.

Cet accroissement de la dette a théoriquement une limite : la faillite du fait d'un surendettement allant bien au-delà des possibilités de remboursement. D'autant que l'accumu-

lation de dette inquiète les marchés financiers, qui vont demander un taux d’intérêt plus important, mettant l’Etat à genoux, et celui-ci va alors effectuer de nouvelles coupes afin de payer la nouvelle dette (et ses intérêts) contractée pour payer la vieille dette.

La dette devient alors le levier pour de nouvelles attaques contre la valeur de la force de travail, une véritable arme de destruction massive des forces productives et, au-delà, de la civilisation humaine dans sa totalité. Au risque de nous répéter, insistons sur le fait que la dette dont nous parlons ici ne résulte ni d’une quelconque dérive ni d’une mauvaise gouvernance d’un système capitaliste. Non. Nous parlons de la dette publique comme l’extraordinaire excroissance parasitaire d’un système capitaliste ne disposant plus des ressources propres à sa survie et à son développement et qui ne doit son « salut » qu’au recours à des moyens parasitaires et destructeurs qui précipitent chaque jour l’humanité vers une issue fatale.

Seule la classe ouvrière est en mesure d’en libérer l’humanité. Encore faut-il qu’elle ne soit pas entravée dans sa tâche libératrice par des appareils qui, loin de combattre cette machine à détruire, en accompagnent et en épousent tous les mouvements.

DE L’INSTAURATION DE LA “DICTATURE DES MARCHÉS”...

Il est de bon ton aujourd’hui (y compris dans certains milieux de « gauche » qui se prononcent par ailleurs pour le remboursement de la dette et pour la réduction des déficits publics) de s’inquiéter de la dictature des marchés. Signalons que le phénomène ne date pas d’hier. Nous écrivions voilà douze ans :

« L’impérialisme américain, exprimant les intérêts du capital en général, engagera cette offensive en contraignant tous les Etats à mettre en œuvre des politiques destructrices, dites “anti-inflationnistes”, à abandonner les politiques protectionnistes (abaissement des droits de douane) et à lancer des “réformes” favorisant la libre circulation des capitaux. En même temps, cette déréglementation facilitera l’inféodation des Etats aux marchés financiers. Les Etats, contraints par le capital financier, à travers les organisations financières internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Union européenne) de privatiser et de réduire leurs ren-

trées fiscales, devront se refinancer sur les marchés financiers. Une masse impressionnante de titres (obligations du Trésor, etc.) était ainsi émise. Engagé dans sa politique destructrice, le capital financier a ainsi mis à sa botte les Etats, qu’il force à déréglementer encore plus, à privatiser, à réduire le nombre de fonctionnaires (...).

Ce processus, qui est à la base de ce qu’on a appelé la “dictature des marchés”, constitue un véritable basculement vers une économie où la base reste la production marchande, dans le processus de laquelle est extraite la plus-value, mais où les conditions mêmes de la mise en valeur du capital dans la production sont de plus en plus largement déterminées par la spéculation, destructrice des forces productives.

C’est ce qui explique que la déréglementation financière ait souvent précédé les autres formes de déréglementation (exceptée la déréglementation monétaire, sans laquelle la déréglementation financière n’eût pas été possible). Cela explique également qu’elle soit partie des Etats-Unis.

La déréglementation financière a consisté avant tout à supprimer les réglementations nationales et internationales qui pouvaient constituer un frein aux mouvements de capitaux, c’est-à-dire à la spéculation.

Ces mesures ont été d’ordre fiscal. Ainsi, aux Etats-Unis, en 1984, la retenue à la source sur les obligations vendues à des non-résidents a été supprimée. Cette mesure a favorisé l’achat par les étrangers de titres américains, au moment où le déficit américain progressait fortement. De cette déréglementation fiscale qui s’est propagée à des niveaux divers dans de nombreux pays procède totalement le développement des paradis fiscaux (...).

De même, sont progressivement supprimées les restrictions visant à contrôler, voire à réduire, la masse des crédits. Ainsi, en 1986, le système d’encadrement du crédit est totalement abandonné en France, afin de permettre aux banques et aux entreprises d’avoir l’accès le plus libre possible aux marchés des capitaux pour leurs opérations spéculatives.

Dans le même domaine, les pays qui l’avaient instauré lèvent le contrôle des changes. L’accès au marché mondial des capitaux est facilité (...). La CEE (devenue depuis l’Union européenne) met au centre de son dispositif la déréglementation financière en édictant des directives visant à la libre circulation des capitaux dans les pays européens. Ces mesures concernent notamment la suppression de toutes les limitations à l’investissement et la levée de toutes les contraintes imposées pour des secteurs autrefois

réglementés ou disposant d'un monopole (voir plus loin la déréglementation bancaire). Il en est ainsi de l'épargne populaire ou encore des financements permettant l'accès au logement.

Un autre exemple de déréglementation est la levée de toutes les contraintes imposées aux banques, compagnies d'assurances et fonds de pension pour leurs investissements spéculatifs (16). »

... À LA REMISE EN CAUSE DE LA SOUVERAINETÉ DE TOUTES LES NATIONS

Ces lignes ont été écrites voilà douze ans. Est-il exagéré de dire qu'on y trouve les développements à venir ? Ne voit-on pas, par exemple, comment le mécanisme des *subprimes* — cet endettement « obligé » et, au-delà, de toute capacité de solvabilité de millions de familles populaires américaines — était inscrit dans les mesures décrites ici ?

Ne voit-on pas que la mécanique enclenchée à partir de 1971 aboutit à la situation actuelle, où l'endettement faramineux soumet les Etats, leur économie, à la « dictature des marchés », à travers le gonflement parfaitement artificiel, délibéré, provoqué d'une dette dont la seule fonction est de ponctionner toujours plus les richesses des nations et imposer les coups les plus meurtriers contre les classes ouvrières et les peuples ?

Cependant, entre le moment où ces lignes ont été écrites en 1999 et aujourd'hui, un seuil a été franchi. La quantité s'est transformée en qualité. Désormais (et suivant un schéma qui finalement présente bien des points communs avec ce qui s'est passé avec les pays dominés dans les années 1970 et 1980), c'est la souveraineté de toutes les nations, y compris des plus vieilles nations impérialistes, qui est désormais remise en cause.

Ainsi, Jean-Claude Juncker, chef de file des ministres des Finances de la zone euro, plaide pour la création d'une « agence de privatisation indépendante du gouvernement grec, dans laquelle siègeraient des experts étrangers ». Même le gouvernement « socialiste » grec, qui a pourtant tout accepté, s'inquiète.

« *L'Union européenne ne peut pas diriger ce programme de privatisations* », déclare Haris Pamboukis, le ministre des Investisse-

ments, qui y voit « *une catastrophe pour l'image de l'Union européenne en Grèce. On parlerait de protectorat européen et ce serait mal vécu, à juste titre, par les Grecs* ».

LE FMI EN PREMIÈRE LIGNE

Mais c'est avec le nouveau rôle du FMI, en particulier sur le Vieux Continent, que s'exprime de manière concentrée la tendance à la mise sous tutelle généralisée de toutes les nations, y compris celle des pays capitalistes développés.

Jusqu'à un passé récent — et à la différence de ce qui se passait pour les pays dominés —, les politiques de coupes dans les budgets, de démantèlement des services publics et de soumission aux exigences des marchés financiers se sont effectuées, dans les pays impérialistes ou « avancés » selon des circuits et avec des outils ne faisant pas intervenir directement le FMI et ses politiques d'ajustement structurel (bien que les politiques appliquées fussent similaires). En Europe, par exemple, l'Union européenne, le traité de Maastricht, le pacte de stabilité et de ses critères de convergence (et pour certains pays l'euro) ont été les outils de mise en place de politiques d'ajustement structurel permanentes qui ne disaient pas leur nom. A partir de 2009-2010, le dispositif de l'Union européenne s'est révélé insuffisant pour imposer des plans de destruction d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent. Il fallut que le FMI entre en scène. Certes, depuis déjà des décennies, le FMI publiait des rapports sur les différents pays impérialistes européens, recommandant de serrer la vis d'un tour, de deux, de trois. Mais il s'en remettait chaque fois aux institutions de l'Union européenne pour faire le sale boulot. A partir de 2010, c'est le tournant. Le FMI entre en scène directement. « *Les barbares sont à nos portes* », s'écrit ce syndicaliste irlandais en 2010, lorsque la mission du FMI vient dans son pays imposer directement le plan de rigueur. C'était le début d'une longue série. La constitution même d'une « troïka » (Union européenne, Banque centrale européenne et FMI) dirigée par ce dernier matérialise l'impuissance de la « construction européenne » mise en place sous l'égide de l'impérialisme

(16) *Lutte des classes et mondialisation*, étude complémentaire intitulée : « *Retour sur cinquante ans d'histoire mondiale : mythes et réalités des "30 glorieuses" et des vingt années qui suivirent.* »

américain pour régler les questions par elle-même.

Au Portugal, avant les élections législatives de juin 2011, la « troïka » est venue imposer un plan meurtrier de privatisations, de déréglementation et de pillage, exigeant (et obtenant) la signature des dirigeants de tous les partis institutionnels avant les élections comme condition pour pouvoir prêter de l’argent après les élections. A peine élue à la tête du Fonds monétaire international, la directrice générale, Christine Lagarde, s’est adressée à l’opposition grecque (de droite) pour lui enjoindre d’appuyer le plan de rigueur soumis au Parlement par le « socialiste » Papandréou.

Le FMI récidive quelques semaines plus tard, s’agissant cette fois de la France, recommandant très fortement à tous les candidats de mettre en place la contrainte constitutionnelle visant à faire de la réduction des déficits publics une obligation inscrite dans la Constitution. Président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet déclare dans un discours prononcé le 2 juin 2011 (à l’occasion de la remise du prix Charlemagne 2011 à Aix-la-Chapelle, si !) :

« Le cadre institutionnel européen doit être renforcé et ce, dans tous les domaines (...). Des mécanismes ont été mis en place, prévoyant une assistance financière assortie de conditions strictes, entièrement conformes à la politique du FMI (...). Dans les pays en crise, le gouvernement et l’opposition doivent être unis dans l’effort. Les pays contributeurs, quant à eux, doivent examiner minutieusement la mise en œuvre du programme. Mais si un pays n’obtient toujours pas les résultats attendus, je pense qu’une deuxième étape s’impose et qu’elle devra être d’une tout autre nature. Serait-ce aller trop loin que d’envisager, dans cette deuxième phase, de permettre aux autorités de la zone euro d’exercer une influence beaucoup plus forte et plus décisive sur l’élaboration de la politique économique au sein du pays concerné si celle-ci dérape dangereusement ? (...) En vertu de ce nouveau concept, lors de la deuxième étape, les autorités européennes, à savoir le Conseil, sur la base d’une proposition de la Commission et en liaison avec la BCE, pourraient, et devraient, le cas échéant, prendre elles-mêmes les décisions qui s’appliquent au niveau de l’économie concernée.

Je pourrais imaginer que les autorités européennes aient le droit d’opposer leur veto à certaines décisions de politique économique nationale. Cette compétence pourrait en particulier concerner les principaux postes de dépense budgétaire et les facteurs déterminants pour la compétitivité du pays. »

Ce discours de Trichet résume admirablement et sans fard les aspects saillants de la situation actuelle. L’Union européenne y est définie comme devant mettre en œuvre une politique « entièrement conforme à la politique du FMI ». Sachant que le FMI est lui-même dominé par l’administration américaine, c’est une revendication claire d’être l’instrument subsidiaire de Washington. D’autre part, le consensus majorité-opposition est ici mis en avant non plus comme un élément conjoncturel, mais une nécessité institutionnelle. Cela porte un nom : c’est la recherche de la mise en place d’un corporatisme supranational sur lequel nous reviendrons plus loin. Enfin, le droit pour les « pays contributeurs » d’examiner les conditions d’application des plans, jusqu’à proposer que les autorités de la zone euro (en liaison avec la BCE, précise Trichet) puissent opposer leur veto, en particulier sur l’élaboration du budget, concentre toute la situation. Car qu’est-ce que l’adoption d’un budget par un Parlement, sinon, en principe, l’expression de la souveraineté d’une nation ?

Si elle aboutissait, la mise sous tutelle de l’élaboration et de l’adoption des budgets effacerait toute ombre d’apparence de la souveraineté nationale.

L’EURO, ARME DE DESTRUCTION

Il n’y a pas lieu de s’étonner que, parmi les pays impérialistes, les pays de la zone euro soient les plus directement frappés en cette année 2011. Pour sa part — et à contre-courant de toutes les composantes de la gauche et de l’extrême gauche qui plaident pour un bon usage de l’euro —, la IV^e Internationale a, dès l’origine, dénoncé la mise en place de la monnaie unique européenne comme un instrument visant à suppléer les faiblesses, hésitations, oscillations des bourgeoisies nationales des différents pays d’Europe pour les contraindre coûte que coûte à aligner leur politique sur les besoins et les exigences bien comprises de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Les choses étaient annoncées à l’avance. Ainsi, le 13 octobre 1997, Hans Tietmeyer, un des premiers et principaux responsables de la Banque centrale européenne, déclarait :

« Le traité de Maastricht engage la politique budgétaire nationale à éviter également à l’avenir, dans l’intérêt commun, des déficits excessifs. Cette exigence faite à

la politique budgétaire est justifiée (...). Néanmoins, il est évident qu'elle empiète profondément sur les compétences primaires des Parlements nationaux, notamment leur droit de décider de financer le budget par l'emprunt (17). »

Wim Duisenberg, premier président de la Banque centrale européenne, devait reconnaître clairement dans une interview au *Monde* (31 décembre 1998) :

« C'est la première fois dans l'histoire que onze Etats souverains décident d'abandonner leur monnaie nationale et leur souveraineté. »

Tietmeyer fut à cette époque l'auteur remarqué de la déclaration suivante :

« Nous ne pouvons plus jouer sur les taux de change. (...) Le fardeau de l'ajustement (...) reposera désormais exclusivement sur les coûts du travail nationaux. Les salaires et tous les leviers reliés aux salaires devront permettre de faire face aux différences de productivité. »

Mais c'est là où l'usine à gaz montée par l'impérialisme pour juguler toute lutte de classe se heurte précisément à la réalité de la lutte de classe. Que s'est-il passé ? Comme le préconisait Tietmeyer, les différents gouvernements de l'Union européenne et de toutes couleurs politiques (en tout cas, tous ceux qui étaient dans la zone euro) ont joué le jeu de reporter « le fardeau » de l'ajustement sur le coût du travail. Ils ont tous, sans exception, durant la décennie écoulée, gouvernements de « gauche » comme gouvernements de droite, tapé sur la valeur de la force de travail comme seule variable d'ajustement. Seulement voilà : l'exigence de réduction du coût du travail était telle qu'elle supposait, pour pouvoir l'imposer, d'infliger des défaites majeures aux classes ouvrières concernées. Or celles-ci ont combattu. Elles ont résisté. On ne compte plus, dans la décennie écoulée, les grèves, les grèves générales, les manifestations de millions, en France et en Grande-Bretagne, en Grèce et en Italie, au Portugal et dans d'autres pays encore. Ces mouvements de résistance ouvrière, dans une situation où chacune des bourgeoisies nationales était trop affaiblie pour imposer un régime dictatorial du type fasciste ou corporatiste, ont interdit au corporatisme supranational que l'Union européenne devait imposer d'aller jusqu'à son terme. Certes, des coups majeurs ont été portés. Des brèches considérables ont été ouvertes dans l'indé-

pendance des organisations ouvrières. Certes, au sommet des organisations, des dirigeants ont accepté d'aller très loin dans la trahison des mouvements de classe. Mais la résistance de la classe ouvrière, combinée à la profondeur de la crise de décomposition du capitalisme lui-même, fait que ce qui a été obtenu, avec l'aide des appareils, par la classe capitaliste, constituée à la fois des coups meurtriers portés à la classe ouvrière et à la jeunesse, mais un « gain » limité et très insuffisant par rapport à ce qui serait nécessaire pour répondre aux exigences de valorisation de l'ensemble du capital financier. Dès lors, le mécanisme en place ne suffisait plus. L'incapacité de chacun des gouvernements à « récupérer » sur la force de travail de la classe ouvrière ce qu'il engloutissait dans le paiement des intérêts de la dette et le renflouement des banquiers a créé une situation inédite, où le FMI dut venir directement à la rescousse, où il fallut mettre en place la « troïka » pour tenter de mettre à l'ordre du jour la généralisation d'un consensus et d'une gouvernance dans toute l'Europe afin que tous soient liés au colmatage nécessaire d'un régime capitaliste qui prenait eau de toute part.

L'ENTRÉE EN SCÈNE DE LA "TROÏKA"

La dette n'est qu'une arme entre les mains des grandes banques, des fonds de pension, des fonds spéculatifs, pour contraindre les gouvernements non seulement à les renflouer après les pertes considérables occasionnées par la crise des *sub-primes*, mais aussi à garantir que les prêts consentis aux Etats seront intégralement honorés. C'est une arme que les institutions chargées de parler au nom des intérêts généraux du capital (et non des intérêts particuliers de telle ou telle bourgeoisie nationale) brandissent à leur tour pour contraindre aux plans destructeurs. Ce n'est par un hasard si, dans la dernière période, sur le Vieux Continent, le concept politique et institutionnel de « troïka » est apparu. Le FMI est le maître de cet attelage composé de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international. Un attelage qui, du Portugal à la Grèce, de l'Irlande à

(17) Cette citation ainsi que les deux suivantes sont tirées de *Lutte des classes et mondialisation*, déjà cité.

l’Espagne, et à présent à la France et d’autres pays, vient dicter les conditions drastiques des plans de rigueur destructeurs visant à « réduire les déficits » et garantir intégralement le paiement des intérêts de la dette, conformément aux exigences des banquiers, spéculateurs et institutions financières internationales. A travers les injonctions du FMI, c’est bien l’impérialisme des Etats-Unis qui s’exprime. La manière dont il le fait ne peut qu’aviver les contradictions, à tous les niveaux. Contradiction dans chaque pays, où les plans de la troïka supposent de s’affronter à la classe ouvrière. La « troïka » est là pour enjoindre au « socialiste » grec Papandréou, au « socialiste » espagnol Zapatero, comme au président du Conseil de droite italien, Berlusconi, et à tous les autres de prendre les mesures les plus violentes contre la classe ouvrière, la souveraineté de la nation, contre la démocratie et les acquis ouvriers ; elle est là pour veiller à ce qu’ils ne faiblissent pas devant la résistance ouvrière. Certes, jusqu’à présent, les sommets de toutes les organisations au plan politique et syndical se sont soumis à cette extraordinaire pression corporatiste. Ce qui a permis de contenir les sept ou huit grèves générales en Grèce, les mobilisations de masse en Espagne, au Portugal, en Grande-Bretagne... En France même, cela a permis de ne pas faire aboutir le mouvement de millions de travailleurs contre la réforme des retraites à l’automne 2010. Mais jusques à quand ? Ce très fragile équilibre ne durera pas éternellement. Les conditions mêmes de la tenue du sommet européen du 21 juillet et de la déclaration des chefs d’Etat et de gouvernement de la zone euro sont des plus révélatrices. Deux jours avant ce sommet, et du fait même des différences d’intérêts entre l’impérialisme français et l’impérialisme allemand, Merkel déclarait qu’il n’y aurait pas d’accord. Dans les quarante-huit heures qui l’ont précédé, les injonctions directes du FMI et d’Obama ont abouti à la fameuse déclaration du 21 juillet. Déclaration par laquelle tous les Etats de la zone euro « mutualisent » la garantie apportée aux spéculateurs et aux banquiers du monde entier, que la traite grecque sera honorée. Ils le font en s’engageant à imposer des plans de rigueur d’une brutalité sans précédent dans chacun de leur pays. C’est donc, d’une certaine manière, un engagement à porter de manière coordonnée les coups les plus brutaux, mais à une échelle totalement irréali-

sable. Et ils le savent. Au moment où ils font cette déclaration, le 21 juillet, les Sarkozy, Merkel et autres Berlusconi savent parfaitement qu’ils ne pourront imposer les plans auxquels ils s’engagent. Et pourtant, ils s’engagent. Lorsqu’ils déclarent, ce 21 juillet, que les mesures prises sont exceptionnelles, ne concernent que la Grèce, ne s’appliqueront à aucun autre Etat européen, ils savent que les mêmes processus se répéteront dans les toutes prochaines semaines. Ils le savent, et pourtant ils font cette déclaration. C’est une véritable fuite en avant, une course éperdue des dirigeants des puissances impérialistes qui savent que les conditions ne sont pas réunies qui permettraient d’infliger à la classe ouvrière la défaite cinglante que supposent les plans de rigueur annoncés, et qui pourtant ne peuvent prendre d’autres engagements sous peine de provoquer la colère des « marchés ».

Cette situation est à la source de la crise majeure qui frappe toutes les institutions de l’Union européenne et des différents gouvernements. Ce qui pose le problème de l’issue, laquelle, du point de vue des masses, ne peut trouver de réponse satisfaisante que sur le terrain de l’arrêt de tous les plans, donc dans la capacité de la classe ouvrière à bloquer l’offensive destructrice du capital (ce qui nous ramène à la politique des appareils).

CRISE AUX ÉTATS-UNIS

Contradiction également au sommet de l’impérialisme le plus puissant. La menace qui pèse sur les avoirs de toutes les banques et institutions internationales, exposés au risque de la dette faramineuse de la Grèce, de l’Irlande, etc., rejait sur les positions du capital financier nord-américain lui-même. Toutefois, la dette, s’agissant de l’économie nord-américaine, occupe une place légèrement différente. Du fait de la position dominante du capitalisme nord-américain à l’échelle mondiale, le dollar est la monnaie de réserve obligée de toutes les économies mondiales. Le monde entier finance l’économie nord-américaine, à coups de dizaines de milliers de milliards de dollars détenus comme réserve de change par les banques centrales. L’économie américaine, d’une certaine manière, joue vis-à-vis de l’économie mondiale à guichets ouverts, certaine que la fiabilité de ses engagements ne

saurait être remise en cause sous peine de déstabiliser l'ordre mondial. Or, en ce début d'été 2011, la crise de la dette est aussi crise de la dette nord-américaine.

A la mi-mai, la dette brute de l'Etat fédéral, de quelque 14 300 milliards de dollars, a atteint le plafond autorisé par le Congrès.

Chacun le comprend : un défaut de paiement des Etats-Unis déséquilibrerait toute l'économie mondiale. Il s'agit là, d'abord et avant tout, d'un bras de fer politique. Comme l'indiquent nos camarades de *Socialist Organizer* (cf. ce numéro de *La Vérité*), il s'agit là de l'expression au plus haut niveau de la crise de domination politique de l'impérialisme le plus puissant. En soi, le relèvement de la limite de la dette fédérale aux Etats-Unis est quelque chose de banal, que le Congrès a voté des dizaines de fois dans les dernières années. Le bras de fer autour de la limite de la dette fédérale est une expression concentrée de la crise de dislocation qui frappe le sommet de l'impérialisme américain. Certes, les démocrates comme les républicains, s'accordent à faire retomber sur la classe ouvrière et ses acquis les conséquences de la crise. Mais jusqu'où ? Obama, dans sa « négociation » avec la majorité républicaine du Congrès a mis sur la table sa détermination à porter des coups majeurs à Medicare, à Medicaid et à la Sécurité sociale, s'ajoutant aux attaques considérables qui poussent des secteurs entiers de la classe ouvrière américaine sur la voie d'une paupérisation, d'une misère, d'un dénuement, d'une précarité sans précédent. Mais même cela ne suffit pas à satisfaire les exigences de l'aile la plus réactionnaire de la classe capitaliste (Tea Party) qui influence la majorité républicaine. Il leur faut toujours plus. La classe ouvrière américaine, depuis l'éclatement de la crise des *subprimes*, a été la cible des attaques les plus violentes de la part du capitalisme nord-américain. Depuis son arrivée au pouvoir, le président Obama, bien que porteur des aspirations des Noirs, des jeunes, des opprimés, des exploités, a tourné le dos aux engagements limités qu'il avait pris, notamment sur la Sécurité sociale, encourageant le partenariat par lequel les organisations syndicales étaient contraintes de renoncer aux acquis ouvriers, prétendant pour sauver les emplois. Mais tout cela est insuffisant à remettre « l'Amérique » sur la voie de la croissance des profits. La classe capitaliste est saisie d'angoisse par sa propre impuissance à juguler la crise. Des secteurs entiers se radicalisent à une vitesse

inconnue jusque-là, qui exigent un passage en force contre la classe ouvrière et des mesures de démantèlement brutales, à l'instar de ce qu'a fait le gouverneur du Wisconsin dans les derniers mois, encouragé par l'administration fédérale. Un secteur entier du capital financier américain, qui n'a jamais considéré, malgré tous ses engagements, Obama comme un représentant fiable de ses intérêts, saisit toutes les occasions d'exercer la pression maximum pour obtenir toujours plus en termes de démantèlement des droits ouvriers. Ce secteur pousse à une confrontation brutale avec la classe ouvrière. Mais, précisément, les événements du Wisconsin ont montré que, même lorsque les dirigeants de l'AFL-CIO faisaient des offres de service et posaient sur la table des centaines de millions de dollars de concessions, cela n'a ni désamorcé la mobilisation massive des travailleurs et des jeunes, entraînant des secteurs entiers de leurs organisations, ni conduit le gouverneur à négocier quoi que ce soit. On en revient à la lutte de classe. Et donc à la question centrale, aux Etats-Unis comme partout dans le monde : l'indépendance du mouvement ouvrier.

CORPORATISME SUPRANATIONAL

Rappelons ce que nous écrivions, il y a plus de douze ans :

« En cette fin de XX^e siècle, sous des formes et dans des rapports différents, il est indiscutable que, à l'échelle internationale, comme dans chaque pays, les politiques mises en œuvre ont pour socle la mise en place d'un corporatisme de type nouveau. Corporatisme, en ce sens que toutes les politiques mises en œuvre ont pour centre la transformation des organisations syndicales en composantes de la prétendue "société civile". Au nom du pré-tendu "intérêt général", les organisations ouvrières se voient sommées — de plus en plus par des cadres législatifs contraignants — de s'intégrer dans des politiques et des pactes dits "pour l'emploi", ou "sociaux". Le contenu de ces pactes est sans équivoque : la remise en cause des garanties collectives qui constituent la classe comme classe, afin d'imposer l'atomisation et l'individualisation des salariés et, surtout, la transformation des syndicats en rouages subsidiaires. (...) Sous le capitalisme ascendant, la variable qui contre-carrait la tendance à la baisse du taux de profit était l'expansion du marché mondial. Sous l'impérialisme décomposé, la seule variable d'ajustement se résume de plus en plus dans

la baisse du coût du travail. (...) Ces politiques trouvent leur expression non seulement dans l’orientation de chaque gouvernement, mais aussi dans la modification de la place des institutions internationales. L’Union européenne constitue sur ce plan un champ d’expérimentation sans précédent (...). On passe (...) à une situation nouvelle de néo-corporatisme supranational directement relié aux injonctions de la Réserve fédérale américaine. La mise en œuvre de cette politique de décomposition de la force de travail exige la montée en première ligne des appareils de la prétendue Internationale socialiste et ceux issus de l’appareil international du stalinisme (18). »

N’est-ce pas de cela qu’il s’agit ? Dans cette phase de décomposition sans précédent du régime de la propriété privée des moyens de production, la masse gigantesque de capitaux disponibles exige pour être valorisée la destruction en masse des forces productives. Le principal obstacle auquel la classe ouvrière est confrontée dans son mouvement de résistance à cette politique qui vise à la disloquer comme classe, c’est le consensus auquel se prêtent les dirigeants des partis qui se situent historiquement dans le cadre du mouvement ouvrier et aussi les dirigeants des organisations. Consensus qui s’exprime dans la part prise par les Papandréou, Zapatero et autres Socrates dans la mise en œuvre des plans destructeurs. Consensus qui s’exprime dans la manière dont la Confédération syndicale internationale (CSI), la Confédération européenne des syndicats (CES) et les dirigeants des organisations dans différents pays acceptent de se situer sur le terrain de la réduction des déficits publics. (Rappelons, par exemple, que, en pleine crise de la dette grecque, le congrès de la CES, réuni à Athènes, en mai 2011, a adopté une résolution votée unanimement par tous les syndicats nationaux présents se prononçant pour une réduction graduelle des déficits publics.) Sans exception, tous les dirigeants des partis socialistes et des partis communistes dans le monde entier font des propositions pour « réduire les déficits publics », et tous reconnaissent la légitimité de la dette. Sans exception, y compris le Secrétariat unifié (19).

Ces problèmes dans le mouvement ouvrier sont posés partout. En France, le Parti socialiste fait de la surenchère vis-à-vis de Sarkozy et se prononce pour ramener les déficits publics à monis de 3 % du PIB dès 2013. En Allemagne, le frein à l’endettement a été décidé par une modification de la loi fondamentale votée conjointement par le SPD et la CDU-CSU en

2009. En Italie, le groupe parlementaire de la « gauche » n’a pas voté le plan de rigueur, mais les dirigeants des partis de gauche ont adopté le 9 juillet un « pacte » dont *La Repubblica* indique qu’il « préconise des réformes encore plus impopulaires que celles avancées par le gouvernement pour arriver à l’équilibre des finances en 2014, au besoin avec plus de larmes et de sang ». Et partout, les organisations syndicales sont sommées de s’intégrer dans la gouvernance dans le cadre du consensus !

UNE LIGNE DE DÉMARCATIION DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Cela nous ramène au combat politique des militants la IV^e Internationale. « *Annulation de la dette ! Dehors la “troïka” FMI-Union européenne-Banque centrale européenne et ses diktats ! Aucun consensus pour la réduction des déficits publics !* » Ces trois mots d’ordre dessinent une ligne de démarcation dans le mouvement ouvrier. En Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, en France avec le mouvement des retraites, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis avec le Wisconsin, partout les travailleurs engagent les mobilisations de classe les plus déterminées contre les plans meurtriers qui les frappent. Partout, ils se heurtent aux hésitations, aux atermoiements, quand ce n’est pas aux véritables trahisons, de directions qui, à l’encontre du mouvement même de la classe ouvrière, cherchent à entraver le mouvement de résistance. Sous les formes les plus

(18) *Lutte des classes et mondialisation*, chapitre intitulé « *Les institutions de la démocratie édifiées à l’époque du capitalisme ascendant* ».

(19) *Inprecor*, l’organe du Secrétariat unifié salue le fait qu’en Grèce, le groupe « Tribune de gauche », qui, dans un premier temps, s’était « limité à faire de l’agitation uniquement pour l’annulation de la dette publique et la sortie de la Grèce de la zone euro », avait changé de politique pour « opter clairement pour la formation d’une commission d’audit de cette dette en tant qu’axe de son travail politique ». *Inprecor* commente : « *Manifestement, c’était le bon choix.* » Ce serait donc une erreur de demander l’annulation de la dette ? En France, en juillet 2011, le NPA signe en commun avec le Parti communiste, le Parti de gauche et d’autres organisations un communiqué écartant le mot d’ordre d’annulation de la dette et lui substituant la demande d’un moratoire (c’est-à-dire une suspension provisoire) et d’un audit, c’est-à-dire ce que fait la Banque centrale européenne en triant entre la « bonne » dette remboursable et la « mauvaise » dette à rééchelonner...

diverses, les militants de la IV^e Internationale, dans le respect des prérogatives des organisations, estiment de leur responsabilité d'aider au regroupement de tous ceux qui refusent de subordonner les organisations de la classe à l'exigence prétendument incontournable de réduction des déficits publics et de paiement de la dette. Dans la lutte de classe, dans les initiatives politiques prises en son sein, ils sont amenés à aider la classe ouvrière à avancer sur cette voie, en particulier dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et des décisions prises lors de la conférence d'Alger de novembre 2010, et des initiatives de front unique prises dans différents pays. Chacun le comprend : l'offensive destructrice menée au nom de la dette et de la réduction des déficits publics aiguise toutes les contradictions de classe. Elle prépare dans tous les pays — sous des formes et à des rythmes qui ne sauraient être prévus à l'avance — un choc inévitable, non seulement entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, mais y compris entre, d'un côté, la classe ouvrière, les militants, les secteurs entiers des organisations ouvrières qui cherchent à résister et, de l'autre, ceux qui, aux sommets des ces organisations, voudraient coûte que coûte imposer l'accompagnement, frayant la voie au corporatisme supranational. C'est la raison pour laquelle, sous des formes qui varient d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, la politique des militants de la IV^e Internationale a pour point de départ les trois mots d'ordre rappelés plus haut, reliés à l'affirmation du caractère légitime de toutes les revendications ouvrières face et contre ces plans. Autant de mots d'ordre qui appellent dans leur développement l'exigence de l'expropriation des grandes banques et de l'ensemble des institutions du capital financier international, mesure indispensable que prendrait tout gouvernement ouvrier et paysan qui voudrait réellement défendre les intérêts de l'immense majorité de la popula-

tion. Socialisme ou barbarie : l'alternative, plus que jamais à l'ordre du jour, ne peut être dénouée sans qu'au point de départ soit clarifié le positionnement sur ces questions essentielles de la dette et des déficits publics.

Questions sur lesquelles la ligne de démarcation dans le mouvement ouvrier a la même signification que celle qui, en 1914, a vu se départager ceux qui acceptaient de se subordonner aux gouvernements impérialistes engagés dans la guerre meurtrière et ceux qui dressaient fièrement le drapeau de l'internationalisme prolétarien et de l'indépendance de classe des organisations contre la guerre. La dette de 2011, c'est la guerre impérialiste de 1914 contre les peuples. L'exigence d'annulation de la dette et de refus de subordination aux déficits publics, c'est le drapeau de l'indépendance de classe et de l'internationalisme prolétarien. C'est le levier sans lequel il est impossible de combattre pour sauver la civilisation humaine.

C'est le levier à partir duquel les militants de la IV^e Internationale combattent avec les travailleurs et militants de toutes tendances pour aider au surgissement de la lutte de classe qui balaiera la pourriture et la décomposition d'un système capitaliste en état d'agonie dépassé. C'est le levier à partir duquel il est possible d'aider la classe à constituer son propre mouvement pour sauver la civilisation humaine de la décadence qui la menace. C'est le levier à partir duquel, pour ce qui nous concerne et sous les formes de la transition dans la construction du parti dans lesquelles nous sommes engagés, il nous revient d'aider à construire le parti révolutionnaire, à renforcer les rangs de la IV^e Internationale dans le combat d'ensemble pour l'Internationale ouvrière et l'émancipation humaine.

**Daniel Gluckstein et Pierre Cise,
le 29 juillet 2011**

***“Pas de coupes, pas de concessions !
Ne touchez pas au système de protection sociale !
Le mouvement ouvrier doit mobiliser
pour mettre en échec ces attaques !”***

**Interview d’Alan Benjamin, responsable de Socialist Organizer,
section de la IV^e Internationale
aux Etats-Unis**

Par François FORGUE

Peux-tu dire quelques mots de la situation actuelle aux États-Unis ?

Le 2 août, saisisant le prétexte de la prétendue crise du plafond d’endettement, le Congrès a approuvé un accord de réduction budgétaire de 2 400 milliards de dollars qui va détruire le système de protection sociale et va imposer aux travailleurs et aux pauvres une série de coupes budgétaires à effet dévastateur. Il s’agit là d’une attaque sans précédent contre la classe ouvrière américaine et particulièrement contre ses secteurs les plus opprimés : les Noirs et les Latino-Américains. Les programmes d’aide sociale qui étaient jusqu’à maintenant considérés comme intouchables vont être liquidés.

La loi qui a été approuvée relève le plafond de la dette pour les dix-huit mois à venir, en échange de 2 400 milliards de dollars de réductions budgétaires sur dix ans, des réductions drastiques qui affecteront principalement les services publics et sociaux, de l’enseignement à l’aide aux pauvres et aux personnes âgées, de l’assurance sociale à l’assurance alimentaire. Le premier volet des coupes s’élève à 900 milliards de dollars.

La loi prévoit également la mise sur pied d’un « super-comité », composé de douze membres du Congrès appartenant aux deux partis (six démocrates et six républicains), doté de pouvoirs spéciaux leur permettant de procéder à 1 500 milliards de coupes budgétaires supplémentaires. Cette seconde phase vise plus particulièrement les programmes Social Security, Medicare et Medicaid, ce que l’on appelle les « trois vaches sacrées ». Il est prévu de faire passer l’accès à Medicare de 65 à 67 ans. Des modifications de la formule

d’ajustement des prestations sociales sur le coût de la vie sont en préparation.

C’est ce qui est actuellement à l’ordre du jour. Il se peut que la réalité soit pire encore. Wall Street considère que cet accord de dernière minute adopté par le Congrès ne va pas assez loin. Wall Street et les banques — avec le soutien conjoint du président Obama et de John Boehner, le président républicain de la Chambre des représentants — demandent 4 000 milliards de coupes dans les dix prochaines années, avec quelques rentrées supplémentaires provenant des impôts, cela afin de souder un « consensus national » et de stabiliser une situation par ailleurs explosive. Cette exigence d’accroissement des coupes était explicitement formulée dans la déclaration du 4 août de l’agence de notation Standard and Poor’s dégradant la note des Etats-Unis de AAA à AA+.

Mais ces attaques pleuvent sur une classe ouvrière qui est loin d’avoir été défait.

Avant le 2 août, date limite pour fixer le plafond d’endettement, les élus au Congrès ont reçu des centaines de milliers de lettres leur disant : « *Ne touchez pas à la protection sociale, en particulier aux programmes Social Security, Medicare et Medicaid* » ! L’AFL-CIO, Change to Win et tous les syndicats du pays ont repris publiquement cette exigence, reflétant ainsi l’immense opposition dans les rangs du mouvement ouvrier à toute coupe dans ces trois programmes sociaux.

Que ce soit dans les sondages ou par cette campagne de lettres aux membres du Congrès, on voit que la majorité des tra-

vailleurs soutient l'appel à défendre Social Security, Medicare et Medicaid. Ils soutiennent l'appel à taxer les riches et les grandes entreprises. Ils soutiennent l'appel à mettre un terme aux guerres en Afghanistan et en Irak, afin d'affecter les crédits de guerre à la création d'emplois et la satisfaction des besoins de la population.

Ce sentiment s'exprime également dans la lutte des classes elle-même. A chaque fois que la possibilité s'est présentée d'unir leurs forces et d'agir collectivement, les travailleurs ont montré tant leur volonté que leur capacité de riposter. C'est lors des mobilisations massives et de l'occupation du Capitole dans la capitale du Wisconsin que cela a été le plus visible.

Mais cela a également été le cas : avec la grève des travailleurs de Verizon ; les combats menés par la Campagne ouvrière pour un système de Sécurité sociale fondé sur le salaire différé (*single payer*) ; les mobilisations massives en soutien aux droits des travailleurs immigrés, qui ont rassemblé jusqu'à 7 millions de personnes au printemps 2006 ; le mouvement du 4 avril 2010 sur les campus contre les coupes budgétaires ; les combats actuellement menés à l'échelle nationale par les militants noirs contre les expulsions ; et, plus récemment encore, la campagne syndicale qui, dans l'Ohio, a rassemblé 1,3 million de signatures pour qu'un référendum soit organisé en novembre afin d'annuler une loi des républicains interdisant les négociations collectives dans le secteur public de cet Etat. Ce ne sont là que quelques exemples.

De ce fait, la question qui est posée est la suivante : comment est-il possible, dans ces conditions, que démocrates et républicains aient osé aller aussi loin dans leur offensive contre la majorité ouvrière ?

La réponse à cette question n'est pas difficile à trouver : la direction du mouvement ouvrier américain, la seule expression de la classe ouvrière en tant que classe — que ce soit l'AFL-CIO ou Change to Win — n'a pas bougé lorsque démocrates et républicains sont descendus dans l'arène pour démanteler le système de protection sociale et liquider les droits et acquis durement arrachés par les travailleurs.

Si les directions syndicales ne sont pas intervenues, il y a à cela une raison très simple : elles ont craint de « se couper » d'Obama et des prétendus « amis du mouvement ouvrier » (*friends of labor*) au sein du Parti démocrate.

Où la crise actuelle plonge-t-elle ses racines ?

Avant de répondre à cette question, il est essentiel de noter qu'il ne s'agit pas d'une crise « américaine » en tant que telle. Il ne s'agit que de l'expression aux Etats-Unis de la crise mondiale du capitalisme. Compte tenu du fait que les Etats-Unis constituent le pilier de l'ordre capitaliste mondial, il est par conséquent logique que toutes les contradictions et les crises que l'on observe dans les autres pays s'y manifestent sous une forme concentrée.

La crise récente a pris la forme d'un conflit qui a secoué le Congrès pendant six mois à propos du relèvement du plafond de la dette, afin d'empêcher que le pays ne soit en cessation de paiement.

Durant les soixante dernières années, démocrates et républicains ont réussi à s'entendre sans trop de difficultés pour relever ce plafond. En tout, ils l'ont fait 76 fois, parfois deux ou trois fois la même année, dans le but d'injecter des fonds dans l'économie de guerre permanente, ainsi que dans tous les autres marchés artificiels rendus nécessaires pour compenser les crises de surproduction du système capitaliste.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de la production de marchandises et de services en trop grande quantité pour satisfaire les besoins de la population. Pas du tout.

Le capitalisme est par nature rongé par une crise de surproduction, dans la mesure où les capitalistes ne sont intéressés que par le profit. Le déclin du pouvoir d'achat de la majorité ouvrière a contraint les capitalistes, ainsi que les gouvernements à leur service, de créer artificiellement de nouveaux moyens leur permettant de continuer à faire du profit. Cela est particulièrement vrai aux Etats-Unis, « dans le ventre de la bête capitaliste ». C'est ce qui explique la croissance astronomique de la dette — à travers l'économie d'armement, ainsi que l'économie spéculative (les produits dérivés, les fonds spéculatifs et tous les dispositifs analogues) — particulièrement depuis 1971, date à laquelle le président Nixon a déconnecté le dollar de l'or.

Pour ne prendre que les dix dernières années, par exemple, le déficit fédéral est passé de 5 000 à 14 300 milliards de dollars en raison de l'augmentation des crédits de guerre (2 500 milliards), des exonérations d'impôts de l'ère Bush (3 400 milliards), du renflouement de Wall Street et des banques par Bush

et Obama (3 000 milliards) et des intérêts de la dette.

Rien dans ce déficit ne résulte de l'accroissement des coûts des prestations sociales du type Medicare ou Medicaid, comme le répète à satiété la presse liée aux milieux d'affaires. Toutes ces affirmations ne constituent que des mensonges visant à alimenter la campagne pour le démantèlement de tous les droits et acquis que les travailleurs ont obtenus par leurs durs combats.

Ces dix dernières années, le plafonnement de la dette n'était qu'un problème technique réglé par les dirigeants des deux partis jumeaux des patrons. Ce n'est plus le cas. Le système fondé sur la propriété privée des moyens de production est maintenant dans une impasse. Tout se retourne contre lui. L'alimentation continue de la pompe à crédits des marchés artificiels a atteint ses limites.

Plus fondamentalement, la crise actuelle révèle l'incapacité du système capitaliste à pouvoir répondre aux besoins élémentaires de la majorité ouvrière : emplois, paix, logement, santé, enseignement, démocratie, dignité, etc.

Alors que la situation économique continue à se détériorer, avec le spectre d'une récession en deux étapes, ou même d'une récession du type des années 1930, qui se profile à l'horizon, cette réalité devient de plus en plus évidente aux yeux de la majorité ouvrière.

Et la crise politique ?

Cette crise économique, expression de l'impasse du capitalisme à l'heure actuelle, a provoqué une crise sans précédent aux sommets de l'Etat. La situation de blocage politique qui s'est installée au cours des six mois qu'ont duré les débats sur le plafonnement de la dette a créé une telle tension que l'économie américaine, et avec elle l'économie mondiale, s'est quasiment retrouvée au bord de l'effondrement.

Environ dix jours avant la date limite fixée pour trouver une solution, Obama et Boehner, le président républicain de la Chambre des représentants, ont annoncé qu'ils étaient parvenus à un accord sur un programme de 4 000 milliards d'économies, comprenant 3 000 milliards de coupes budgétaires, d'un côté, et 1 000 milliards de nouvelles rentrées fiscales, de l'autre. Cependant, cet accord républicains-démocrates a été torpillé par l'aile Tea Party du Parti républicain, qui maintenait avec force qu'aucun recours à

l'impôt, quel qu'il soit, n'était acceptable (position qu'Obama et les démocrates finirent par approuver).

Cette attitude du Tea Party a agacé des secteurs importants du capitalisme financier international. Un éditorial paru le 30 juillet dans *The Economist* qualifiait le Tea Party de « nains économiques » qui menaçaient de mettre à mal la capacité du gouvernement des Etats-Unis à assumer ses responsabilités financières internationales au niveau mondial. Le *Financial Times*, le 4 août, s'inquiétait, déclarant que l'intransigeance du Tea Party risquait de faire exploser le consensus, la « nouvelle gouvernance » nécessaire à la mise en œuvre de coupes supplémentaires.

Le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, attaquait l'aile Tea Party de son propre parti en les traitant de « hobbits » (1) prêts à faire capoter l'accord républicains-démocrates sur le plafonnement de la dette proposée conjointement par Obama et Boehner.

Mais les querelles internes ne se limitaient pas au Parti républicain. Des démocrates de premier plan étaient également scandalisés de voir qu'Obama avait cédé à toutes les exigences des républicains. Le représentant démocrate de l'Ohio, Dennis Kucinich, s'en est pris violemment aux dirigeants du Parti démocrate, déclarant : « *Nous observons les symptômes d'un gouvernement qui ne sait plus où il va ; des symptômes qui remettent en cause la légitimité du système fondé sur deux partis.* »

De la même manière, le représentant démocrate du Missouri, Emmanuel Cleaver, n'a pas mâché ses mots en qualifiant le compromis sur la dette de « sandwich de Satan », imposé à la nation par le refus du président de soutenir et de représenter les millions d'électeurs qui ont voté pour lui.

D'autres secteurs de la finance ont rappelé que Franklin Delano Roosevelt avait eu recours aux pouvoirs spéciaux pour faire payer des impôts aux riches et aux grandes entreprises et ont cité sa déclaration selon laquelle « *toute tentative visant à se priver des financements nécessaires ne fait qu'encourager les inégalités criantes et saper les bases de l'unité nationale* ». L'une des profondes inquiétudes régulièrement exprimée par la presse financière est que « l'extrémisme » du

(1) D'après le roman *Bilbo le Hobbit* de l'auteur britannique John Ronald Reuel Tolkien, également auteur du *Seigneur des anneaux* (note du traducteur).

Tea Party ruine les possibilités de parvenir à un « consensus national » indispensable si l'on veut imposer les coupes nécessaires.

La majorité des courants du Parti démocrate et du Parti républicain ont apporté leur soutien à la proposition Obama-Boehner d'un accord entre les deux partis. Ils avaient le sentiment que cet accord républicains-démocrates serait le meilleur moyen de commencer à démanteler les « dépenses sociales obligatoires » (prestations sociales, Medicare et Medicaid) et arriver à un « consensus national » avec les syndicats et les principales associations de défense de la population. La carotte destinée à attirer les syndicats consistait à demander une augmentation des rentrées fiscales. Mais même cet aspect de l'accord était en fait une mauvaise plaisanterie, car la partie sur la fiscalité était liée à une réforme majeure du Code des impôts qui, en dernière analyse, redonne aux riches et aux grandes entreprises ce qu'ils ont dû céder en augmentation d'impôts.

La fraction la plus lucide de la classe capitaliste comprend qu'il est essentiel, dans son propre intérêt, d'intégrer les syndicats à ses plans de « nouvelle gouvernance », de la même manière que les capitalistes tentent de le faire en Europe. Faute de quoi, elle courait le risque d'une explosion sociale majeure et d'une mobilisation ouvrière indépendante, qui pourraient rapidement conduire la majorité de la classe ouvrière dans une tout autre direction, dans la voie de la lutte de classe.

Malgré la crise croissante dans les sommets de la classe dominante, il y a une question sur laquelle ils sont tous d'accord : la classe ouvrière doit supporter le fardeau de la crise.

Comment, dans cette nouvelle situation, la question d'une action et d'une politique indépendantes de la classe ouvrière se pose-t-elle ?

Ce que Socialist Organizer, la section sympathisante de la IV^e Internationale aux États-Unis, a dit dans des déclarations publiques que nous avons très largement diffusées, c'est que le point de départ d'une position indépendante du mouvement ouvrier doit être clair : « *Cette crise n'est pas la nôtre. Nous refusons de payer quoi que ce soit pour la résoudre !* »

Nous l'avons répété maintes et maintes fois : les travailleurs sont prêts à se mobiliser pour mettre un terme à ces plans d'agression et obtenir leur retrait, c'est la raison pour

laquelle nous devons organiser la contre-attaque et mener campagne sur les revendications suivantes : « *Aucune coupe, aucune concession ! Ne touchez pas à la protection sociale, en particulier aux programmes de Social Security, Medicare et Medicaid ! Pas un cent de nos impôts ou de nos acquis pour payer cette crise !* »

Le mouvement syndical — avec ses alliés dans les mouvements de jeunesse, les mouvements noirs et latino-américains — doit impérativement organiser la mobilisation pour rejeter et arrêter la mise en œuvre de cet accord sur le plafonnement de la dette — accord rejeté par 82 % des Américains, selon un récent sondage *New York Times-CBS News*.

Tant que le gouvernement continue à agir dans le cadre de cet accord pourri, en supprimant des milliers de milliards de dollars nécessaires au financement de la protection sociale, tous les discours sur la création d'un programme fédéral de travaux publics et de création d'emplois ne seront que purs mensonges.

Le président Obama et les démocrates se positionnent désormais comme le parti de la création d'emplois. La tournée d'Obama pour les emplois dans le Midwest vise à promouvoir un programme d'emplois publics-privés, la création d'une banque pour le financement des infrastructures. Plaisanterie de mauvais goût ! Non seulement Obama et les démocrates n'ont pas créé de nouveaux emplois lors de deux années pendant lesquelles ils ont contrôlé les deux chambres du Congrès, mais le programme d'emplois Obama-Pelosi a créé tout au plus un million d'emplois, un nombre à peine suffisant pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Il est vraisemblable que la situation de l'emploi va empirer dans les mois à venir alors que le pays se dirige vers une double récession.

En combattant pour mettre un coup d'arrêt à ces attaques et pour gagner sur leurs revendications, les travailleurs seront amenés à poser de plus en plus clairement la nécessité de ce que les syndicats rompent les liens qui les subordonnent au Parti démocrate et qu'ils agissent en tant que mouvement ouvrier indépendant. Le maintien de ce lien de subordination au Parti démocrate constitue l'obstacle central auquel la classe ouvrière est confrontée.

Au cours des mois passés, le président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, a, à plusieurs

reprises, évoqué la nécessité d'un mouvement ouvrier indépendant. Néanmoins, dans les faits, les déclarations politiques de la direction de la confédération syndicale dans la période allant jusqu'au 2 août vont dans une autre direction.

Dans un message publié le 27 juillet, Manny Herrmann, coordinatrice Internet de la mobilisation à l'AFL-CIO, incite les adhérents à s'opposer au plan du président républicain de la Chambre des représentants, John Boehner, mais ne dit rien sur le plan tout aussi anti-ouvrier avancé par le chef de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid. Et Manny Herrmann conclut de la façon suivante :

« *Le président a déjà dû accepter de douloureuses réductions des dépenses — qui à notre avis vont beaucoup trop loin. Mais il fait valoir à juste titre que nous ne faisons pas reposer l'ensemble du fardeau de la dette sur les familles ouvrières.* » Donc, selon l'AFL-CIO, ces réductions sont allées « beaucoup trop loin » et l'ensemble du poids de la réduction des déficits ne doit pas reposer que sur les travailleurs. Ce n'est pas là le langage d'un mouvement ouvrier indépendant. C'est un appel déguisé à opérer des coupes plus intelligentes (et non pas d'exiger « aucune coupe ! ») et à partager le fardeau (le « partage des sacrifices ») de la réduction des déficits avec Wall Street et les employeurs. C'est un appel qui accepte toutes les explications mensongères formulées par les partis jumeaux du capital quant à l'origine de cette crise financière.

Et, comme je l'ai déjà dit, en dépit de quelques bonnes déclarations de certains dirigeants importants, les syndicats n'ont jamais lancé d'une manière concertée un appel au Congrès pour qu'il rejette l'accord.

Sous le titre « *Un dirigeant syndical annonce des suppressions d'emplois, suite à l'accord sur le plafonnement de la dette* », un article paru le 1er août dans *The Hill*, déclare que Gerry McEntee, président du syndicat des

salariés des collectivités territoriales d'Amérique (AFSCME), « *n'a pas annoncé son opposition à l'accord négocié par le président Obama, et plusieurs autres organisations, dont l'AFL-CIO, sont restées remarquablement silencieuses dans les heures précédant les votes de lundi à la Chambre et au Sénat sur un programme de réduction du déficit qui relèverait le plafond de la dette actuellement fixé à 14 300 milliards de dollars* ».

« *“Bien que notre déclaration exprime de graves inquiétudes sur cet accord, nous ne prenons pas position sur la façon dont devraient voter les législateurs”*, a affirmé Chuck Loveless, le responsable du syndicat AFSCME chargé des affaires parlementaires. »

Au vu de l'enjeu que représente l'accord pour les syndiqués et les travailleurs dans leur ensemble, cette réticence à appeler à la mobilisation est suicidaire.

C'est pourquoi Socialist Organizer combat sans condition et sans réserve pour appuyer tout pas en avant dans la voie d'une action indépendante concrétisée dans le rejet, et non l'accompagnement, du plan d'austérité commun des démocrates et des républicains.

Pour sa part, Socialist Organizer, avec tous ceux qui partagent ce point de vue, combat pour la création d'un Labor Party appuyé sur les syndicats. Mais le point de départ, c'est de toute façon l'action indépendante de la classe ouvrière pour résister à l'attaque engagée, ce qui exige la mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations autour des mots d'ordre : « *Pas de coupe, pas de concessions ! Non à toute remise en cause de Social Security, Medicare et Medicaid ! Retrait du plan de coupes budgétaires !* ».

Propos recueillis par François Forgeue

Europe : la signification de l'échec du sommet de Bruxelles

Par Marc LACAZE

Il est fortement probable que, lorsque paraîtra ce numéro de *La Vérité*, on ne se souvienne déjà plus du sommet européen du 21 juillet à Bruxelles. L'accord qui y a été conclu avait pourtant été salué de façon quasi unanime par la presse européenne comme un « succès historique ». Depuis les événements se sont accélérés, la débâcle des marchés financiers qui a balayé les places boursières européennes a gagné Wall Street dans la nuit du 4 août, deux semaines, jour pour jour, après la conclusion de ce fameux accord.

Pourquoi donc y revenir ? Pour la bonne raison que son échec ne peut en aucun cas être considéré comme un simple incident de parcours. En effet, si ce sommet entre dans l'histoire, il y entrera comme celui qui, comme expression de la crise majeure qui ravage tout le système capitaliste, aura donné le signal du processus de désintégration totale de l'Union européenne.

LES DIX-SEPT CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT AURONT TOUT ENTREPRIS POUR SATISFAIRE AUX EXIGENCES DES FONDS FINANCIERS...

Les dix-sept chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, réunis sous la haute surveillance du FMI, de l'Union européenne et des grands banquiers européens, auront tout fait, à un moment éminemment périlleux de l'histoire de ce qu'ils appellent la « construction européenne », pour tenter de prouver que l'Union européenne et ses institutions puisaient leur légitimité dans

leur capacité de faire face à la crise. Ils auront tout fait, en bons représentants de l'ordre bourgeois, pour répondre aux exigences les plus pressantes des « marchés ». Ils leur auront garanti le caractère imprescriptible du paiement de la dette. Ils auront allégé autant qu'ils le pouvaient la part qui devrait être prise en charge par les fonds privés dans le défaut partiel de la Grèce. Ils seront allés aussi loin que possible dans la voie autorisant le Fonds européen de stabilité financière (FESF) à racheter sur le marché la dette des Etats et à renflouer des établissements financiers en difficulté. Ils se seront engagés auprès des grands fonds financiers et des spéculateurs de toutes sortes à payer, quoi qu'il arrive, les créances des Etats périphériques, en mettant en œuvre un dispositif compliqué de « mutualisation » garanti par les Etats...

Mais tout cela n'a pas suffi aux « marchés ». Le laborieux montage financier, établi après huit heures de rudes négociations, des semaines de préparation intense des chancelleries et une intervention directe du président des Etats-Unis, qui a personnellement appelé Merkel, la veille du sommet, ne les ont pas convaincus de relâcher la pression. L'accord historique n'aura pas tenu.

Les banquiers, les gestionnaires de fonds, à qui on fait des ponts d'or pour investir des centaines de millions de dollars sur les placements les plus rémunérateurs à l'échelle du vaste monde (c'est ce qu'on appelle le marché), n'ont pas d'état d'âme ; ou, plutôt, dans ce système, le seul état d'âme pour lequel ils sont payés, celui de détenteurs de capital.

Ils sont payés pour jauger les véritables risques, c'est-à-dire les rapports politiques

réels existant entre les classes sociales dans chacun des Etats en difficulté, comme d'ailleurs dans les Etats se portant garants pour ces derniers. Leur jugement vient de tomber : ils n'ont aucune confiance dans les mesures adoptées par les gouvernements européens.

Pour eux, la Grèce a bel et bien fait faillite, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie sont les prochains sur la liste. Et, pour ce qui concerne la Grèce, ils ont manifesté qu'ils étaient profondément convaincus que, à moins de ressusciter le régime des colonels chassé en 1974, le gouvernement Papandréou ne réussira pas à réaliser le plan d'extermination de son propre peuple qu'il avait pourtant réussi à faire adopter, sous la haute surveillance du FMI et de l'Union européenne, par un Parlement grec aux ordres. Ils savent qu'ils vont se trouver dans la même situation au Portugal, en Espagne et en Italie..., et ils s'inquiètent déjà pour les locomotives de l'Union européenne que sont l'Allemagne et la France.

**... RIEN N'Y A FAIT,
LES SPÉCULATEURS
ET LES BANQUIERS
N'ONT AUCUNE CONFIANCE
DANS LES MESURES ADOPTÉES PAR
LES GOUVERNEMENTS EUROPÉENS**

Toute la raison de l'échec du sommet de Bruxelles se concentre là. Les représentants les plus autorisés du capital financier doutent des moyens politiques dont disposent aujourd'hui les gouvernements en place en Europe pour exécuter les décisions du FMI, de l'Union européenne et de la BCE et faire payer à leurs peuples le tribut qu'exige le sauvetage du système de la propriété privée des moyens de production. Par voie de conséquences, ils doutent des capacités de l'Union européenne à jouer le rôle pour lequel elle a été créée. Ils disent ouvertement que leur crainte est d'abord politique.

« (Les investisseurs) se focalisent sur deux faiblesses majeures du pays (l'Italie). D'abord, sa dette publique est colossale — elle est revenue à 120 % du PIB, soit 1 900 milliards d'euros. Ensuite, sa classe politique semble incapable de prendre les mesures qui remettraient le pays sur la voie d'une croissance soutenue. Le président

Berlusconi traîne tellement de casseroles qu'il aurait été chassé du pouvoir dans n'importe quel autre pays » (Les Echos, 4 août).

Que reste-t-il, dès lors, comme moyen de pression au capital financier ?

« Dans ce climat délétère, poursuit le même journal, il n'est guère étonnant que les prêteurs demandent des taux d'intérêt de plus en plus élevés (...) qui risquent de faire dérailler les finances publiques d'un pays où 5 % du PIB va déjà au service de la dette. »

Mécaniquement, l'exigence forcenée du retour sur investissement, sur un marché qui ne cesse de se rétracter, pousse au choc, malgré le danger — dont tous sont conscients — que fait peser sur l'ordre social dans toute l'Europe, et donc dans le monde, l'absence des conditions politiques de la réalisation du pillage rendu nécessaire par la crise. Un choc qui les terrifie, car ils savent que la classe ouvrière n'est défaite nulle part sur le continent européen.

Cela veut-il dire que les conditions politiques sont réalisées pour que se matérialise immédiatement le rapport réel existant entre les classes ? Cela veut-il dire que la classe ouvrière s'apprête à passer à la contre-offensive à l'échelle de tout le continent ? C'est une autre question sur laquelle nous reviendrons dans cet article. Mais, pour avoir une chance d'aider à organiser cette contre-offensive, il est indispensable de partir des rapports réels entre les classes fondamentales de la société.

Bref, pour conclure sur le sommet de Bruxelles, soulignons que la fameuse hausse des indices boursiers, *« tirée par le rebond des valeurs bancaires, »*, qui a suivi l'accord — et qui fut saluée, rappelons-le, comme un « miracle » par tous les défenseurs de l'ordre en place, de droite ou de gauche (« avec des réserves », cela s'entend) — n'est déjà plus qu'un souvenir fugitif. Elle n'aura résisté ni à la reprise de la spéculation étendant la contagion aux dettes italienne, espagnole et portugaise, ni à l'inquiétude provoquée par les résultats jugés « décevants » des grands groupes industriels, c'est-à-dire par l'absence de « reprise » à l'échelle mondiale.

Quant à la solidarité entre Etats européens, dont on nous a rebattu les oreilles, elle aura, elle aussi, volé en éclats dès qu'il aura été question de définir les conditions concrètes d'intervention sur les marchés du

FESF. L'Allemagne, principal contributeur de ce fonds, s'empresse de déclarer par la voix de son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble :

« Le gouvernement fédéral ne signe pas de chèque en blanc pour des rachats d'ampleur sur le marché secondaire. »

Il y a fort à parier que nous ne sommes pas au bout de nos surprises dans ce domaine, car, en matière de « désintéressement », comme nous le rappelait Martin Wolf éditorialiste économique au *Financial Times* :

« Il est beaucoup moins gênant de déclarer que l'on aide la Grèce, alors qu'en réalité on aide ses propres banques. »

Il est certain que lorsque cet article paraîtra, compte tenu de l'évolution rapide de la situation, les lecteurs de *La Vérité* disposeront d'une masse de faits nouveaux, d'informations et de déclarations illustrant, beaucoup mieux que nous ne pourrions le faire aujourd'hui, l'ampleur du processus de dislocation engagé en Europe.

Ils comprendront que nous nous dispensions en conséquence de citer les nombreux articles, aussi intéressants soient-ils, qui ont paru au cours de la semaine qui a suivi ce sommet et qui témoignent déjà clairement de la direction prise par les événements.

LES RAPPORTS EUROPE-AMÉRIQUE EN 1924-1926... ET EN 2011

Pour tenter de saisir le moment exact de la situation, il nous faut nous extraire de l'avalanche de chiffres terrifiants déversés, à dessein, chaque jour, pour obscurcir la situation et tenter de provoquer la terreur de tout un chacun. Il nous faut chercher à nous dégager de l'emprise de la littérature mensongère dont nous avons été littéralement abreuvés, durant ces derniers dix-huit mois de « crise de la dette des Etats européens » (depuis l'adoption du premier plan de sauvetage de la Grèce en mai 2010), pour saisir, par-delà les retournements des uns et des autres, les véritables lignes de force de la situation en Europe.

Il nous faut revenir à la méthode que Léon Trotsky nous proposait, sur le même sujet, dans le discours intitulé « *Des perspectives de l'évolution mondiale* », prononcé à Moscou le 28 juillet 1924. Il nous faut, déclarait-il, revenir

« comme toujours (à) l'analyse objective de la situation, (à) l'appréciation de ce qui est, de ce qui change, de ce qui devient et doit être le postulat de notre action ».

Il ajoutait :

« Vouloir raisonner sur le sort de l'Europe et du prolétariat mondial sans tenir compte de la force et de l'importance des Etats-Unis, c'est, dans un certain sens, compter sans le maître. Car le maître de l'humanité capitaliste, c'est New York et Washington, c'est le gouvernement américain. »

Impossible, en effet, d'isoler les développements de la crise qui ravage l'économie et les gouvernements de tous les pays d'Europe de celle qui déchirait pratiquement au même moment les sommets de l'impérialisme américain à propos de la résorption de la dette publique des Etats-Unis, et qui a abouti au « compromis » conclu à Washington le 1^{er} août dernier. Impossible de ne pas y voir deux expressions majeures, indissolublement reliées, de la crise qui dévaste l'ensemble du système mondial de domination impérialiste.

Si la suprématie des Etats-Unis sur le monde est incontestable, si, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, elle s'est encore renforcée par rapport à la situation analysée par Trotsky dans les années 1924-1926 dans *Europe et Amérique*, elle s'exerce aujourd'hui dans un autre rapport. Sous cet angle, quelque chose a changé, et ce quelque chose prend une importance décisive, dès lors que nous abordons

« l'histoire du point de vue de la révolution qui doit transmettre le pouvoir aux mains de la classe ouvrière pour la refonte communiste de la société ».

En 1924-1926, Léon Trotsky mettait l'accent sur la pression grandissante exercée par la puissance du capital américain pour réduire l'Europe, son économie, ses possessions coloniales, les prérogatives de ses Etats, sa civilisation... à la « portion congrue ». Il insistait sur les enjeux pour la révolution prolétarienne de cette brutale confrontation et assurait la classe ouvrière et les révolutionnaires européens de l'appui de la jeune Union des républiques socialistes soviétiques.

Ce qui n'était alors qu'une alternative possible, la réduction de l'Europe à la « portion congrue » par les Etats-Unis, est aujourd'hui pleinement réalisée. La vague révolutionnaire qui a balayé l'Europe, dans

les années 1930, a été refoulée, les directions ouvrières ont paralysé le prolétariat, qui a été vaincu par la réaction capitaliste en Allemagne, en Espagne, en France... Ce fut la guerre.

L'Europe a été détruite, et, une nouvelle fois, à la Libération, le déferlement révolutionnaire des masses, en France, en Italie, en Grèce..., a été « canalisé » vers la reconstruction des Etats bourgeois, essentiellement par la politique de la bureaucratie stalinienne. Reconstituée, l'Europe l'a été. Elle l'a été sous le haut patronage des Etats-Unis, mais elle l'a été à sa place, c'est-à-dire réduite à la « portion congrue ».

Les contradictions qui opposaient les vieilles puissances impérialistes européennes au nouveau venu, l'Amérique — et qui les opposaient entre elles dans la guerre — n'ont pas totalement cessé d'exister, mais elles ont pris un autre contenu.

L'évolution du capitalisme dans sa phase de décomposition impérialiste, conduite sous la férule des Etats-Unis, renforcée par la déréglementation financière de ces quarante dernières années, a profondément transformé jusqu'à la notion de capital national et d'intérêt économique national. On ne peut ignorer, pour ne prendre que cet exemple parmi d'autres, que la part des fonds américains a encore augmenté depuis 2007 dans la composition des principaux indices boursiers, le CAC 40 (Paris), le DAX (Francfort) et le Footsie (Londres), soulignent *Les Echos* (25 juin). Ils atteignent 33,7 % dans le CAC, 30,1 % dans le Footsie, 20,6 % dans le DAX, restant maîtres chez eux, avec 87,1 % dans le Dow Jones...

Si le marché européen a constitué, particulièrement depuis la guerre, un terrain d'expansion vital pour le capital financier américain et ses grands groupes industriels, confrontés à la tendance permanente à la saturation du marché, si l'UE a eu comme fonction principale de leur ouvrir ce marché et de le dimensionner à leur échelle, en retour, tout groupe européen ayant la prétention aujourd'hui de concourir sur l'arène mondiale doit chercher à s'implanter aux Etats-Unis, mais il ne peut le faire qu'avec l'autorisation du maître. Lorsque l'entreprise Fiat, réorganisée par Marchionne, prétend à ce rôle, elle rachète Chrysler aux Etats-Unis et se prépare à délocaliser son siège social de Turin vers l'Amérique du Nord, le Canada, en l'occurrence.

Contrairement à ce qui s'est passé avant la Seconde Guerre mondiale, personne en Europe n'est en situation d'opposer, comme l'Allemagne impérialiste a tenté de le faire en s'engageant dans la guerre, une résistance un tant soit peu sérieuse à la suprématie américaine... La « guerre » entre EADS et Boeing, aussi âpre soit-elle, n'a rien de commun avec la guerre que se sont livrés avant 1940 les principaux groupes nationaux appuyés sur des nations qui se préparaient à l'affrontement. Lorsque Airbus vend des avions, ils sont motorisés par les fournisseurs américains de Boeing. Les conflits qui surgissent sont des conflits d'intérêts entre groupes industriels et financiers qui s'affrontent pour la maîtrise des marchés, ils peuvent aboutir à la liquidation de l'un d'entre eux, comme ce fut le cas pour Lehman Brothers, littéralement exécuté au profit de Goldman Sachs avec l'arbitrage du gouvernement américain. Mais tous les compétiteurs, dès lors qu'ils atteignent une certaine taille, viennent chercher la protection des cercles dirigeants de l'impérialisme américain, car les Etats-Unis demeurent le seul Etat qui soit capable, non sans contradictions, de garantir l'ordre impérialiste.

Quand Obama, Geithner et Lipsky donnent leurs ordres à Merkel et à l'Union européenne, ils leur donnent des ordres pour les contraindre à adopter des mesures susceptibles d'empêcher qu'un krach du système bancaire européen ne déstabilise le système financier mondial et donc ne le frappe à sa tête, à Wall Street.

Le rôle des Etats européens a été profondément modifié. Leur souveraineté, au sens plein du terme, est devenue un lointain souvenir. Les Etats-Unis, qui avaient initialement projeté de réduire l'Allemagne vaincue à un « champ de patates », selon la célèbre formule de Morgenthau, et de nommer des gouverneurs dans la France « victorieuse » après le débarquement allié, ont été contraints de faire machine arrière.

Face au développement d'une vague révolutionnaire en France et en Italie (Staline s'occupant de l'est de l'Europe), il leur fallut rectifier leurs plans et accepter de laisser se reconstituer (ou même d'aider à reconstituer) des Etats disposant de l'essentiel des prérogatives habituelles d'un Etat national, car ils étaient le seul cadre permettant de mener la contre-offensive contre les développements révolutionnaires.

Ce rôle a été prolongé lorsqu'il fallut dresser l'Europe occidentale face au bloc de l'Est dans la guerre froide.

La chute du Mur de Berlin marque un nouveau tournant dans ce domaine. La « Vieille Europe » que raillait Rumsfeld a perdu une de ses fonctions essentielles.

L'Etat bourgeois national, déjà dépouillé d'une grande partie de ses prerogatives économiques (notamment dans le cadre de l'Union européenne), tend à ne survivre que comme forme subsidiaire du maintien de l'ordre impérialiste en pleine crise de décomposition.

Rien à voir donc entre la compétition qui se mène et un conflit de puissance à puissance, et pour une raison simple, le partage du monde est pour l'essentiel réalisé sous la tutelle des Etats-Unis, ce qui n'exclut pas des « rectifications » à la marge entre vasaux, avec les conflits qui y sont attachés.

Mais, au moment où l'Europe s'enfoncé à nouveau dans une crise que tous comparent à celle de 1929, dont il faut rappeler qu'elle ne fut « résolue » que par la guerre, aucun Etat européen ne dispose plus, sous aucune forme, des moyens de rivaliser ou même simplement d'esquisser la moindre résistance face aux exigences des Etats-Unis et des gangs capitalistes qu'ils représentent.

Mieux, aucun Etat européen n'est plus en mesure de s'engager dans quelque conflit que ce soit, sur quelque continent que ce soit, pour grappiller les quelques miettes qui lui seraient laissées, sans le faire avec l'autorisation et sous la protection du bouclier américain. La brillante intervention militaire en Libye est là pour nous le rappeler, comme les budgets de la défense des Etats-Unis (600 milliards d'euros), de la Grande-Bretagne (48 milliards), de la France (32,2 milliards), de l'Allemagne (30 milliards).

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE CONCENTRE EN SON SEIN TOUTES LES CONTRADICTIONS DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE MONDIALE

Cela veut-il dire qu'un règne sans partage des Etats-Unis, le triomphe d'un super-impérialisme, ferait disparaître les contradictions mortelles qui minent sa domination ? C'est tout le contraire, ces contradic-

tions prennent une autre forme, dont les traits avaient été dégagés de manière géniale par Léon Trotsky, et qui n'ont fait que s'accroître. L'économie américaine domine le monde et concentre en son sein toutes les contradictions de l'économie capitaliste mondiale.

Trotsky écrit :

« L'économie est maintenant mondiale, et c'est ce qui décide du sort du capitalisme pour tous les continents. Le capitalisme ne peut se développer isolément en Asie, indépendamment de ce qui se passe en Europe ou en Amérique. Le temps des processus économiques provinciaux est définitivement révolu. Certes, le capitalisme américain est incomparablement plus fort et plus solide que le capitalisme européen ; il peut envisager l'avenir avec beaucoup plus d'assurance. Mais il ne peut plus se maintenir sur son équilibre intérieur. Il lui faut l'équilibre mondial. L'Europe dépend de plus en plus de l'Amérique, mais il en résulte que l'Amérique, à son tour, dépend de plus en plus de l'Europe. L'Amérique accumule annuellement 7 milliards. Que faire de cet argent ? L'enfermer simplement dans un sous-sol, c'est en faire un capital mort qui diminuera les profits du pays. Tout capital exige des intérêts. Où placer les fonds disponibles ? Le pays lui-même n'en a pas besoin. Le marché intérieur est sursaturé. Il faut chercher une issue à l'extérieur. On commence à prêter aux autres pays, à investir des fonds dans l'industrie étrangère. Mais que faire des intérêts ? Ils reviennent, en effet, en Amérique. Il faut ou bien les placer de nouveau à l'étranger s'ils sont en espèces, ou bien, au lieu de toucher de l'or, importer des marchandises européennes. Mais ces marchandises saperont l'industrie américaine, dont l'énorme production a déjà besoin d'un débouché extérieur. Telle est la contradiction. Ou bien importer de l'or dont on n'a que faire, ou bien, au lieu d'or, importer des marchandises au détriment de l'industrie nationale. L'"inflation" or est pour l'économie aussi dangereuse que l'inflation fiduciaire. On peut mourir de pléthore aussi bien que de cachexie. Si l'or est en trop grande quantité, il ne donne pas de nouveaux revenus, il abaisse l'intérêt du capital et, par-là même, rend irrationnelle l'extension de la production. Produire et exporter pour serrer son or dans des caves équivaut à jeter ses marchandises à la mer. C'est pourquoi l'Amérique a de plus en plus besoin de s'étendre, c'est-à-dire d'investir le superflu de ses ressources dans l'Amérique latine, en Europe, en Asie, en Australie, en Afrique. Mais, par là même, l'économie de l'Europe

et des autres parties du monde devient de plus en plus partie intégrante de celle des Etats-Unis. Dans l'art militaire, on dit que celui qui tourne l'ennemi et le coupe est souvent lui-même coupé. Dans l'économie, il se produit un phénomène analogue : plus les Etats-Unis mettent le monde entier dans leur dépendance, plus ils tombent eux-mêmes dans la dépendance du monde entier, avec toutes ses contradictions et ses bouleversements en perspective. Aujourd'hui, la révolution en Europe, c'est l'ébranlement de la Bourse américaine ; demain, quand les investissements du capital américain dans l'économie européenne se seront accrus, ce sera un bouleversement profond.»

L'EFFROI QUI SAISIT L'IMPÉRIALISME : NE PAS POUVOIR DISPOSER DANS L'IMMÉDIAT DE L'ARME DE LA GUERRE

En quoi ce développement sur la nature de la modification des rapports entre l'Europe et l'Amérique nous intéresse-t-il du point de vue qui est le nôtre, celui de « *la révolution qui doit transmettre le pouvoir aux mains de la classe ouvrière pour la refonte communiste de la société ?* »

Pour répondre, il faut revenir sur le rôle qu'a joué la Seconde Guerre mondiale. Elle a constitué l'arme ultime pour l'impérialisme, lorsque le système s'est trouvé, dans son ensemble, plongé dans une crise majeure. Elle ouvrirait la voie à un nouveau partage du monde, à un nouveau contrôle des sources de matières premières, elle permettrait une destruction massive des forces productives qui étouffaient dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et ouvrirait de force par la dévastation les nouveaux marchés de la reconstruction.

Mais, surtout, la guerre a représenté l'arme majeure du capital contre la révolution. Les deux guerres mondiales ont fourni le moyen aux différents belligérants, par la mobilisation de millions d'hommes encadrés par leurs états-majors, de prendre de vitesse le développement des processus révolutionnaires, dont ils savaient que le développement de la crise les rendaient inévitables, en dépit des obstacles représentés par les défaites « organisées » par les directions

ouvrières et du poids qu'elles faisaient peser sur le prolétariat.

L'impérialisme ne peut avoir recours à la guerre sous sa forme classique de guerre mondiale entre impérialismes concurrents pour le partage du monde. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il renonce à utiliser l'arsenal des pires moyens entre peuples et ethnies, par milices interposées, financées et appuyées par des coalitions hétéroclites d'impérialismes vassaux (Libye...), sur tous les continents, pour renforcer sa domination politique et son contrôle des matières premières.

Cela ne veut pas dire qu'il renonce à faire alterner provocations et répressions pour tenter de décomposer et disloquer la classe ouvrière jusqu'au cœur des vieilles puissances impérialistes européennes, où les campagnes xénophobes tendent à se généraliser pour préparer les conditions de déclenchements de « conflits communautaristes ».

Mais le fait est que l'impérialisme ne dispose pas de l'ultime recours que constitue la guerre mondiale contre le gigantesque soulèvement des masses qui se prépare sur le continent européen et qui sera inexorablement poussé par la situation à porter le fer dans les fondements mêmes de la propriété privée des moyens de production, simplement pour survivre.

L'impérialisme ne peut, immédiatement, espérer structurer, dans la préparation d'un tel conflit, des mouvements de masse à caractère fascisant pour affronter et vaincre la classe.

Il est décisif d'intégrer cette dimension, qui nourrit la crise qui ravage aujourd'hui les cercles dirigeants de l'impérialisme et provoque l'effroi des bourgeoisies européennes devant les tâches que le capital financier exige d'elles.

Des tâches qu'elles savent ne pas avoir actuellement, dans les rapports de classe existants, la capacité d'imposer à leurs classes ouvrières et à leurs peuples.

Il s'agit d'un facteur politique majeur pour aborder les tâches politiques de tout parti qui se fixe pour objectif d'aider la classe ouvrière à assumer les responsabilités que l'histoire lui assigne, dans cette crise majeure du système de domination impérialiste.

Il n'est pas indifférent pour les militants révolutionnaires de puiser leur confiance dans une appréciation précise de l'état d'esprit des directions de la classe ennemie,

pour pouvoir en déduire le rythme des développements qui s'annoncent, pour tenter de savoir si la conclusion de cette crise doit intervenir rapidement — comme ce fut le cas à de nombreuses reprises dans l'histoire lorsque la classe bourgeoise jugeait qu'elle avait réalisé les conditions d'un écrasement rapide de la classe ouvrière. Ou bien, si, au contraire, du fait de l'incertitude qui règne dans les sommets de l'impérialisme, nous pouvons disposer du temps dont le parti révolutionnaire a besoin pour construire et consolider dans la classe ouvrière les relations nécessaires pour jouer son rôle. Une alternative qui n'exclut bien évidemment pas que la classe ouvrière dans tous les pays européens ne prenne de sérieux coups. Mais il existe une grande différence pour la classe entre recevoir de terribles coups et subir une défaite.

Dans un article, daté du 27 juin, Nouriel Roubini, professeur d'économie américain, devenu célèbre pour avoir tiré la sonnette d'alarme longtemps avant que la crise qui mûrissait n'éclate en septembre 2008, emportant la banque Lehman Brothers, fait un développement qui traduit toute l'indétermination des cercles dirigeants auxquels il appartient. Il confirme cette appréciation en insistant sur la menace pour les représentants de l'impérialisme de se retrouver sans munitions.

« Malgré la série de chocs qui ont frappé l'économie mondiale en 2011, écrit-il, les marchés financiers ont continué à croître gaîement, jusqu'à il y a à peu près un mois (...). Les marchés semblaient ne pas se soucier de ces chocs. Mais, depuis la fin avril, les marchés des actions dans le monde subissent une correction importante en raison des signes de stagnation, voire d'une rechute dans la récession. Certes, les plus optimistes pensent que l'économie mondiale connaît seulement un ralentissement passager. Cependant, il y a de bonnes raisons de penser qu'il s'agit d'une rechute persistante. (...) Les facteurs à la base du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis sont chroniques. Il s'agit du désendettement lent, mais persistant des secteurs public et privé, de l'augmentation des prix pétroliers, de la faible création d'emplois, d'une nouvelle récession du marché immobilier, d'importants problèmes budgétaires des Etats, et des niveaux de dette et de déficit insoutenables au niveau fédéral. (...) S'il s'avère que la situation actuelle est plus qu'une mauvaise passe temporaire, la correction du marché est appelée à se

poursuivre. Cela affaiblira encore plus la croissance. Et, au contraire de 2007-2010, lorsque tout choc négatif et tout ralentissement étaient contrés par davantage d'interventions des gouvernements, cette fois, les décideurs politiques n'ont plus guère de munitions. Cette absence d'armes politiques se reflète dans des politiques d'austérité, en vue d'éviter une catastrophe budgétaire à venir (...) Si les derniers chiffres économiques reflètent quelque chose de plus sérieux qu'une baisse momentanée, et que les marchés et économies continuent à ralentir, les décideurs politiques pourraient bien se retrouver sans munitions. »

IL Y A QUARANTE ANS...

Il y a quarante ans, lorsque, le 15 août 1971, le président Nixon décidait de renier les accords de Bretton Woods, de désarrimer le dollar de l'or pour faire payer au monde entier les dettes de l'impérialisme américain, Nixon tentait de desserrer l'étau que les contradictions fondamentales du système de la propriété privée des moyens de production refermaient sur l'impérialisme le plus puissant. Le bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) résumait la signification qu'elle attribuait à cette décision dans une déclaration parue le 20 août 1971, où on peut lire cette formule simple et juste :

« Le déficit de la balance des paiements américaine traduit le fait que le capitalisme américain a "trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires".

Il en est des Etats-Unis comme de tous les impérialismes. Tous les pays ont à la fois "trop exporté", "trop importé". Dans tous les pays, les prix sont en hausse, ainsi que les crédits. Dans tous les pays, il y a inflation.

Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure. Ces crises ont une seule cause : le marché mondial ne peut absorber les marchandises produites, malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux, trop de marchandises et de moyens de production. »

Quarante ans après que l'impérialisme américain a ouvert la voie à une déréglementation sans précédent de tout le système financier mondial, comment ne pas être saisi

par le sentiment de se retrouver à nouveau confrontés à l'impasse qui avait provoqué cette prise de décision de Nixon ? Mais, quarante ans après, le système a été miné, fragilisé par le développement de toutes les formes possibles de parasitisme. L'endettement privé, comme l'endettement des Etats, a pris des proportions inimaginables. Il est un symptôme concentré du fonctionnement (de la décomposition) de tout le système fondé sur la propriété privée des moyens de production, il n'en est pas une dérive dont on pourrait se passer. Il représente, à l'échelle de la planète, ce qu'ont été les *sub-primes* aux Etats-Unis, une tentative désespérée de surmonter les limites indépassables d'un marché saturé. Le flot incessant de dollars imprimés par l'impérialisme américain, en vertu du privilège d'émetteur de la monnaie internationale, l'inflation qui en résulte, les manipulations monétaires de toutes sortes, opérées pour ouvrir à n'importe quel prix les marchés indispensables à la survie des groupes qu'il représente, ont abouti à cette situation, où le moindre « incident » de marché menace de tout emporter.

Une menace qui conduit inéluctablement les dizaines de millions de producteurs menacés dans leur existence immédiate — tout particulièrement sur le continent européen — à s'engager, pour survivre, dans la voie de l'expropriation des banques.

C'est en ce sens, n'hésitons pas à le rappeler, que le surgissement de la révolution tunisienne s'inscrit, par les liens qui lie l'économie tunisienne à celle des pays de l'Union européenne, comme un premier maillon dans la chaîne des processus révolutionnaires en Europe.

Une nouvelle période de la révolution mondiale s'ouvre, dans laquelle, pour les raisons évoquées plus haut, et notamment l'existence d'une puissante classe ouvrière qui demeure organisée malgré la politique de ses directions, le continent européen a un rôle majeur à jouer.

DES CONDITIONS EXTRÊMEMENT FAVORABLES À LA CONSTRUCTION DE PARTIS RÉVOLUTIONNAIRES SONT EN TRAIN DE SE FORMER

A nouveau, la classe ouvrière se trouve confrontée au plan européen — comme dans les années 1920, ou bien dans les années 1945-1950, à la fin de la guerre — à des tâches immenses, mais dans une situation où

son sort dans chaque pays n'a jamais été aussi étroitement et indissolublement relié à celui des autres pays.

De nouvelles conditions politiques, extrêmement favorables à la construction du parti révolutionnaire, sont en train de se former dans le développement de cette crise.

Les représentants de la classe capitaliste, ou plutôt des gangs qu'ils représentent, sont à ce stade saisis d'effroi, et d'une certaine façon « désorientés », ce qui ne veut pas dire qu'ils le resteront éternellement. Nouriel Roubini l'exprime à sa manière lorsqu'il dit craindre que l'application à l'Europe des plans d'ajustement les plus brutaux ne contribue à la déstabilisation de tout le système. Tout est là. Les exigences du capital financier ne laisse pourtant aucune autre alternative à des gouvernements qui se savent dans l'incapacité de dégager dans un avenir prévisible le terrain à une solution politique radicale du type de l'écrasement de la révolution allemande dans les années 1921-1923. Une solution qui demeure la seule « fiable » pour les défenseurs du système d'exploitation de l'homme par l'homme.

La classe ouvrière n'est pas défaite. Elle ne l'est ni en Grèce, ni au Portugal, ni en Espagne..., où elle continue, envers et contre tout, dans ses secteurs déterminants à être organisée dans ses confédérations. La classe ouvrière a pris des coups sévères. Précisément en raison du fait qu'il lui a été, jusqu'à aujourd'hui, interdit de déployer toute sa puissance. Mais on admettra qu'il existe une différence majeure entre « être empêché de déployer sa puissance » et « être défait ». La classe ouvrière a manifesté dans tous ces pays son entière disponibilité lorsqu'elle a été appelée à faire grève et à manifester contre les plans d'austérité à répétition qui s'abattaient sur elle.

Elle a déferlé dans la rue en masse en Grèce lorsqu'elle a été appelée à la grève générale, et si elle n'a pas pris le contrôle des entreprises en cours de privatisation qu'elle occupait, c'est parce que ses directions, assujetties à Papandréou, le lui ont interdit.

En Espagne, elle a été littéralement saisie par le « pacte social » signé dans son dos par les directions de l'UGT et des Commissions ouvrières (CCOO) avec Zapatero. Et si la réaction à cette trahison n'a pas eu lieu immédiatement, qui peut croire que l'affaire est terminée ? Qui peut penser

qu'elle n'est pas en train de provoquer une gigantesque crise au sein des grandes confédérations ouvrières ? Qui peut croire que la mise en œuvre des mesures découlant du plan d'austérité provoquant l'explosion ne remettra pas au centre du jeu la classe ouvrière organisée, qui balayera toutes les formes de diversion du type des « indignés » ?

La classe ouvrière n'est défaite ni en Grèce, ni au Portugal, ni en Espagne. Elle ne l'est pas plus en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne.

Qui peut croire que la crise qui a éclaté en septembre et octobre 2010, à l'occasion du conflit des retraites, en France est terminée ? Qui peut croire que la simple tentative de mise en application par ce gouvernement, rejeté par les plus larges masses, des recommandations du FMI adressées en ce mois de juillet à la France ne ravivera pas toutes les questions posées à ce moment intense de la lutte des classes, où les travailleurs rassemblés dans l'unité de leurs organisations ont été à deux doigts de faire basculer le pays dans la grève générale et d'obtenir le retrait d'une réforme, incarnant la rupture pratique avec l'UE et les directives du FMI ?

Quant à l'Allemagne, on ne peut comprendre la politique de volte-face incessantes du gouvernement Merkel, difficilement saisissable, y compris par ses propres partisans, si l'on ne prend pas en compte ce qui le terrifie. Le gouvernement allemand doit ruser et mentir pour cacher aux yeux de la population les engagements qu'il a pris auprès des 17 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, du FMI et de la BCE, et qu'il doit faire voter en septembre par le Bundestag, donc ce que coûtera à cette population le sauvetage des avoirs des banques allemandes, en Grèce, mais aussi en Espagne et en Irlande. Difficile, à la veille de l'épreuve, de ne pas déceler dans cette peur le signe d'un manque total de confiance dans la solidité du barrage qu'a constitué jusqu'à maintenant le soutien du SPD et l'inféodation de la direction du mouvement syndical le plus puissant d'Europe à ce pilier de l'Internationale socialiste.

Dans cette situation d'effondrement mondial, prologue à des explosions de lutte de classe telles que le continent européen en a peu connu, le programme de la « gouvernance » nous est présenté comme la seule issue politique possible par les ardents défenseurs du système de la propriété privée

des moyens de production que sont les dirigeants de l'Internationale socialiste, auxquels sont subordonnés les différents PC et leurs partisans à la tête des organisations de classe.

Il reviendrait donc, dans ce cadre, aux directions du mouvement ouvrier de jouer le rôle central dans la collaboration avec les représentants du FMI et de la BCE pour la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel que les gouvernements bourgeois se savent aujourd'hui incapables de conduire à leur terme.

Il leur reviendrait d'organiser, dans chacun de leur pays, les licenciements massifs, la destruction totale des services publics, leur vente aux enchères et la déréglementation complète du travail, comme tentent de le faire Papandréou en Grèce, Zapatero en Espagne et comme avait commencé à le faire Socrates au Portugal.

Qui peut penser que, dans la situation que nous venons d'analyser, l'intégration des organisations syndicales dans cette œuvre de destruction puisse se faire « à froid » ?

Les raisons qui interdisent aux gouvernements bourgeois d'espérer mener à bien leurs plans sont celles auxquelles vont se heurter tous ceux qui tenteraient de s'engager plus avant dans cette voie : la résistance de la classe ouvrière. La brutalité des conditions imposées par le capital financier va aiguïser à l'extrême, et au-delà de ce que nous avons connu, le choc inévitable au sein du mouvement ouvrier

UN VASTE CHAMP D'ACTION S'OUVRE À NOUS

Le pillage exigé par les fonds financiers, forme concentrée de l'existence du système impérialiste en pleine décomposition, menace — pour ne parler que de l'Europe — de destruction toutes les bases de la civilisation humaine, à commencer par le travail, et jusqu'aux vestiges archéologiques que la Grèce est sommée de vendre... Dans une situation où les grands groupes « nationaux » délocalisent pour préserver leurs profits, des pans entiers de l'appareil productif de toute l'Europe sont brutalement démantelés, comme son agriculture et le tissu serré de ses services publics. Sous la haute auto-

rité des institutions de l'Union européenne et de sa banque centrale, l'ensemble du continent est en voie de démembrement, le produit du travail de générations est menacé d'être purement et simplement rayé de la carte. Une dévastation d'une ampleur comparable à celle des deux guerres mondiales menace.

Parlant de la cohésion interne de l'Europe, Trotsky écrivait en 1923 :

« Au niveau actuel des forces de production, le continent européen est un tout économique — non pas un tout fermé, mais un tout d'une cohésion interne profonde (...). L'Europe n'est pas un terme géographique, mais un terme économique. »

Il ajoutait :

« Une Europe morcelée ne pourrait, même sous la dictature du prolétariat, tenir bon économiquement en conservant son morcellement. La révolution prolétarienne implique l'unification de l'Europe. Maintenant, les économistes, les pacifistes, et même simplement les braillards bourgeois parlent volontiers des Etats-Unis d'Europe. Mais cette tâche est au-dessus des forces de la bourgeoisie européenne, rongée par ces antagonismes. Seul, le prolétariat victorieux pourra réaliser l'union de l'Europe. Où qu'éclate la révolution et à quelque rythme qu'elle se développe, l'union économique de l'Europe est la condition première de sa refonte socialiste (...). Il faut chasser ceux qui ont morcelé l'Europe, prendre le pouvoir pour unifier cette dernière et créer les Etats-Unis socialistes d'Europe. »

Saisissons-nous de cette invitation, organisons le combat, à l'échelle de toute l'Europe, pour aider notre classe à chasser ceux qui ont morcelé le continent et qui s'apprêtent à le démembrer, en l'aidant à défaire par la lutte des classes les plans qu'on veut nous appliquer. Organisons le combat pour aider la classe ouvrière à chasser les caciques de l'Union européenne et leurs partisans, à abroger leurs institutions et à prendre le pouvoir entre ses mains *« pour la refonte communiste de la société »*.

En conclusion, nous citerons une nouvelle fois Léon Trotsky, qui, dans une polémique avec l'économiste soviétique Varga, déclarait :

« Le "danger" n'est pas que l'Europe puisse arriver à une stabilisation, à une régénération des forces économiques du capital qui ajourneraient la révolution à une date lointaine, indéterminée. Ce qui est à craindre, c'est que nous ayons à faire face à une situation révolutionnaire dans un avenir si rapproché que nous n'aurons pas eu le temps de former un parti communiste fortement trempé. Voilà le point sur lequel il nous faut concentrer notre attention. »

Selon toute vraisemblance, la dislocation du dispositif laborieusement conclu le 21 juillet doit nous amener à nous préparer au surgissement d'une situation révolutionnaire dans un avenir rapproché. Quant au temps dont nous pourrions disposer pour construire le parti révolutionnaire, l'analyse que nous avons faite nous porte à croire qu'il sera plus long que nous n'aurions pu le craindre. A nous de ne pas en perdre une seconde, en sachant que les conditions dans lesquelles il nous reviendra de forger le parti révolutionnaire seront nécessairement chaotiques, à plus forte raison si la classe dominante ne peut, fort heureusement, être en mesure de conclure rapidement. Elles seront faites d'avancées et de reflux dans lesquels nous devons nous orienter fermement sur l'agrégation, le renforcement et l'organisation patiente dans le parti du pôle qui cherchera de toutes ses forces à défendre ses organisations de classe.

Un vaste champ d'action commun s'ouvre pour tous ceux qui se fixent pour objectif central de défendre l'indépendance des organisations de classe, d'organiser cette défense qui devra rétablir ces organisations à la place qu'elles doivent occuper dans les tâches nouvelles qui vont s'imposer à elles sous la pression des bouleversements en cours. Ce champ, c'est celui de la construction coordonnée de véritables partis ouvriers indépendants, adaptée à la situation de chaque pays, dans toute l'Europe. C'est le terrain de la construction du parti révolutionnaire, de la IV^e Internationale et de ses sections en Europe.

**Marc Lacaze,
le 10 août 2011**

La IV^e Internationale et les questions clés de la révolution en Tunisie

Par Lucien GAUTHIER

« Printemps arabe : après l'espoir, la désillusion » : c'est là un des nouveaux thèmes martelés par la presse internationale à propos des développements au Maghreb et au Moyen-Orient. Nous avons déjà dans cette revue (*La Vérité*, n° 676, « Tunisie, Egypte : pour la IV^e Internationale, oui, la révolution prolétarienne est en marche ») dénoncé ces caractérisations de « printemps arabe » ou de « révolution arabe », qui avaient pour objectif de mettre dans une même catégorie les développements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, d'une part, et ce qui se passait dans d'autres pays, comme le Yémen et la Libye, d'autre part, visant à nier le caractère prolétarien de la révolution tunisienne, révolution ouvrière contre l'impérialisme, inscrite non dans le seul monde arabe, mais dans les processus en cours à l'échelle mondiale.

Depuis, la marche des événements en Libye, au Yémen, comme en Syrie, a confirmé cette analyse. En Tunisie, il s'agit bien de la marche de la révolution prolétarienne (et, dans une mesure différente, un processus révolutionnaire se déroule en Egypte) ; ce qui n'est pas le cas dans les autres pays marqués par des soulèvements, mais aussi en proie à la dislocation ou la guerre provoquées par l'impérialisme.

Si l'on prend l'ensemble géographique « arabe » (le Maghreb et le Machrek), on assiste à un affrontement entre révolution et contre-révolution, entre prolétariat et impé-

rialisme. Et, parce que l'impérialisme domine la planète, tout processus révolutionnaire national se heurte directement à cette domination mondiale de l'impérialisme. C'est en ce sens que la révolution tunisienne est internationale.

Contrairement aux affirmations des uns et des autres, à gauche et à l'extrême gauche, depuis la chute de l'URSS, il y a vingt ans, nous sommes toujours dans « l'ère des guerres et des révolutions ».

Dans cette époque historique qui est celle du stade de l'agonie du capitalisme (l'impérialisme), celui-ci, pour tenter de survivre, cherche à s'appuyer sur la collaboration et la soumission des forces qui prétendent agir au nom des travailleurs et des peuples. C'est pourquoi le programme de fondation de la IV^e Internationale s'ouvre sur l'affirmation selon laquelle « la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ». C'est une question internationale, qui s'exprime dans chaque pays.

La révolution en Tunisie poursuit sa route.

La révolution n'est pas une grande ligne droite ; elle est faite d'avancées et de reculs, de zigzags, d'oscillations, elle se heurte à des obstacles, à des trahisons, à la répression, à des menaces et à la politique de division de ses rangs... Et, dans le même temps, la puissance qui monte d'en bas, la lutte pour la vie de la jeunesse, des travailleurs,

des paysans, qui n'ont pas d'autre choix que de combattre pour se défendre et défendre leurs droits : là est le moteur fondamental de la révolution.

Dès la chute de Ben Ali, dans une déclaration, la IV^e Internationale affirmait :

« Oui, c'est bien une révolution qui a commencé en Tunisie. Il ne s'agit pas seulement, comme l'écrivent les médias occidentaux, d'une "révolution démocratique". Il s'agit d'une révolution pour la défense de la souveraineté populaire et de la souveraineté nationale, pour la défense des droits de la jeunesse, des travailleurs et de la population laborieuse contre une petite minorité corrompue, aux ordres de l'impérialisme, notamment français et américain, par l'intermédiaire des accords d'association avec l'Union européenne et les plans du FMI qui remettaient en cause la souveraineté nationale de la Tunisie qui s'était émancipée du colonialisme et qui se livrait à une surexploitation des travailleurs tunisiens. La mobilisation du peuple tunisien exige l'expropriation de la minorité corrompue dont Ben Ali était le chef et celle de son "parti", le RCD, véritable gangrène dans la société tunisienne. Il s'agit d'une révolution ouvrière qui se dresse contre le capital et le système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production » (« Tunisie : c'est la révolution ! », 21 janvier 2011).

La question posée par le surgissement révolutionnaire des masses, c'était celle du régime, du pouvoir : celui aux mains de l'impérialisme, ou celui des travailleurs, de la jeunesse, des paysans, du peuple travailleur :

« Pour se protéger des escadrons de la mort du régime de Ben Ali, les jeunes et les travailleurs, avec leur syndicat UGTT, ont constitué leurs comités de défense dans les quartiers et localités. Ils l'ont fait seuls, contre toutes les forces internationales coalisées derrière Ben Ali. Les comités constitués pour se défendre prennent en charge la gestion des tâches immédiates, l'organisation de la vie quotidienne. Ils se réunissent dans les locaux de l'UGTT. Ils se dressent contre les institutions d'un régime entièrement modelé pour servir la petite minorité de corrompus au service des impérialismes. Ces comités sont une des formes les plus élevées de la démocratie dans lesquels, sur la base de l'intense bouillonnement en cours, les Tunisiens discutent pour décider librement et souverainement de leur propre avenir, c'est-à-dire pour la défense de la révolution. »

Le journal patronal français *Les Echos* ne s'y trompait pas, qui écrivait le 7 mars : *« Le chaos menace en Tunisie, les soviets se mettent en place dans les usines. »*

La fondation et la construction de la IV^e Internationale répondent à la nécessité d'aider les masses à surmonter la politique des appareils qui, prétendant parler au nom du peuple, préservent l'impérialisme, que la masse ouvrière et paysanne doit abattre pour voir aboutir son mouvement.

Construire la IV^e Internationale en Tunisie vise précisément à participer à l'action des masses tunisiennes dans leur combat pour voir se réaliser l'exigence de la révolution : *« Du pain, de l'eau, pas Ben Ali ! »*, exigence contradictoire à l'inféodation du pays à l'impérialisme, et qui exprime la volonté du peuple de prendre son destin en main.

La révolution se poursuit et se heurte à des obstacles. Désigner ces obstacles, formuler concrètement les questions politiques posées par le développement de la révolution, est nécessaire à la marche en avant de la révolution.

Pour la IV^e Internationale, comme il est écrit dans son programme de fondation :

« La IV^e Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est, de découvrir les causes des défaites et de préparer consciemment la victoire. La IV^e Internationale continue la tradition du bolchevisme, qui a montré pour la première fois au prolétariat comment conquérir le pouvoir. La IV^e Internationale écarte les magiciens, les charlatans et les professeurs importuns de morale. Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et moyens qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, leur confiance dans leurs propres forces, leurs dispositions à l'abnégation dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs, étouffent l'esprit de protestation et de révolte, ou substituent à la volonté des masses la volonté des chefs, à la persuasion la contrainte, à l'analyse de la réalité, la démagogie et la falsification. Voilà pourquoi la social-démocratie, qui a prostitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis

mortels de la révolution prolétarienne et de sa morale.

Regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action ; telles sont les règles de la IV^e Internationale. Elle a montré qu'elle sait aller contre le courant. La prochaine vague historique la portera à son faite » (Programme de transition).

LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION EN TUNISIE

Si, d'emblée, la révolution en Tunisie a eu cette portée internationale, c'est parce qu'elle a dû affronter directement l'impérialisme mondial, qui, lui, soutenait le régime de Ben Ali pour défendre ses propres intérêts. Mais la puissance du processus révolutionnaire qui a chassé Ben Ali a contraint les différents impérialismes (non sans contradictions : les États-Unis lâchant Ben Ali, tandis qu'Alliot-Marie, représentante de l'impérialisme français, lui apportait son aide avant que le gouvernement français ne s'aligne sur les États-Unis) à réajuster leur politique. En lâchant Ben Ali pour préserver le régime, c'est-à-dire leur domination sur la Tunisie, les impérialismes se sont lancés dans la voie du soutien à « la transition démocratique » (comme si les peuples avaient besoin d'une « transition » pour accéder à la démocratie !). Pour cela, il fallait trouver les forces d'« opposition » acceptant la collaboration avec des responsables du régime. Un certain nombre de partis ou d'« opposants » ont rapidement accepté cette collaboration contre-révolutionnaire.

Car le surgissement révolutionnaire en Tunisie a pris l'impérialisme de court et a déstabilisé l'ordre mondial reposant dans cette région sur une série de dictatures chargées d'appliquer les plans de l'impérialisme.

La chute de Ben Ali par elle-même a ouvert une première brèche dans ce dispositif. La dictature de Ben Ali était l'un des piliers de cet ordre dans la région. Le régime avait un double engagement : à l'égard,

d'une part, de l'impérialisme français, à travers l'accord d'association avec l'Union européenne, et à l'égard des États-Unis, d'autre part, à travers la participation aux initiatives de mise en place du plan « Grand Moyen-Orient » (1) depuis le début des années 2000, et de normalisation des relations avec l'État d'Israël (depuis 1996 un bureau tunisien est installé à Tel-Aviv). Cet engagement a été sévèrement remis en cause par la révolution.

Celle-ci a aussi ouvert pour les peuples de la région une brèche, dans laquelle la jeunesse, les travailleurs et le peuple d'Égypte se sont engouffrés pour faire chuter Moubarak.

Dans ces mobilisations de masse, en Tunisie comme en Égypte, le contenu économique, social, ouvrier, est inséparable des revendications démocratiques contre des régimes agissant comme courroies de transmission des exigences de l'Union européenne et du FMI. Le caractère dictatorial de ces régimes découle de la nécessité d'imposer aux travailleurs et à la jeunesse la surexploitation au compte du capital.

C'est précisément ce mouvement, combinant tâches démocratiques, ouvrières et nationales, qui a eu des répercussions dans toute la région : au Yémen, à Bahreïn, en Jordanie, y compris en Syrie. Au point de départ de ces mobilisations de masse, il y avait la volonté de se débarrasser de ces régimes hais, inséparables de leurs maîtres impérialistes.

Ces mobilisations menaçaient la domination impérialiste, et au premier chef celle des États-Unis ; en effet, la remise en cause des régimes arabes était d'abord et avant tout celle de la domination américaine et de son plan « Grand Moyen-Orient », et également la place de l'État d'Israël, comme tête de pont de l'impérialisme américain dans la région.

Le fait qu'en 1979 les États-Unis aient obtenu de l'Égypte la reconnaissance de l'État d'Israël, a permis ensuite que soient imposés au peuple palestinien les accords d'Oslo en 1993, accords par lesquels la majorité de la direction palestinienne renon-

(1) A ce sujet, le lecteur se reportera utilement à deux articles publiés dans *La Vérité* : « Quelques réflexions sur le plan "Grand Moyen-Orient" » (n° 42, février 2005) et « Palestine : l'ordre américain à un tournant » (n° 45, août 2005).

çait au combat contre le sionisme pour accepter la reconnaissance de l'Etat d'Israël, entérinant ainsi la partition de la Palestine ; en échange, la direction palestinienne était reconnue comme l'« Autorité palestinienne » des bantoustans de Cisjordanie et de Gaza, avec la mission d'assurer la sécurité de l'Etat hébreu !

Les développements révolutionnaires en Egypte et les mobilisations dans les autres Etats de la région menaçaient cet équilibre.

Comme le déclarait en janvier 2011 le dirigeant israélien Silvan Shalom,

« La chute du régime tunisien est un précédent (...). Israël et la plupart des régimes arabes ont des intérêts communs (...) un système démocratique dans le monde arabe signifierait qu'il serait gouverné par une opinion publique généralement opposée à Israël. »

Pour les Etats-Unis, le sort de leur « tête de pont » n'est pas seul en jeu, mais également toute la politique mondiale américaine, notamment depuis le tournant du 11 septembre 2001 et de la seconde guerre du Golfe. L'un des objectifs de l'impérialisme américain en déclenchant cette guerre, fortement impulsée par le complexe militaro-pétrolier, était le contrôle du pétrole irakien et du golfe Persique, comme de tout le pétrole mondial.

Les Etats-Unis ne possèdent que 2,5% des réserves mondiales de pétrole, mais en consomment le quart. C'est pourquoi la « sécurité énergétique » a été élevée au rang des priorités américaines. Afin de répondre à cette question cruciale, le projet de « Grand Moyen-Orient », lancé au début des années 2000, vise à restructurer l'ensemble de la région sous contrôle américain.

L'incapacité de la classe dominante américaine à maîtriser sa propre crise (qui, depuis septembre 2001, n'a cessé de s'approfondir, dans des proportions jamais atteintes, l'élection d'Obama exprimant le franchissement d'un pas supplémentaire dans la désarticulation de la classe bourgeoise la plus puissante du monde) et à restructurer l'ordre mondial sous son contrôle, l'amène à reporter sur les autres impérialismes tous les effets de sa crise et à provoquer en chaîne des explosions sur tous les continents, sans qu'elle soit à même de les maîtriser.

Après les conséquences de la crise des *subprimes* en 2008-2009 en Europe, la nouvelle étape de la crise de la domination américaine se conjugue aux processus révolutionnaires au Maghreb et au Moyen-Orient, et a servi de détonateur, en 2011, à la crise longtemps contenue de l'Union européenne, ouvrant ainsi la voie à une marche accélérée de celle-ci vers la dislocation.

De ce point de vue, les mobilisations des travailleurs en Europe, quelles que soient les formes et l'action contre-révolutionnaires des appareils pour les contenir, s'inscrivent dans cette montée mondiale de la lutte de classe contre l'impérialisme, dont la révolution tunisienne est l'expression d'avant-garde.

L'IMPÉRIALISME SE DEVAIT DE RÉAGIR

Face à cette montée révolutionnaire, l'impérialisme, et notamment américain, se devait de réagir pour bloquer cette vague et défendre l'« ordre ». Mais l'« ordre » du capital, ce sont les plus grands désordres mondiaux.

Sous le prétexte fallacieux de défendre les populations civiles en Libye contre Kadhafi — jusque-là allié des Etats-Unis — les puissances impérialistes ont déclenché la guerre. Depuis quatre mois, d'intenses bombardements s'abattent sur les villes libyennes, la population se terre. Le choix d'intervenir en Libye n'est pas anodin. C'est, certes, un pays possédant d'importantes ressources pétrolières et gazières, mais, surtout, il a, à l'ouest, une frontière avec la Tunisie (et également avec l'Algérie) et, à l'est, avec l'Egypte. L'intervention militaire en Libye est donc directement tournée contre les processus révolutionnaires dans ces deux pays, comme une menace directe qui pèse sur les peuples tunisien et égyptien. Les bombardements le long de la frontière tunisienne, l'arrivée de deux cent mille réfugiés libyens, les conséquences économiques de cette guerre pour la Tunisie, sont autant de moyens pour faire pression sur cette dernière.

Pour défendre l'ordre, l'impérialisme a déclenché le feu. A Bahreïn, c'est l'armée

saoudienne, avec le concours des Etats du Golfe et le soutien américain, qui est intervenue pour écraser la mobilisation populaire dans la violence. Au Yémen, l'administration américaine a certes soutenu le président Saleh, qui joue un rôle décisif au compte des Etats-Unis pour verrouiller la région, au nom de la lutte contre al-Qaïda, dont le Yémen est, selon les Etats-Unis, une base arrière (le fils du président Saleh dirigeant une unité spéciale constituée à cet effet et encadrée par les Américains). Mais, dans le même temps, au nom de la « démocratisation », des réformes à mener, l'administration américaine a joué avec des groupes d'opposition. Cette politique a concouru au déclenchement d'un conflit où resurgissent questions tribales, menaces de scission du Sud et du Nord, opposants islamistes... bref, la marche au chaos. Les développements révolutionnaires en Tunisie, puis en Egypte, et leurs conséquences dans tous les pays, ont profondément déstabilisé le plan américain dans la région : le plan « Grand Moyen-Orient », visant à la restructurer cette région sous son contrôle, restructuration qui inclut sa présence militaire en Irak, l'Etat d'Israël et un certain nombre de dictatures à sa botte.

La nécessité, face à la révolution, d'avancer sur le terrain de la prétendue transition démocratique exige que l'impérialisme américain opère une redistribution des cartes, incluant les forces d'opposition qu'il faut associer à cette « transition ». Le fait que les représentants américains, dans le cours des processus révolutionnaires en Egypte, aient rencontré les Frères musulmans, en est la démonstration. Une nouvelle phase s'ouvre pour les Etats-Unis. Les régimes à leur botte doivent s'y plier.

En Syrie, depuis l'accession au pouvoir de Bachar el-Assad en 2000 et surtout depuis le 11 septembre 2001, le régime a cherché à rétablir des rapports avec les Etats-Unis, matérialisant cette orientation par le retrait des troupes syriennes du Liban en 2005 et par la mise en œuvre de réformes économiques demandées par le FMI.

Le régime a vu dans les développements dans la région une menace pour son existence. Dès les premières manifestations, il a fait procéder à une intense répression. La mobilisation des masses en Syrie a débuté dans les régions les plus défavori-

sées, en raison de la brutale dégradation des conditions de vie depuis dix ans. Les privatisations, la hausse des prix et l'arrêt des subventions ont plongé la grande majorité de la population syrienne dans la misère.

Jusqu'aux années 2000, le régime de Hafez el-Assad, le père de Bachar, combinait une extrême répression des opposants et une politique économique protectionniste et subventionnée. Tout en accordant à une fraction de son clan et à sa clientèle la capacité d'intervenir directement dans le commerce extérieur, il s'appuyait sur un discours antisioniste, avec en son centre la récupération du plateau du Golan, occupé par l'Etat d'Israël depuis 1967.

Le tournant politique et économique de Bachar el-Assad, après le 11 septembre 2001 et la seconde guerre du Golfe ont provoqué d'intenses contradictions au sein du régime, entre ceux qui voulaient aller plus loin dans la coopération avec les Etats-Unis et ceux qui s'y opposaient. Cette situation a eu aussi pour conséquence de concentrer l'exaspération populaire sur le régime de Bachar el-Assad, régime dictatorial comme celui de son père, mais qui tend à se réduire à l'application de la politique de privatisation et de déréglementation, la coupe dans les subventions publiques et l'accentuation des déséquilibres régionaux.

Dans ce cadre, la mobilisation contre Bachar el-Assad a libéré les particularismes existants, aidée en cela par divers groupes et fractions au sein même du régime. La Syrie est une mosaïque de populations (sunnites, chiïtes, Alaouites, Druzes, Kurdes, chrétiens d'Occident, grecs ou romains, chrétiens d'Orient, Syriaques, etc.) « tenues » depuis un demi-siècle par un régime dont les dirigeants, notamment les officiers de l'armée, sont issus de la communauté alaouite, mais dans une situation stabilisée, lors de la prise du pouvoir par Hafez el-Assad, par un accord avec les grands commerçants issus de la majorité sunnite.

Dans une situation mondiale et régionale où l'impérialisme américain ne peut se satisfaire, devant la marche à la révolution, des régimes dictatoriaux en crise qui révèlent leur faiblesse, l'action de fractions issues du régime, de groupes d'opposants liés à certains cercles américains, et aussi des Frères musulmans, longtemps réprimés par le régime, ou l'action des services israé-

liens, ont poussé à un développement non maîtrisé des forces centrifuges.

Face à la révolution, la préservation de l'ordre impérialiste conduit nécessairement à la guerre, à la dislocation, au chaos. L'intervention active des impérialismes et de leurs relais a détourné les mobilisations des peuples vers des impasses.

Devant les processus révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, l'impérialisme américain qui avait façonné des régimes à sa solde, notamment depuis 2001 — sous couvert de lutte contre le terrorisme, l'« islamisme » et al-Qaida —, a infléchi sa politique. C'est désormais au nom de la « démocratie » qu'il intervient. L'opération militaire qui s'est soldée par la mort de Ben Laden a eu lieu à un moment choisi. C'est désormais sous la bannière de la démocratie et des réformes que l'impérialisme américain entend assurer sa domination. Mais si la bannière change, ses exigences demeurent, quitte à disloquer les nations et provoquer des guerres civiles.

C'est pourquoi l'alternative : lutte contre l'impérialisme ou soumission à ses exigences, qui a toujours été le critère déterminant de délimitation politique dans l'histoire du mouvement ouvrier, revêt une très grande acuité.

Dès la menace d'une intervention dans la région, la IV^e Internationale a pris nettement position dans des déclarations et a multiplié les initiatives contre la guerre. La IV^e Internationale a rejeté catégoriquement tout appel à l'ONU, responsable de la guerre en Irak, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, et qui a ensuite déclenché les bombardements contre la Libye.

Dans sa déclaration du 14 mars 2011, la IV^e Internationale rappelle :

« La barbarie du régime Kadhafi ne saurait faire oublier le sort que réserve l'impérialisme américain aux peuples afghan et irakien. Derrière les références hypocrites à l'« ingérence humanitaire » et à la « zone d'exclusion aérienne », il s'agit du contrôle direct de la Libye, de ses hydrocarbures, de son peuple par l'impérialisme et d'une menace directe pour les processus révolutionnaires des peuples voisins d'Egypte et de Tunisie, mais aussi contre la souveraineté et l'intégrité de l'Algérie et du Maroc. »

A l'inverse, les forces de l'Internationale socialiste, celles issues de la crise des

PC et celles du Secrétariat unifié, de manières différentes, se sont inscrites dans la campagne de l'impérialisme « pour la démocratie ».

Pour leur part, l'Internationale socialiste et ses différents partis se sont prononcés en faveur de l'intervention militaire contre la Libye. Les PC et le Secrétariat unifié, tout en se présentant comme « anti-impérialistes », ont, à leur manière, soutenu l'agression.

Ainsi, l'éditorial de *Tout est à nous*, n° 93 (10 mars 2011), journal du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA, dans lequel militent en France les membres du Secrétariat unifié), titre : « *Ni OTAN, ni Kadhafi, pouvoir populaire* ». La veille, le 9 mars, le NPA signait un appel intitulé « *Pour une intervention solidaire de l'Union européenne en Méditerranée* », où l'on pouvait lire ceci :

« Il n'y a pas si longtemps, l'Europe se targuait de déployer une politique euro-méditerranéenne. Cette ambition aurait-elle volé en éclats au moment même où plusieurs des nations partenaires de cette Euro-Méditerranée sont en voie de devenir des démocraties ? Nous en appelons solennellement à tous les gouvernements européens, aux instances de l'Union européenne, pour que soient prises les mesures qui s'imposent d'urgence. »

Pas d'OTAN... mais pour dire oui à l'Union européenne ?

Le 18 mars, le site du NPA publiait un communiqué « unitaire » appelant à un « rassemblement de solidarité avec le peuple libyen », le lendemain, 19 mars, à Paris. On y lit :

« Depuis le soulèvement du 17 février, Kadhafi commet de véritables crimes contre le peuple libyen en toute impunité, alors que les gouvernements du monde occidental et les dictatures du monde arabe hésitent, tergiversent, font mine de s'entendre sur une éventuelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU (...). Une véritable contre-révolution criminelle est en marche en Libye. Mobilisons-nous dans l'urgence. »

Si l'on comprend bien, il fallait cesser de tergiverser pour faire adopter une résolution du Conseil de sécurité !

Le 19 mars, le NPA participa à cette manifestation. Mais la veille, le Conseil de sécurité de l'ONU a donné son feu vert, et,

dimanche 20 mars, les frappes sur la Libye commencent. Le même jour, dans un communiqué, le NPA écrit : « *L'intervention militaire n'est pas la solution, et le NPA met en garde contre une nouvelle escalade militaire.* »

En France encore, PCF et le NPA déclaraient s'opposer à une intervention militaire en Libye et appelaient à un rassemblement de soutien au peuple libyen le 26 mars. On pouvait s'attendre, dans une telle manifestation, à voir formulée l'exigence de l'arrêt des bombardements. Il n'en fut rien. Au contraire, le texte appelait à être « *vigilants sur l'escalade de guerre et sur tous les dérapages possibles de la résolution 1973 votée par le conseil de sécurité de l'ONU* ». Résolution 1973 qui prévoit précisément les bombardements, au nom de la protection des populations civiles !

Si l'intervention de l'impérialisme, avec l'appui des appareils contre-révolutionnaires, a permis de dévoyer le soulèvement des peuples dans un certain nombre de pays et fixé un cadre général de dislocation, elle n'a pu, par elle-même, annuler les développements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte.

Dans ces pays, l'impérialisme a été pris de court par la mobilisation du peuple qui a fait tomber la tête du régime, ouvrant une crise dans celui-ci et une brèche dans laquelle les masses, sur la base de cette première victoire, se sont engouffrées pour voir leurs exigences satisfaites. Dans une telle situation, il est nécessaire pour l'impérialisme de dresser des obstacles à l'intérieur même de ce processus et de trouver des forces politiques d'« opposition » à associer à la « transition démocratique », pour tenter de contenir et faire reculer la lutte des classes.

L'EXEMPLE DE L'ÉGYPTE

Confrontée au véritable torrent populaire exigeant la liquidation du régime de Moubarak, l'armée a cherché à canaliser ce mouvement, en se déclarant en faveur des exigences populaires, en se présentant comme le gardien de la sécurité du peuple, puis en précipitant le départ de Moubarak, quand il n'y eut plus d'autre solution. De

nombreux partis ou groupes d'opposants ont accredité la thèse d'une « armée du côté du peuple ».

La réalité est tout autre. L'armée est le cœur du régime égyptien depuis près de soixante ans. Tous les présidents et Premiers ministres sont issus de ses rangs. L'état-major est le centre stratégique, non seulement des institutions étatiques, mais également de l'économie du pays.

Le régime militaire est fondé sur un système protectionniste de l'économie, conséquence de la vague anti-impérialiste qui, dans les années 1950, avait conduit une fraction de l'armée à prendre le pouvoir, à nationaliser le canal de Suez et à chercher à contrôler l'économie, et, pour ce faire, à établir des liens avec l'URSS pour faire contrepoids à la pression impérialiste. C'est là toute la mystique du nassérisme, du nationalisme arabe, de « la voie socialiste arabe », y compris celle appuyée par le Secrétariat unifié pour ouvrir la perspective trompeuse d'une prétendue nation arabe, mystique qui a influencé — et influence — nombre de mouvements politiques de la région.

Mais, du fait des rapports mondiaux et de l'alignement grandissant de la politique de l'URSS sur les exigences américaines, des concessions faites par la bureaucratie du Kremlin, le régime militaire en Egypte doit à son tour se tourner vers l'impérialisme américain pour se préserver.

La guerre contre Israël en 1973 visait à démontrer qu'aucune solution n'était possible sans l'Egypte. Le régime militaire égyptien entendait se faire reconnaître par l'impérialisme comme un facteur de sécurité et de stabilité dans la région. Il s'agissait de convaincre les Etats-Unis que leur soutien au seul Etat hébreu n'était pas une solution à terme. L'entrée de l'Egypte dans le programme du FMI en 1974 va voir d'importants prêts accordés au régime et, dans les années qui suivent, la mise en œuvre d'une politique faisant sauter le protectionnisme économique, pour rembourser la dette ainsi contractée. Dans ce cadre, l'une des conditions à l'« aide » internationale était la normalisation des relations avec l'Etat d'Israël.

En 1978, étaient signés par l'Egypte et Israël les accords de Camp David, première reconnaissance officielle par un régime

arabe, et pas n'importe lequel, de l'existence de l'« entité sioniste ». En échange, l'administration américaine a financé l'armée égyptienne à hauteur de 1,5 milliard de dollars par an depuis cette date. Appareil militaire qui, depuis, a pris le contrôle d'une partie de l'économie égyptienne (arsenaux, ports, BTP, tourisme...).

Cet appareil militaire, véritable poule politico-économico-répressif, est le régime.

Dès le départ des mobilisations de masse en Egypte, l'impérialisme américain a cherché à préserver le régime en soutenant Moubarak, en l'appelant à faire des réformes ; puis, face à l'élargissement de la mobilisation, il a exigé son départ. Avec le processus dit de « transition démocratique », contrôlé par l'armée et soutenu par les Etats-Unis, ceux-ci ont fixé clairement, menace à la clé, la feuille de route : les traités internationaux signés par l'Egypte doivent être respectés. Il s'agit bien évidemment des accords de Camp David signés avec l'Etat d'Israël.

Si le processus en Egypte n'avait pas l'ampleur de celui qui se déroulait en Tunisie (marqué par le mouvement révolutionnaire des travailleurs, l'existence de l'UGTT, la création de comités populaires), il avait néanmoins une portée mondiale en raison du fait que le pays était un pivot de l'ordre américain dans la région.

Après le départ de Moubarak, l'armée a signifié nettement qu'elle s'engageait à respecter les traités internationaux existants. Alors même que, dans leur mobilisation, les masses liaient leurs aspirations démocratiques et sociales au refus des accords passés avec l'Etat hébreu, aucun des partis significatifs de l'opposition ne posait cette question.

La Confrérie des frères musulmans, qui a une réelle influence et dont la position traditionnelle était de ne pas reconnaître l'Etat d'Israël, de rejeter tout accord avec lui, a, à son tour, déclaré qu'elle se prononçait pour le respect de ces accords internationaux. Lorsque, pour la première fois, l'armée a commencé à disperser les manifestations et les sit-in mettant en cause l'appareil militaire, les Frères musulmans ont défendu l'armée qui était, selon eux, « du côté de la révolution ».

Devant l'exigence grandissante de liquider le régime, l'état-major a, contre la re-

vendication d'une Assemblée constituante, organisé avec la collaboration d'un certain nombre de partis un simulacre de réforme constitutionnelle. Devant une telle situation, certains partis d'opposition ont appelé au boycott ; à l'inverse les Frères musulmans ont non seulement collaboré à ce processus, mais appelé à voter en faveur d'une telle réforme, s'affichant ainsi pour ce qu'ils sont : un élément de la « stabilisation » de l'ordre contre-révolutionnaire américain.

Le régime militaire a décidé, au nom de la restauration de l'ordre et afin d'assurer la « transition démocratique », de décréter l'illégalité des grèves, et donc de menacer de tribunaux les travailleurs qui ne se plieraient pas à ce diktat. Malgré cette décision, les grèves se multiplient dans tous les secteurs et sont confrontées à la répression.

Le fait que de larges secteurs de l'opposition, et notamment la puissante Confrérie des frères musulmans, cautionnent la « transition démocratique » n'est pas sans conséquence sur la mobilisation massive de tout un peuple pour abattre le régime. Le fait qu'un certain nombre de forces d'extrême gauche fassent des discours sur la révolution, l'auto-organisation des masses, sans poser clairement la question du régime, vise à obscurcir les questions posées par la lutte de classe.

La mobilisation des travailleurs pour leurs revendications, en se heurtant au régime militaire inféodé à l'impérialisme, pose avec acuité la question de la liquidation du régime. Chaque mobilisation particulière tend à poser cette question générale. Après une vague de grèves en mai et juin dans tous les secteurs, elle revient à nouveau au centre de la situation.

En ce début juillet, de nouveau, des centaines de milliers d'Egyptiens ont manifesté dans tout le pays. Ce qui était, au début, les mots d'ordre d'une petite minorité, a été repris par des secteurs plus importants : « *Le peuple veut la chute du maréchal* » (Tantaoui, qui préside le Conseil supérieur des forces armées), « *Le peuple veut la chute du régime.* »

Dans ces manifestations populaires, on remarque la présence, en tant que tels, d'un cortège d'un millier de professeurs d'Université, d'une délégation d'ouvriers de l'Autorité du canal de Suez en grève depuis trois semaines, de portuaires, de tra-

vailleurs de la navale... C'est là une indication des processus en cours.

A la différence de la Tunisie, où l'UGTT a joué un rôle clé, l'absence d'une organisation syndicale nationale et indépendante en Egypte a pesé sur les mobilisations. La Confédération syndicale égyptienne était une institution du régime, un de ses rouages, un moyen de contrôle de la classe ouvrière. L'existence d'une Association pour des syndicats indépendants financée par la Confédération syndicale internationale (CSI), la multiplication des ONG, elles aussi financées, a obscurci le combat pour la création de syndicats ouvriers indépendants. Cette situation a rendu plus difficile, pour l'importante classe ouvrière d'Egypte, de se constituer comme force organisée et être le cœur de la mobilisation du peuple contre le régime.

Dans leur combat, les travailleurs se sont saisis tantôt des structures du syndicat officiel dans l'entreprise, tantôt des syndicats indépendants existants. Mais, malgré ce manque, la plupart des usines et des entreprises du pays ont vu se développer — malgré et contre l'interdiction des grèves par l'appareil militaire — des grèves pour les revendications. Ce sont ces développements qui ont permis, à nouveau, le 8 juillet, à la masse des Egyptiens de se rassembler au Caire, place Tahrir, pour crier : « *Charaf, démission !* » (Charaf était le Premier ministre désigné par l'état-major).

Cette situation a contraint le gouvernement, d'une part, à annoncer — comme une concession aux revendications anti-impérialistes du peuple — le refus de nouveaux prêts du FMI et, d'autre part, à engager un procès contre les responsables des ventes de gaz à l'Etat d'Israël en deçà des prix du marché. Bien évidemment, c'est le régime qui, depuis Camp David, vend du gaz à l'Etat sioniste ; mais le fait qu'il cherche des coupables est une indication des processus en cours. Dans les manifestations du 8 juillet, on a entendu des mots d'ordre tels que : « *Ils ont vendu du gaz à Israël et laissé des clopinettes au peuple.* » Il s'agit là d'une indication des processus en cours, qui voient de larges secteurs des masses relier leurs revendications immédiates à l'annulation de l'accord avec l'Etat d'Israël et les Etats-Unis. C'est-à-dire rejeter tous les accords internationaux qui interdisent une pleine et entière souveraineté nationale.

LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE TUNISIENNE

Indéniablement, la profondeur de la vague révolutionnaire en Tunisie tient à la place et au rôle central de la classe ouvrière, organisée dans la centrale syndicale historique, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), dont l'histoire remonte aux années 1920.

Le fait que la classe ouvrière soit structurée l'a aidée à chercher à structurer la société, au moment même où la masse en mouvement cherchait à démanteler toutes les institutions du régime, y compris les plus petites. C'est ainsi que, pour se protéger en premier lieu, la jeunesse et les travailleurs ont constitué des comités de défense qui ont dû — face à la fuite de dignitaires locaux du régime (municipalité, police) — prendre en charge l'organisation de la société au plan local. Par là, ces comités contenaient en leur sein la préfiguration d'une situation de double pouvoir, opposant le pouvoir des travailleurs à celui du régime inféodé à l'impérialisme.

Cette situation, qui a vu la classe dans un même mouvement renforcer l'UGTT et constituer des comités (avec la participation décisive des militants de l'UGTT), doit prendre en compte le fait qu'en raison de la dictature brutale, l'existence de partis ou de groupes était réduite à quasiment rien, seuls le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, parti d'origine maoïste) et Ennahda (le parti islamiste) maintenant des forces organisées dans la clandestinité. C'est pourquoi, à une première étape, la mobilisation des masses, sur la base de l'exigence de « *Du pain, de l'eau, pas le régime* », a pu avancer vite et loin.

La mobilisation révolutionnaire, entraînant avec elle l'UGTT, a contraint à la démission les deux gouvernements de « transition démocratique » mis en place après le 14 janvier et soutenus par les grandes puissances, composés d'anciens responsables du RCD, le parti de Ben Ali.

Les masses voulaient chasser le régime. Après la chute des gouvernements Ghannouchi, l'arrivée de Caïd Essebsi au poste de Premier ministre — un homme de plus de 85 ans, donc réputé sans ambition pour l'avenir, non directement lié à Ben

Ali, bien qu'il ait présidé la Chambre des députés dans les années 1990, et par ailleurs ancien responsable sous Bourguiba — va être l'occasion de tenter de faire accepter, avec la collaboration de certains partis, la « transition démocratique ».

Pour ce faire, le nouveau gouvernement va se déclarer lui-même « provisoire » et convoquer pour juillet des élections à une Assemblée constituante, parce qu'il ne peut pas faire autrement face à la puissance du processus révolutionnaire exigeant la Constituante. Cette exigence a été arrachée par la mobilisation du peuple qui imposait la chute du gouvernement Ghannouchi, après le rassemblement du 4 mai, appelé par les comités populaires.

Le président de la « Haute Instance de défense de la révolution » le reconnaît lui-même :

« Alors que nous nous acheminons vers une élection présidentielle, c'est le peuple qui a imposé l'idée d'une Assemblée constituante. »

Cette « Haute Instance », mise en place par le gouvernement comme un organisme indépendant, est chargée de veiller sur la politique du gouvernement et de préparer les élections à la Constituante. Elle rassemble, à côté de juristes, d'experts, de personnalités, des représentants de partis, y compris ceux de l'extrême gauche. Sa mise en place traduit, certes, le manque de légitimité du pouvoir, mais aussi et surtout la volonté de faire accepter la « transition démocratique » par toutes les forces politiques. Pour légitimer le gouvernement, il fallait une « Haute Instance » incluant l'opposition, prétendument pour contrôler la transition. Les partis, des islamistes à l'extrême gauche, ont accepté cette « Haute Instance », qui est un cadre de collaboration avec les héritiers du régime, dans la voie tracée par l'impérialisme dans sa campagne pour la « démocratie ».

D'ailleurs, Yadh Ben Achour, le président de la « Haute Instance », l'explique :

« Nous préparons un pacte républicain pour imposer à tous ceux qui vont se présenter un standard politique minimum sur les droits de l'homme et le rejet absolu de la violence. »

Un « pacte républicain », de l'extrême gauche aux ex-RCD, en passant par les islamistes, pour définir ce que sont les « stan-

dards politiques » ? L'expropriation des capitalistes étrangers fait-elle partie de ces standards ?

De même, le ralliement de nombreux partis à la fable selon laquelle l'armée n'a jamais pris part aux exactions du régime de Ben Ali et s'est rangée du côté de la révolution contribue au même objectif de bloquer le processus de démantèlement des institutions du régime, dont l'armée fait partie.

Une fois ce cadre mis en place, le gouvernement Essebsi a cherché à s'attaquer à la mobilisation des masses.

C'est l'armée « démocratique » qui a, par la force, démantelé les piquets d'occupation devant le siège du gouvernement et a commencé à réprimer les manifestants. Les provocations ont commencé à se multiplier. Des actes de violence ont été perpétrés par des bandes de voyous du régime. De pseudo-manifestations de citoyens ont été organisées contre les grèves, avec des banderoles « *UGTT dégage* ». Les agressions de militants ouvriers se multiplient, ainsi que le saccage de locaux régionaux de l'UGTT et des comités ; menaces, interventions musclées de la police lors des manifestations pacifiques, prisons incendiées simultanément, permettant à des centaines de prisonniers de droit commun de s'échapper et se répandre aux alentours... Bref, l'installation d'un climat de violence, générant un sentiment d'insécurité.

C'est dans ces circonstances que, le 10 mars, le comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui réagit aux violences, provoquées par des hommes de main, dans de prétendus et artificiels conflits tribaux :

« C'est jeudi 10 mars que les troubles ont commencé, après l'affichage sur les murs de notre ville par les sbires du régime du RCD, dans le but de semer la zizanie parmi la population et de donner prise aux oppositions tribales. La situation a pris un tournant dangereux quand certains habitants ont été frappés et leurs biens incendiés. Il y eut de nombreux blessés et un mort, résultat des affrontements à coups de pierres et de jets de bouteilles incendiaires. »

La situation s'est encore aggravée avec l'intervention policière et militaire. M^{me} Samia Brahmi est tombée en martyr, victime des tirs déclenchés à partir des hélicoptères, et non, comme l'ont rapporté certains médias, à cause d'un tir de cara-

bine de chasse. Elle se trouvait alors devant sa maison, loin des lieux des incidents (...).

Ce n'est que dimanche que la situation a repris un cours presque normal, sans que la question de l'emploi soit résolue et que la Compagnie des phosphates ne reprenne son activité.

Les troubles qui sont intervenus dans notre région sont d'une très grande gravité.

Notre unité autour de nos revendications qui ont porté la révolution est la cible visée par les semeurs de troubles, qui n'ont qu'un objectif : pousser le peuple à la division. La division n'est pas de l'intérêt des travailleurs, des paysans et des chômeurs qui ont été saignés par la politique de Ben Ali et qui ont été jetés dans la misère et le besoin, sans distinction (...).

Ceci est notre revendication : l'emploi pour tous. C'est la base de notre engagement et de notre unité, et le ciment de notre mobilisation. Depuis le déclenchement de la révolution, nous avons maintenu cette revendication parce qu'elle est la garantie d'une vie stable et digne. (...) Nous avons engagé cette bataille ensemble et nous vaincrons ensemble, parce qu'il y va de notre avenir, de l'avenir de notre région et de l'avenir de notre pays. La Compagnie des phosphates de Gafsa est capable d'employer des milliers de travailleurs et de liquider définitivement le chômage.

Le comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui, conscient de la gravité de la situation, appelle au calme et à la fraternité, afin de poursuivre sans relâche notre bataille pour l'emploi » (Informations ouvrières, n° 140, 17-23 mars 2011).

Le 25 avril 2011, le comité de Metlaoui adopte une déclaration :

« Nous, les membres du comité, appelons à la tenue d'un congrès national des comités de protection de la révolution, afin de protéger les acquis de la révolution, et cela après les tentatives répétées de la part du gouvernement de récupération de la révolution de notre grand peuple, qui a conduit seul sa révolution.

Comme les tentatives de certains partis politiques, qui tentent de profiter du cours des événements pour atteindre des objectifs qui leur sont propres. Ils ne réussiront pas, quitte à nous passer sur le corps.

Comme nous appelons le gouvernement à prendre ses responsabilités en ce qui concerne l'emploi, parce que le travail

est un droit acquis confirmé par toutes les conventions internationales. Nous l'appelons également à prendre ses responsabilités en ce qui concerne la renationalisation des entreprises nationales qui ont été bradées sous le régime déchu, pour servir des intérêts extérieurs et personnels.

Et parmi ces entreprises, la Compagnie des phosphates de Gafsa.

Nous prévenons le gouvernement également quant à l'utilisation des deux poids et deux mesures.

Ce type de trahison ne peut surprendre notre grand peuple.

Vive la Tunisie libre et indépendante ! Gloire à nos martyrs ! » (Informations ouvrières, n° 146, 28 avril-4 mai 2011.)

Cet appel à une rencontre nationale des comités est en contradiction avec la « Haute Instance », où siègent tous les partis, y compris ceux d'extrême gauche. Aucun parti ne va appuyer l'appel du comité de Metlaoui qui, en proposant une rencontre nationale, pose la question des comités pour faire prévaloir la souveraineté du peuple dans la Constituante, et donc la question de formuler les revendications du peuple pour celle-ci.

Très vite, la violence va s'abattre sur le comité de Metlaoui : son local est brûlé, certains de ses militants blessés par balle, les autres menacés.

Dans le silence et l'indifférence des partis « révolutionnaires », le régime s'attache à réduire les comités de défense de la révolution.

“RESTAURER L'ORDRE”

Le Premier ministre, Caïd Essebsi, déclare :

« Il faut restaurer l'ordre. Les grèves et les manifestations doivent cesser. »

Mais, malgré cet appel à l'« ordre », dans le courant du mois de juin, les grèves se multiplient dans les différents secteurs et régions du pays. Grèves pour les salaires ou les conditions de travail, pour le statut contre la filialisation et la sous-traitance et surtout pour le droit à l'emploi. Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est de 30 % à l'échelle nationale (de plus de 40 % dans la région de Gafsa, Metlaoui, Sidi Bouzid, du Kef).

La mobilisation des jeunes chômeurs diplômés se développe massivement. En posant la revendication d'un travail, ils se heurtent frontalement aux exigences de l'accord d'association avec l'Union européenne.

Comme l'explique un syndicaliste de la région :

« La question du chômage nécessite un traitement sérieux et urgent. Et ce traitement sérieux et urgent passe par la nationalisation de la Compagnie des phosphates de Gafsa, qui pourrait avoir de grandes capacités d'emploi dans divers secteurs à développer comme le traitement des déchets de phosphates ou l'exploitation de gisement de gypse. »

Seule une décision politique peut permettre l'embauche massive de ces jeunes diplômés. Or l'accord d'association de la Tunisie avec l'Union européenne, non seulement exige les privatisations et la déréglementation, mais il interdit les nationalisations, favorise l'investissement étranger et interdit les subventions aux entreprises publiques. Dans le respect de l'accord d'association avec l'Union européenne, aucune revendication fondamentale de la jeunesse et de la classe ouvrière ne peut être satisfaite. C'est pourquoi toutes les forces politiques ont cherché à marginaliser et à étouffer les comités de défense de la révolution.

Dans le même temps, la poursuite de la mobilisation obtient des succès revendicatifs dans de nombreuses entreprises. Preuve de cette situation révolutionnaire, dans des négociations avec le gouvernement, l'UGTT obtient dans le secteur public la fin de la sous-traitance et l'intégration de ces travailleurs dans le cadre des services publics, mais également dans certains secteurs privés, comme celui des phosphates. Le développement de mobilisations pour le droit à l'emploi dans de nombreuses villes du pays démontre qu'une nouvelle phase se prépare, posant une nouvelle fois la question de leur centralisation. La violence de la répression à Sidi Bouzid, qui a fait 3 morts, le 16 juillet, témoigne de la crainte du régime. Le 19 juillet, une tentative de rassemblement devant le siège du gouvernement a été violemment réprimée par l'armée. Mais la direction du mouvement est ainsi désignée. C'est un mouvement d'en bas qui fait la révolution et qui va la

poursuivre sans que l'on puisse en prédire les étapes.

Tout mouvement, toute revendication même partielle, tend à s'opposer aux liens de subordination imposés à la Tunisie par l'Union européenne et le FMI.

Car ils sont les véritables maîtres de l'économie tunisienne. Comme l'expliquait Léon Trotsky :

« Les pays coloniaux et semi coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capital indigène, mais de l'impérialisme mondial. »

Répondre aux revendications de la révolution, « Du pain, de l'eau, dehors Ben Ali ! », exige le contrôle de l'économie et passe donc par la rupture des liens de subordination à l'impérialisme, et donc la liquidation du régime à sa botte.

Léon Trotsky précisait :

« Dans la mesure où les tâches sont démocratiques au sens historique large, ce sont des tâches démocratiques bourgeoises, mais là, la bourgeoisie est incapable de les résoudre (...). Dans le cours de la lutte pour les tâches démocratiques, nous opposons le prolétariat à la bourgeoisie. »

Le mot d'ordre d'Assemblée nationale constituante est un mot d'ordre « démocratique », mais, dans un pays comme la Tunisie, dominé par l'impérialisme, c'est un mot d'ordre de la démocratie révolutionnaire, car il doit combiner les aspirations nationales et démocratiques avec les aspirations sociales des ouvriers et des paysans, posant la question du pouvoir à même de les satisfaire.

L'ENJEU DE LA CONSTITUANTE

La décision de convoquer des élections à la Constituante en juillet 2011 a été, à l'évidence, une victoire du mouvement révolutionnaire des masses tunisiennes. Durant des mois, avec l'appui des gouvernements occidentaux, l'objectif était la « réforme » du régime — donc son maintien — afin d'assurer la « transition démocratique ».

Toute « réforme constitutionnelle » pouvait être acceptée, à condition de ne pas toucher au cœur du régime, courroie de

transmission pour l'impérialisme. C'est exactement le scénario qui a été mis en place en Egypte.

Mais, en Tunisie, cette exigence de la Constituante s'est imposée d'emblée à la masse en lutte. Elle a été formulée également par l'UGTT, et l'ensemble des partis ont finalement été contraints de s'y rallier. Elle renvoie à l'histoire de ce pays qui s'est doté d'organisations se proclamant Destour (Constitution, en arabe) ou néo-Destour, dans le combat pour se libérer du colonialisme français. La revendication du Destour (d'une Constitution) est donc explicitement reliée, dans la conscience populaire, à la souveraineté populaire et nationale.

Et précisément, pour l'impérialisme, il n'est pas question de souveraineté en Tunisie.

Un va-et-vient a alors commencé, sur cette question des élections. Un certain nombre de partis, se basant sur des arguments de bons sens (le peuple ne connaît pas les partis tout juste légalisés), demandaient un report des élections. La « Haute Instance » et la commission chargée de préparer la loi électorale se prononcent — pour des « raisons techniques » — pour un report à l'automne. Un conflit se développe au sein même du gouvernement, alimenté par les points de vue différents du gouvernement français, qui souhaitait le maintien, et des Etats-Unis, en faveur du report. Le Premier ministre, Essebsi, déclare qu'il n'est pas question de report. Finalement, après plusieurs jours, les élections sont officiellement reportées en octobre 2011.

Dans cette perspective, 105 partis ont à ce jour été constitués (dont une vingtaine à partir de l'ancien RCD), la campagne électorale commence. Avec la décision de report s'organise, à travers un affrontement de partis sur un programme, une tentative de détournement des élections à une Constituante, qui a une mission provisoire : celle d'élaborer une nouvelle Constitution.

La campagne électorale de partis (plus ou moins réels, selon les cas, et, dans d'autres cas, strictement fictifs) vise à transformer ces élections en législatives... donc à maintenir le cadre du régime existant, en le « réformant » et le « démocratisant ».

L'objectif est de vider de son contenu tout processus constituant qui aurait en son centre la liquidation du régime et de toutes

ses institutions, l'établissement de la souveraineté populaire et nationale — fondée sur l'exigence « *De l'eau, du pain, pas Ben Ali* » —, qui implique la rupture des liens de subordination à l'impérialisme.

Quelle souveraineté peut être codifiée par une Constituante, sans que soit rompu l'accord d'association avec l'Union européenne, qui, précisément, est un carcan imposant sa loi à la Tunisie ? Quelle souveraineté, sans pouvoir inscrire la nationalisation des richesses nationales, privatisées par le régime Ben Ali et livrées aux spéculateurs internationaux ?

C'est cette question qui doit être écartée, et, pour ce faire, le régime en crise a besoin des « partis d'opposition », pour s'opposer dans une compétition électorale présentée comme la forme supérieure de la démocratie.

La projection à Tunis d'un film féministe et critique à l'égard de la religion a donné lieu à une violente attaque physique d'hommes de main. Aussitôt, les « islamistes » ont été dénoncés. Le parti islamiste Ennahda a dénoncé ces actes de violence. Quelques jours plus tard, l'un des « barbus » était identifié comme un policier.

La provocation avait un but : en s'adaptant formellement au cadre constitutionnel, il fallait mettre au centre la laïcité. La nouvelle Tunisie doit-elle rester un Etat laïque ?

Du coup, s'engage un débat visant à opposer les « laïques », c'est-à-dire toutes classes confondues, toutes opinions (ex-RCD, extrême gauche, etc.) mélangées, aux « islamistes », c'est-à-dire toutes classes confondues.

Une série de partis, d'associations, de groupes féministes mènent campagne pour la défense de la laïcité, contre l'islamisme. (Cette campagne rappelle pour certains les heures mêmes de Ben Ali). De son côté, Ennahda réplique en certifiant ne pas vouloir instaurer la charia et explique que son modèle est le parti musulman modéré AKP au pouvoir en Turquie, modèle par ailleurs soutenu par l'impérialisme américain.

Ce « débat » est une illustration, parmi d'autres, de la volonté d'écarter la question de fond de la révolution : celle du régime économique et social. Une question sur laquelle la plupart des laïques et des isla-

mistes sont d'accord... pour ne pas toucher à l'Union européenne et au FMI.

LA PLACE DE L'UGTT

La répression, la violence, les provocations et la collaboration des partis rendent plus difficiles pour les masses les voies de l'action indépendante et ont freiné, à ce stade, toute centralisation du mouvement des masses exigeant la chute du régime, en se rassemblant devant le siège du gouvernement. Cela a également freiné l'action des comités qui, souvent, étaient à l'initiative de ces montées sur Tunis.

Mais, dans le même temps, une série de mobilisations partielles des travailleurs (ou des jeunes diplômés) se développent dans différents secteurs. Ces mobilisations, indépendamment de la conscience qu'en ont les travailleurs, se dressent contre la mainmise de l'impérialisme et tendent à nouveau à leur centralisation.

C'est là toute la place et le rôle de la classe ouvrière à la tête de la révolution qui se poursuit. Dès le début du processus révolutionnaire, les travailleurs se sont saisis de l'UGTT. Dans ce mouvement, les militants de l'UGTT ont constitué l'encadrement des manifestations et aussi des comités de défense de la révolution. Le fait que ces comités aient vu pour l'instant leur développement freiné souligne avec plus de force encore la place de l'UGTT comme seule organisation nationale pour les travailleurs.

L'UGTT n'est pas née après l'indépendance nationale de la Tunisie. Elle plonge ses racines dans l'histoire de la lutte de classe en Tunisie : de la grande grève des dockers de Tunis et de Bizerte pour l'égalité des salaires en août 1924, qui verra naître, en septembre 1924, la CGTT, qui inscrit son combat pour les droits ouvriers en relation avec le combat pour l'émancipation nationale. La longue lutte ouvrière verra naître, en 1947, l'UGTT, rassemblant l'ensemble des composantes ouvrières. En 1955, le congrès de l'UGTT vote une résolution pour la nationalisation des biens coloniaux et la réforme agraire. L'UGTT sera totalement partie prenante du mouvement qui conduit à l'indépendance de la

Tunisie en 1956. L'histoire de la Tunisie indépendante verra, bien évidemment, s'établir un certain type de rapports entre le pouvoir et la centrale. Confédération semi intégrée par sa direction, l'UGTT reste en même temps le cadre d'organisation de la classe ouvrière. L'UGTT ne sera pas transformée en institution de l'Etat, en syndicat étatique intégré. C'est ce qui expliquera bien des développements contradictoires. En 1978, l'UGTT appelle à une grève générale, la répression fait plus de 500 morts. La centrale décide alors qu'aucun de ses dirigeants ne peut avoir de responsabilité dans le parti au pouvoir ; Habib Achour, l'un des fondateurs de l'UGTT, rompt définitivement avec ce parti. Il y aura bien évidemment des mouvements dans l'autre sens. Sous Ben Ali, la direction de l'UGTT est contrôlée, mais l'organisation demeure. C'est ainsi que le premier grand mouvement de classe qui prépare et annonce l'explosion de 2011 se produit dans la cité minière de Redeyef en 2008, avec la section régionale de l'UGTT, sous le mot d'ordre :

« Non à la corruption ! Pour le droit au travail et à la dignité ! »

C'est dans ces conditions historiques que, dans le développement révolutionnaire, les travailleurs se sont saisis de leur centrale historique pour combattre. L'UGTT, qui groupe près de 600 000 travailleurs (pour un pays de 11 millions d'habitants), a vu, depuis le 14 janvier, s'affilier plus de 200 000 nouveaux syndiqués.

Bien évidemment, s'expriment au sein de l'UGTT toutes les sortes de courants. L'UGTT est le cadre d'organisation de la classe ouvrière, elle est donc aussi le cadre de l'intervention des différentes forces politiques. Et donc aussi un lieu de confrontation.

Après la chute de Ben Ali, la formation d'un nouveau gouvernement composé d'anciens du RCD comptait trois membres proches de l'UGTT. Une telle décision n'est pas possible sans l'accord de certains secteurs de l'UGTT.

Mais la réaction de cadres nationaux de l'appareil de l'UGTT, de responsables régionaux ou de fédérations a abouti à ce que la commission administrative adopte une résolution exigeant le retrait de ces trois personnes, ce qu'elles firent, entraînant la chute du gouvernement.

De même, l'UGTT s'est prononcée pour des élections à l'Assemblée constituante, contre la guerre en Libye et pour un blocage des emprunts et des remboursements de la dette. Elle a dénié au gouvernement provisoire toute autorité pour négocier un nouvel accord avec l'Union européenne.

C'est là le produit du processus révolutionnaire qui voit la classe ouvrière — occupant la place centrale — chercher à se réapproprier son organisation.

Cela ne va bien évidemment pas sans discussions, débats, conflits au sein de la centrale, soumise également aux pressions du régime et aux pressions internationales, notamment des dirigeants de la Confédération syndicale internationale (CSI). Le secrétaire général de l'UGTT était ainsi invité au congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES). La CES et la CSI s'étaient prononcées pour qu'à l'occasion du sommet du G20, en juin, une nouvelle « aide financière » soit accordée à la Tunisie.

Mais il n'en demeure pas moins que l'existence de l'UGTT, seule organisation nationale de la classe ouvrière, est un enjeu de la lutte de classe.

Un responsable fédéral de l'UGTT expliquait :

« Le gouvernement Caïd Essebsi ne s'est pas tenu au rôle qui devait être le sien, à savoir celui d'un gouvernement de conduite des affaires courantes de l'Etat jusqu'aux élections à l'Assemblée constituante. Bien au contraire, dans le cadre du G8, il a alourdi le fardeau de la nation en obtenant un crédit de l'ordre de 20 milliards de dollars. C'est quelque chose de très grave, et dont les seuls bénéficiaires sont les forces impérialistes. Aujourd'hui, il n'y a ni économie organisée pour sortir du cycle du chômage endémique ni politique de développement.

Tout ce qu'il y a, c'est l'alourdissement de la dette de l'Etat et la transformation de plus en plus nette de notre pays en plate-forme de transit de marchandises et d'ateliers de production au moindre coût. Tous ces choix et toutes ces questions doivent être en liaison directe avec les principes défendus par la révolution, les principes de liberté et de dignité.

La liberté dans le sens où nous devons nous libérer des liens d'asservissement à l'impérialisme afin de créer une économie qui réponde aux besoins du peuple tunisien

dans tous les domaines. L'UGTT doit préparer un programme économique et social qui y réponde.

Ce programme doit nous permettre de rompre ces liens de dépendance. Ce programme est de la responsabilité de l'UGTT » (Informations ouvrières, n° 153, 16-22 juin 2011).

Cela souligne bien la place d'une organisation syndicale nationale dans un pays opprimé par l'impérialisme, s'inscrivant dans la tradition du syndicalisme en Tunisie.

Si la diversité des situations (pays impérialistes et pays dominés par l'impérialisme, situation révolutionnaire et contre-révolutionnaire) appelle des formes différentes d'action, il n'en demeure pas moins que l'organisation syndicale constitue la base d'organisation de la classe comme classe.

A ce sujet, Léon Trotsky écrivait :

« Au cours de plusieurs dizaines d'années, les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire : cela est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois » (Ecrits sur l'Allemagne).

Défendre l'existence d'organisations syndicales, l'UGTT en Tunisie, c'est défendre l'indépendance du mouvement ouvrier, c'est défendre le rôle et la place de la classe ouvrière comme classe. Et c'est sur cette question que se concentrent les questions politiques aujourd'hui.

LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ DE BESANCENOT-KRIVINE ET LA TUNISIE

Dès la chute de Ben Ali, un « Front du 14 janvier » s'est constitué. Il regroupait la Ligue de la gauche ouvrière (LGO, liée au Secrétariat unifié, SU), le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, d'origine

maoïste), mais aussi différents partis nationalistes arabes ou partis se réclamant de la démocratie.

Sa plate-forme se fixe pour but d'être « un cadre politique qui s'emploiera à faire avancer la révolution de notre pays vers la réalisation de ses objectifs ». Ce n'est pas une mince tâche celle de rassembler une dizaine de partis d'obédiences diverses pour « faire avancer la révolution » vers « ses objectifs ». Encore faut-il saisir et être d'accord sur les « objectifs » de la révolution. Dans les 14 points de la plate-forme, figure une série de revendications parfaitement justes sur le terrain démocratique et social (emplois...), ainsi que l'exigence d'une Assemblée constituante.

Le point 9 esquisse une réponse sur les « objectifs » de la révolution :

« La construction d'une économie nationale au service du peuple où les secteurs vitaux et stratégiques sont sous la supervision de l'Etat, la renationalisation des institutions qui ont été privatisées et la formulation d'une politique économique et sociale qui rompe avec l'approche libérale capitaliste. »

Mais c'est là que le bât blesse. Qu'est-ce qu'une politique qui rompe avec l'approche « libérale » ? Il faudrait donc une approche non libérale ? Mais qu'est-ce qu'une approche non libérale de l'économie, une politique de contrôle par l'Etat d'une économie où s'appliquerait, malgré tout, l'économie capitaliste ? Car, dans cet appel, pas une seule fois ne sont mentionnés l'Union européenne et le FMI. Or l'accord d'association corsète totalement l'économie tunisienne et interdit toute politique souveraine, faisant d'elle un vaste sous-traitant de l'Union européenne, notamment dans le domaine du textile. On ne peut non plus ignorer la pénétration des trusts internationaux, ces vingt dernières années, en Tunisie, reversant largement une partie de leurs profits au clan mafieux au pouvoir. En ne formulant pas l'exigence de la rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne, des plans du FMI, aucun des « objectifs » de la révolution ne peut être atteint.

C'est dans une même logique que les partis du « 14 janvier » sont entrés avec l'ensemble des autres partis dans la « Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution » mise en place par le gouver-

nement de Caïd Essebsi. Il s'agirait donc pour l'extrême gauche de siéger avec les partis de droite, de gauche, islamistes, nationalistes dans une « Haute Instance », toujours pour la « réalisation des objectifs de la révolution ? »

Y aurait-il ainsi un camp « révolutionnaire », c'est-à-dire tous les opposants à Ben Ali, opposé au camp « contre-révolutionnaire », les anciens partisans de Ben Ali ? La société tunisienne ne serait plus divisée entre travailleurs, jeunes, chômeurs et paysans, d'un côté, et la petite minorité qui agit au compte de l'impérialisme, de l'autre ?

Le SU (dont sont membres la LGO en Tunisie, le NPA en France) écrit, à propos des révolutions en Tunisie et en Egypte

« Elles créent les conditions pour l'ouverture de processus de révolutions démocratiques et sociales. C'est une révolution démocratique radicale qui a des exigences sociales anticapitalistes. Il faut en finir avec une dictature et instaurer un processus démocratique avec tous les droits et libertés démocratiques fondamentaux » (déclaration du 27 janvier 2011).

Il s'agirait donc, selon le SU, qui prétend être la IV^e Internationale, d'une « révolution démocratique radicale » avec des « exigences sociales anticapitalistes ». Ce serait donc cela l'« objectif » de la révolution pour le SU ?

Le SU, qui se réclame frauduleusement de la IV^e Internationale, ne peut ignorer ce qu'écrivait Léon Trotsky :

« Pour les pays coloniaux et semi coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes » (« Qu'est-ce que la révolution permanente ? Thèses », dans *La Révolution permanente*).

Il s'agit là de la direction générale du mouvement. La IV^e Internationale, bien évidemment, n'en déduit pas qu'il s'agit d'agiter la dictature du prolétariat comme un slogan.

Mais si cette question du pouvoir des ouvriers et des paysans contre l'impérialisme est la seule voie, alors, toute la politique révolutionnaire doit s'ordonner sur cette perspective.

Et Léon Trotsky précise la tâche de la IV^e Internationale :

« Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. »

Une nouvelle fois, précisons qu'il ne s'agit pas, pour la IV^e Internationale, de s'autoproclamer « direction » politique. A l'inverse, il s'agit, pour ses militants, de construire un parti révolutionnaire dans le cours même de la révolution, en formulant clairement ce que la masse recherche par sa mobilisation révolutionnaire. Se fixer cet objectif, c'est, concrètement, se fixer la rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne, avec le FMI, pour satisfaire les exigences des masses, particulièrement celle du droit à l'emploi. Comment est-il possible, pour des révolutionnaires, de formuler l'exigence d'une Assemblée constituante sans dire en même temps que, pour que celle-ci puisse établir la souveraineté populaire et nationale, il faut rompre les liens de subordination à l'impérialisme ? Quelle Constituante, quelle souveraineté avec le maintien de l'accord avec l'Union européenne ?

Mais pour l'organisation française du Secrétariat unifié, le NPA de Besancenot-Krivine, il faut au contraire que les grandes puissances « aident » la Tunisie :

« Nous exigeons que le gouvernement français et l'Union européenne soutiennent une véritable transition démocratique »,

écrivent-ils dans un appel commun avec le Parti de gauche et le PCF. Patrick Le Hyaric, responsable du PCF et vice-président de la Gauche unitaire au Parlement européen, expliquait le sens de cet appel dans *L'Humanité* :

« L'Union européenne, qui a des accords de coopération et d'association avec la Tunisie, doit dans la période actuelle être active pour reconnaître le droit du peuple tunisien de choisir sa voie démocratique vers le changement. »

On comprend que La Ligue de la gauche ouvrière de Tunisie, liée au SU, connaisse de profondes oscillations : des déclarations à caractère général qui peuvent être correctes, mais aussi une phraséologie révo-

lutionnaire qui ne peut masquer qu'ils sont membres de la « Haute Instance ».

Nizar Armani, l'un des porte-parole de la LGO, explique :

« La Tunisie est la première révolution du XXI^e siècle. Avec comme objectif une nouvelle société et une Constituante capable de fonder une vraie démocratie. »

Ainsi, le but d'une Constituante serait de fonder une « vraie démocratie ». Mais de quelle « vraie démocratie » peut-il s'agir, s'il n'est pas question de rompre avec l'impérialisme, de dénoncer l'accord d'association ?

Ahlem Belhadj, représentante de la LGO lors du congrès du NPA, le 24 février dernier, pose la question dans son intervention :

« Les choses ne sont pas nettes. Est-ce qu'on est en phase de révolution démocratique ? Est-ce qu'on peut dissocier la révolution démocratique d'une révolution sociale ? Est-ce une révolution permanente (sic), une révolution démocratique ? Tout ça, c'est un débat. »

C'est un débat qui n'est manifestement pas tranché. C'est ainsi qu'on peut lire, dans une déclaration de la LGO :

« Notre peuple touche le ciel : sa vie, ses réalités sont toute la révolution. Une révolution de la dignité et des droits sociaux. »

Suit la liste des revendications d'un « programme de réformes immédiates », qui contient nombre de bonnes choses, comme « fournir des emplois aux chômeurs », « contrat permanent pour tous les travailleurs permanents », « égalité homme-femme », « mise en place d'un régime d'imposition juste dans l'intérêt des masses populaires », et formule, y compris, la question de « l'annulation de la dette ». Oui, mais qui annulera la dette ? Pas le gouvernement de « transition démocratique », ni la « Haute Instance ».

Le rôle d'un parti qui se prétend révolutionnaire n'est-il pas, dans la perspective de la Constituante, de relier la souveraineté nationale et populaire à l'exigence de la rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne et de la liquidation du régime ? Pourquoi ne pas dire un mot de cette question ? N'y a-t-il pas, dans ce silence, la « réponse » à cette question ? On comprend les difficultés de la LGO, quand

son référent international, le SU (et le NPA en France), appelle l'Union européenne à « aider » la Tunisie.

LE PARTI COMMUNISTE OUVRIER DE TUNISIE

Concernant le PCOT, la question se pose autrement. C'est un parti implanté dans la classe ouvrière, avec des cadres aguerris, qui ont lutté dans la clandestinité et ont subi la répression du régime Ben Ali. C'est un parti d'origine maoïste, les désaccords avec le PCOT sont donc politiques ; il n'y a aucune ruse de leur part, ce parti formule clairement son orientation en considérant que l'étape du processus révolutionnaire est celle d'une révolution démocratique bourgeoise. C'est là une conception « étapiste » de la révolution, qui renvoie à la polémique dans l'Internationale communiste sur la révolution permanente.

Hamma Hamami, le principal responsable du PCOT, interviewé le 4 mars 2011, explique ainsi :

« Ce front (le Front du 14 janvier — NDLR) s'est rassemblé autour des mots d'ordre et revendications populaires. On y trouve donc la revendication de dissolution du gouvernement, la dissolution du parti au pouvoir. Le Front revendique aussi la formation d'un gouvernement provisoire, constitué par des éléments qui n'ont rien à voir avec le régime de Ben Ali, son parti, la dictature. Ce gouvernement provisoire aurait pour tâche essentielle la préparation d'élections pour une Assemblée constituante. C'est celle-ci qui devra rédiger la Constitution, les institutions, les lois fondamentales d'une République populaire démocratique à laquelle aspire le peuple tunisien. »

Et il fixe l'objectif :

« Nous voulons non seulement une démocratie politique, mais aussi une démocratie sociale, parce que nous considérons que la révolution actuelle est une révolution démocratique et nationale, une révolution populaire qui doit préparer des changements fondamentaux pour toute la société tunisienne dans l'avenir. »

Hamami précise qu'une révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour :

« Une révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. Oui, en tant

que marxistes nous estimons qu'en définitive, il faudra passer au socialisme. Ce sera nécessaire pour ne pas être pris dans le filet du capitalisme mondial qui est tenu par des grandes multinationales américaines et autres. Ce sera aussi la seule façon de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais cette façon de voir les choses n'est pas encore partagée largement du tout ici. Nous ne pouvons pas marcher trop vite.

Il faut tenir compte des rapports de force politiques. La classe ouvrière est en retard sur le plan de la conscience et de l'organisation. Le mouvement communiste est encore assez faible dans notre pays, même s'il progresse beaucoup. Les autres classes sont assez présentes par l'intermédiaire du camp libéral, du camp islamiste... Il ne faut donc pas faire de faux pas.

A travers cette révolution, de premiers jalons du socialisme peuvent néanmoins être établis au niveau économique. Ainsi, nous sommes pour la nationalisation des grandes entreprises au profit des travailleurs. Comme dit plus haut, cela s'impose déjà d'un point de vue du recouvrement de notre indépendance. Nous n'allons pas nationaliser pour que cela profite à une bourgeoisie d'Etat (une classe qui s'enrichirait à la tête du nouvel Etat, NDR). La classe ouvrière doit pouvoir diriger ces entreprises d'une manière démocratique.

Mais cela ne vaut pas pour tous les secteurs de l'économie. Nous effraierions les petits commerçants, les artisans, les petits patrons des nombreux ateliers que compte notre pays, nous les monterions contre la révolution. »

Hamma Hamami ne ruse pas. Il formule clairement la conception politique de son parti, celle d'une révolution par étapes. Et l'étape actuelle est considérée comme celle du rassemblement des forces progressistes et nationales, donc de l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie nationale.

Hamma Hammami donne ainsi le contenu du « Front du 14 janvier » et de la participation du PCOT à la « Haute Instance ».

Cela souligne avec encore plus de force l'alignement du SU sur une conception d'accompagnement de la « transition démocratique », en contradiction flagrante et complète avec le programme de la IV^e Internationale et avec la révolution permanente.

LE COMBAT DE LA IV^e INTERNATIONALE

Léon Trotsky rappelle :

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale et par le marché mondial qui, à notre époque domine tous les marchés nationaux » (préface à l'édition française de La Révolution permanente).

Depuis que ce texte a été écrit (1931), cette « puissante réalité » s'est encore plus affirmée.

Il est impossible d'aborder les tâches de la révolution en Tunisie, sans partir du fait qu'il s'agit d'un pays soumis à l'impérialisme mondial. La dictature de Ben Ali n'était que la courroie de transmission des exigences impérialistes.

Comme le souligne Léon Trotsky :

« Les pays coloniaux et semi coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capital indigène, mais de l'impérialisme mondial. »

Si l'on prend juste les chiffres des entreprises de l'ancienne puissance coloniale française présentes en Tunisie, elles sont plus de 1 000 employant 100 000 personnes. Et ce ne sont là que les chiffres des entreprises françaises clairement déterminées, sans parler de toutes les zones d'ombre des accords d'entreprises françaises avec le clan Ben Ali. A cela, il faut ajouter tout ce qui découle du système financier mondial, de l'accord avec l'Union européenne, le FMI, la dette...

L'ennemi de la révolution, c'est d'abord l'impérialisme, ainsi que ses relais au sein en Tunisie. Aucun révolutionnaire ne peut contourner cela.

« Le schéma de développement mondial tracé plus haut élimine la question des pays " mûrs " ou " non mûrs " pour le socialisme (...). Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la division mondiale du travail et les forces productives mondiales, il a préparé l'ensemble de l'économie mondiale à la reconstruction socialiste », précise Léon Trotsky (« Qu'est-ce que la révolution permanente ? Thèses », La Révolution permanente).

C'est sur cette orientation que combat la IV^e Internationale.

La classe ouvrière, en se réappropriant son organisation syndicale historique, l'UGTT, en constituant des premières formes embryonnaires d'auto-organisation, est la seule force capable de rassembler autour d'elle toutes les couches de la société pour les dresser contre l'impérialisme.

Rassembler avec la classe ouvrière les paysans, les commerçants, la petite bourgeoisie, ne peut être fait que sur le terrain de la rupture des liens de subordination à l'impérialisme, à travers les mots d'ordre de rupture avec l'accord d'association avec l'Union européenne, des plans de paiement de la dette du FMI. La réforme agraire que veulent les paysans, par exemple, exige de saisir non seulement les terres privatisées par le clan Ben Ali, mais aussi celles des propriétaires étrangers. Elle exige aussi une politique de subventions importantes, au profit de la grande masse des paysans.

C'est la mobilisation des plus larges couches, avec la classe ouvrière, qui peut mettre au centre des élections à la Constituante les questions clés de la révolution « *De l'eau, du pain, pas Ben Ali* ».

Toute politique qui vise à enfermer la révolution dans le cadre d'une « révolution démocratique » qui ne poserait pas la question de l'impérialisme n'aboutirait qu'à couvrir à gauche le « processus de transition démocratique » que soutient l'impérialisme pour préserver le régime qui défend ses intérêts.

Cela n'éclaire-t-il pas la participation du SU et d'autres à la « Haute Instance » ?

Comme le rappelle Léon Trotsky,

« la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie et résout, en premier lieu, les tâches de la révolution démocratique ».

La révolution tunisienne exige la liquidation complète du régime. Ce régime est un régime comprador. La Constituante ne peut se tenir que sur l'exigence de la dissolution de toutes les institutions du régime, pour en bâtir de nouvelles. Celles-ci doivent être fondées sur la souveraineté la plus complète, qui exige de ne dépendre en rien des diktats de l'Union européenne et du FMI. Ces questions doivent être au centre

d'une Constituante, en dépit de quoi, le droit imprescriptible à un travail ou la réforme agraire ne sont que des mots. Or la mobilisation des jeunes chômeurs, celle des paysans, attendent des réponses concrètes, dans des actes, mettant notamment au centre, comme l'ont fait les travailleurs de Tunisie Télécom, la question de la nationalisation de leur entreprise.

C'est pourquoi la IV^e Internationale affirme :

« Ce mouvement qui vient d'en bas a mis en mouvement des millions et des millions avec l'UGTT et les comités de défense de la révolution, et a contraint une nouvelle fois le gouvernement à reculer et à convoquer des élections à une Assemblée constituante. Mais, immédiatement, ces mêmes forces attachées à l'impérialisme essaient de transformer ces élections en législatives, dans le but de préserver le régime. »

Le mot d'ordre d'Assemblée constituante signifie le démantèlement de toutes les institutions de l'ancien régime et l'établissement de la souveraineté nationale par la rupture de l'accord d'association avec l'UE et des plans d'ajustement structurel du FMI, par l'annulation de la dette externe, qui se trouvent au centre des mobilisations et des grèves ouvrières pour la renationalisation des entreprises et des banques (dans lesquelles les travailleurs chassent les directeurs et autres administrateurs du régime), pour l'expropriation des biens de la famille du dictateur.

Une authentique Assemblée constituante, c'est une Constituante prenant dans ses mains tous les pouvoirs, inscrivant dans la Constitution tout ce pour quoi les masses se sont mobilisées depuis des semaines : "du pain et de l'eau", c'est-à-dire pour des revendications contradictoires avec les exigences découlant de l'accord d'association avec l'Union européenne, les plans du FMI et le remboursement de la dette.

Dans toutes les usines, les travailleurs exigent des augmentations salariales, la renationalisation des entreprises. Les jeunes chômeurs exigent l'embauche immédiate dans les entreprises d'Etat. Les travailleurs précaires exigent leur titularisation sous statut. Les paysans exigent la saisie des terres. C'est ce mouvement même des comités, appuyés sur l'UGTT, qui peut déboucher sur une véritable Assemblée constituante souveraine » (« La portée de la révolution prolétarienne en cours en Tunisie », 14 mars 2011).

Pour la IV^e Internationale, s'il est un mot d'ordre dans le cadre du processus révolutionnaire, le combat pour la Constituante n'est pas une fin en soi.

Lénine expliquait en 1905, à propos du combat pour la Constituante :

« Il ne suffit pas en effet qu'une assemblée soit qualifiée de "constituante", il ne suffit pas de réunir en session des représentants du peuple, fussent-ils élus au suffrage universel, égal et direct et au scrutin secret, et la liberté des élections fût-elle garantie dans les faits ; outre toutes ces conditions, il faut encore que l'Assemblée constituante ait le pouvoir et la possibilité matérielle d'instituer des structures nouvelles » (« Bureaucratie révolutionnaire et efficacité révolutionnaire », Œuvres complètes, tome 10).

Et Lénine d'insister :

« Instituer une nouvelle organisation du pouvoir d'Etat "avec l'autorisation" du chef de l'ancien gouvernement, cela équivaut à légitimer deux pouvoirs, deux pouvoirs suprêmes égaux (sur le papier) ; celui du peuple insurgé et celui de la vieille autocratie. Il est aisé de voir que l'égalité entre ces deux pouvoirs est purement apparente... Le mot d'ordre d'Assemblée constituante se trouve transformé en phrase creuse (...) lorsque, d'une part, vous reconnaissez comme souhaitable que l'Assemblée constituante dispose de la "totalité" du pouvoir mais que, d'autre part, vous essayez d'unir les partis extrêmes aux "modérés". »

L'acceptation de la « transition démocratique », manifestée par la participation à la « Haute Instance », le silence sur la rupture avec l'impérialisme, qui ne peut être développée qu'autour des revendications sociales, économiques, démocratiques contre le régime et l'impérialisme, s'accompagnent d'une politique de marginalisation des comités de défense de la révolution.

On peut lire, dans des déclarations faites par la LGO, la formule de « reconnaissance des organes d'auto-organisation des masses comme outils de contrôle et de suivi ». Contrôle de quoi ? Reconnu par qui ?

Ce n'est pas une question de sémantique. Pour la IV^e Internationale, les comités sont un cadre de l'organisation de la masse en lutte contre le régime et l'impérialisme, et non des organes de « contrôle de la transition ».

Tirant les leçons de la révolution d'Octobre, en 1924, Léon Trotsky écrivait, à propos des discussions sur les soviets, que certains

« étaient pour le parachèvement de la révolution démocratique au moyen d'une pression sur le gouvernement provisoire. Les soviets devaient rester des organes de "contrôle" sur le pouvoir bourgeois (...). Par parachèvement de la révolution démocratique, on sous-entendait la réalisation d'une série de réformes par l'intermédiaire de la Constituante, où le Parti bolchevique devait jouer le rôle d'aile gauche. »

Aile gauche de la « transition démocratique », voilà où conduit le refus de formuler la rupture indispensable avec le régime et l'impérialisme. « *De l'eau, du pain, pas Ben Ali* », c'est le mot d'ordre de la révolution. S'y soustraire, c'est s'opposer à la révolution.

Revenant sur les discussions dans le Parti bolchevique à la veille de la révolution, Léon Trotsky explique :

« Les divergences de vues dans notre parti ne sont pas nouvelles. Elles suivent le même courant que précédemment dans la question de l'insurrection. Maintenant, certains camarades considèrent l'Assemblée constituante comme le couronnement de la révolution. Ils raisonnent en petits-bourgeois. Ils ne veulent pas que les bolcheviks en contrôlent la convocation, le rapport des forces. Ils considèrent les choses d'un point de vue formel. Ils ne comprennent pas que les données de ce contrôle nous permettent de voir ce qui se passe autour de l'Assemblée constituante et, par suite, de déterminer notre attitude envers cette dernière... Nous luttons maintenant pour les intérêts du prolétariat et des paysans pauvres ; or quelques camarades considèrent que nous faisons une révolution bourgeoise qui doit se terminer par l'Assemblée constituante » (Les leçons d'Octobre).

La libre discussion dans le Parti bolchevique permit de surmonter ces divergences et d'aider le prolétariat à prendre le pouvoir par l'établissement du régime des soviets.

Cela n'a été rendu possible que par le combat incessant du parti pour le front unique, par la combinaison des mots d'ordre démocratiques et ouvriers, par la combinaison de l'« Assemblée constituante » et de « tout le pouvoir aux soviets ». C'est-à-dire une ligne d'indépen-

dance de classe à l'égard de la bourgeoisie et de l'impérialisme, pour la conquête du pouvoir politique par les ouvriers et les paysans.

Mais, s'il y a bien une révolution en Tunisie, il n'y a pas de Parti bolchevique.

La IV^e Internationale ne prétend pas être « la direction » politique de la révolution. À l'inverse, elle considère que sa tâche, à la mesure de ses forces, est de contribuer, avec la masse des travailleurs et de la jeunesse, à voir la révolution faire de nouveaux pas en avant. Dans cette voie, il lui faut désigner les obstacles qui se dressent face à cette marche en avant, comme ceux qui consistent à borner la révolution dans un cadre qui ne remet pas en cause l'impérialisme, ou l'accompagnement de la « transition démocratique » en participant à la « Haute Instance », ou, encore, le silence fait sur l'accord d'association avec l'Union européenne.

Elle défend l'indépendance de l'UGTT, cadre d'organisation nationale de la classe ouvrière.

Elle considère que les comités de défense de la révolution, constitués dans le cours même de la révolution, doivent, en rapport avec la deuxième phase de la révolution qui vient, être développés, structurés et coordonnés pour prendre toute leur place comme représentants du peuple travailleur en rapport avec la Constituante.

Tel est le combat de la IV^e Internationale en Tunisie, mettant au centre la question de la rupture avec l'impérialisme et la liquidation du régime, car elle considère la révolution tunisienne comme une expression de la révolution mondiale, une expression du combat qui se mène sur l'arène mondiale entre bourgeoisie et prolétariat, combat auquel participe la IV^e Internationale avec d'autres forces et regroupements politiques.

Quelques semaines avant la révolution en Tunisie se tenait, à Alger, à l'appel de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, une conférence mondiale ouverte coorganisée par le Parti des travailleurs d'Algérie et l'Union générale des travailleurs algériens, dont la déclaration finale affirmait :

« Malgré les souffrances terribles subies dans le monde entier, partout se dresse la résistance des peuples, de la jeu-

nesse et des travailleurs qui cherchent à se ressaisir de leurs organisations pour lutter, résister, reconquérir (...). Nous reprenons à notre compte le mot d'ordre lancé le 4 janvier 1991 à Barcelone : "Gouvernements fauteurs de guerre et de misère, craignez la révolte des peuples. A bas la guerre ! A bas l'exploitation !". »

De nombreux militants ouvriers, syndicalistes, des travailleurs d'origines politiques différentes en Tunisie, sans partager le programme de la IV^e Internationale, se

retrouvent au moins partiellement dans ce point de vue.

Pour les militants de la IV^e Internationale en Tunisie, combattre avec ces militants et travailleurs est une question clé pour défendre la révolution et aller de l'avant. Dans le cours du combat commun se dégageront les formes organisées nécessaires aux tâches de la révolution.

**Lucien Gauthier,
le 20 juillet 2011**

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

La lutte des classes en Russie vingt ans après la destruction de l'Union soviétique

Dialogue avec des militants de l'ex-URSS

Par Dominique FERRÉ

Ce numéro de *La Vérité* paraît vingt années après la destruction de l'Union soviétique (1991). Il y a quelques mois, à la tribune de la conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation (Alger, 27-29 novembre 2010), un militant russe rappelait :

« La Russie est le pays de la révolution d'octobre 1917, qui a rallié les espoirs de toute l'humanité opprimée. Ces espoirs sont loin de s'être réalisés dans tous les domaines. La pression de l'impérialisme sur la Russie soviétique a provoqué des modifications considérables dans le Parti bolchevique, qui ont entraîné la dégénérescence bureaucratique du Parti bolchevique dirigeant et la rupture de la direction stalinienne avec les traditions de 1917 et l'internationalisme prolétarien.

Réfléchissant sur l'avenir de l'URSS, Léon Trotsky écrivait en 1936 : ou bien la classe ouvrière et la paysannerie renverseront le pouvoir de l'appareil bureaucratique par une nouvelle révolution, ou bien la bureaucratie, qui s'est emparée des leviers du pouvoir en URSS, rétablira tôt ou tard la propriété privée, en restaurant par là même le capitalisme. Mais ce régime restauré de la propriété privée ne sera pas une simple réédition du capitalisme russe du début du XX^e siècle. Ce sera bien pire. On verra apparaître un capitalisme de type colonial décomposé avec un effondrement général de la culture.

C'est ce second pronostic de Trotsky qui se réalisera, avec une stupéfiante précision, cinquante ans après sa formulation. »

Il ajoutait :

« Tous les processus de privatisation et de déréglementation en Russie sont mis en œuvre avec l'aide de l'appareil bureaucratique de l'administration, qui se compose à 80 % des représentants de l'ancienne bureaucratie du Parti communiste de l'Union soviétique et de leurs descendants (...). Pendant un long moment, dans les années 1990, le pouvoir a mis en place la privatisation sans toucher aux principes de base des acquis, par crainte des protestations sociales. Mais le FMI et la Banque mondiale ne pouvaient pas s'en satisfaire. A partir de 2001, le nouveau gouvernement Poutine a lancé une offensive systématique contre le système des avantages sociaux des retraités et des invalides, contre le système de santé et de l'éducation. Un nouveau Code du travail a été adopté, qui restreignait considérablement les droits des travailleurs. En ce moment, l'Union russe des industriels et des entrepreneurs prépare de nouvelles modifications du Code du travail qui autoriseraient des journées de travail de douze heures. »

À L'ORIGINE DE LA IV^e INTERNATIONALE : LA DÉFENSE DE L'URSS

Toutes ces questions nous ramènent aux origines de notre mouvement, la IV^e Internationale. Comme le rappelaient les notes préparatoires au conseil général de la IV^e Internationale, intitulées « Révolution

politique et révolution sociale dans l'ex-Union soviétique », publiées par *La Vérité* en 2004,

« la IV^e Internationale s'est constituée dans le combat contre la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique et pour la révolution politique. Elle s'est, pour ce faire, appuyée sur l'analyse magistrale de Léon Trotsky dans *La Révolution trahie* (1936). Le combat pour la révolution politique signifiait lutter pour la défense des bases sociales et économiques issues d'octobre 1917 (défense de l'URSS), défense inséparable du combat politique pour le renversement de la bureaucratie usurpatrice (laquelle, selon Trotsky, "défendait" l'URSS à sa manière, c'est-à-dire par des "moyens qui en préparaient l'effondrement").

Contre le révisionnisme pabliste, notre courant a toujours affirmé la nécessité de maintenir le programme de défense des conquêtes sociales (défense de l'URSS) et refusé de confondre les bases issues d'octobre 1917 avec la bureaucratie qui en avait usurpé l'héritage et le drapeau.

Des décennies ont passé. En 1989, le Mur de Berlin est tombé. En 1991, sous la forme qui avait été constituée dans les années qui ont suivi la révolution d'Octobre, l'URSS a éclaté. En ex-URSS, comme dans tous les pays de l'est de l'Europe, les barrières à la pénétration capitaliste ont été abattues. Quel bilan tirer aujourd'hui ? Les marxistes se doivent, en toute circonstance, de ne pas contourner le bilan de leurs propres analyses et chercher, à la lumière des faits, à mesurer dans quelle proportion ces analyses ont été confirmées ou, au contraire, infirmées par le déroulement des événements. Il s'agit, en toute circonstance, de dégager d'une analyse fondée sur les faits un point d'appui pour l'action et l'organisation. »

Vingt ans après la disparition de l'Union soviétique, il est en effet nécessaire de tirer un bilan.

Ainsi sur la base des faits indiscutables, nous devons pour commencer affirmer que l'URSS n'a pas disparu en 1991 parce que le système de la propriété privée des moyens de production serait « supérieur » aux rapports sociaux instaurés par la révolution d'octobre 1917.

BILAN DE VINGT ANS D'«OUVERTURE AU MARCHÉ»

Rappelons-nous qu'il y a vingt ans, tous, de la bourgeoisie jusqu'à « l'extrême gauche », tous sauf la IV^e Internationale, prédisaient « l'extension du capitalisme » s'ouvrant de « nouveaux marchés » à l'Est. Fidèle à ses positions identifiant bureaucratie stalinienne et socialisme, le courant pabliste (1), qui se réclame frauduleusement de la IV^e Internationale, écrivait alors dans une résolution de congrès mondial (1992) que la chute de l'URSS représentait une « crise de crédibilité du socialisme ».

Pas, ou plus d'actualité, le combat pour l'expropriation du capital ? Ces dernières années, les études, pourtant favorables au régime capitaliste, n'ont pas manqué de donner la réalité de cette « ouverture au marché ». En lieu et place du développement d'une économie capitaliste : une destruction gigantesque des forces productives. *L'International Herald Tribune* (octobre 2009) rendait compte de l'effondrement de la production industrielle en Russie en 2008 : un effondrement « de près de 20 % de la production, un taux jamais connu depuis l'invasion nazie en 1941-1942 ».

Il n'y a en effet pas d'autre comparaison dans l'histoire récente de l'ex-URSS que la référence à l'agression nazie contre l'URSS

(1) Courant né de la destruction de la IV^e Internationale comme organisation (crise de 1950-1953), sous l'égide de son principal dirigeant d'alors, Michel Pablo, qui avait prétendu que la bureaucratie stalinienne « réaliserait le socialisme à sa manière », au cours de « siècles de transition ». Une révision totale des analyses de Léon Trotsky, qui considérait que la bureaucratie, accident de l'histoire, était une caste privilégiée parasitant l'Etat ouvrier (et amenant celui-ci à la dégénérescence). Caste parasitaire, qui inventa la pseudo-théorie du « socialisme dans un seul pays » afin de défendre ses privilèges, qui extermina le Parti bolchevique de Lénine et devint l'un des facteurs de maintien de l'ordre impérialiste (défaite sans combat du prolétariat allemand en 1933, trahison de la révolution espagnole en 1936, pacte Hitler-Staline, accords de Yalta et Potsdam en 1944-1945, « co-existence pacifique » avec l'impérialisme...). Mais la bureaucratie, explique Trotsky, est par nature « restauracionniste », c'est-à-dire qu'elle tend, toutes fractions confondues, à pérenniser ses privilèges (prélevés sur la propriété d'Etat), cherchant à les transformer en propriété privée. Par sa nature même, elle tend donc à remettre en cause les rapports sociaux instaurés par la révolution d'octobre 1917 qui a exproprié le capital.

(juin 1941) et à ses conséquences barbares et destructrices, pour qualifier les processus en cours depuis vingt ans en ex-URSS. Une autre étude indique :

« Ces 13 dernières années, la Russie a perdu (au sens propre du terme) 11 000 villages, 290 villes, auxquels il faut ajouter 13 000 villages qui sont en voie de disparition totale. Du point de vue quantitatif, la crise démographique que traverse la Russie peut être comparée avec les dévastations de la Grande Guerre patriotique de 1941-1945 (...). La situation la plus dangereuse pour notre pays se concentre dans le taux de mortalité. Son contenu social doit nous alerter : le haut taux de mortalité prématuré de la population en état de travailler est dû à des causes artificielles (accidents de la route, incendies, accidents écologiques et technologiques, meurtres, suicides, alcoolisme, drogue), aussi bien qu'aux maladies infectieuses et parasites (2). »

La seule activité économique en pleine expansion dans l'ex-URSS depuis 1991, ce sont les activités mafieuses (qui contribuent à la destruction des forces productives). Selon le Centre français de recherche sur le renseignement (3) :

« De l'aveu même des autorités russes, "la pègre contrôle de facto des secteurs entiers de l'administration territoriale et de l'activité économique de la Fédération de Russie". Selon certains experts, la pègre contrôlerait actuellement :

– 40 % du PIB de la Fédération de Russie ;

– 40 000 entreprises, dont 1 500 d'Etat, 4 000 sociétés par actions, 500 joint-ventures et 550 banques.

En mars 2005, Rachid Nourgaliev, le ministre de l'Intérieur russe déclarait : "Le crime organisé a pénétré plusieurs secteurs clés de l'économie russe et a pris le contrôle de quelque 500 entreprises". »

Quand on arrive à ce stade d'interpénétration entre Etat et crime organisé, il ne s'agit plus d'activités mafieuses « en marge ». Il n'y a vraiment pas de quoi s'en réjouir, mais c'est la vérification intégrale de ce que *La Vérité* écrivait en décembre 1991, dans la continuité de l'analyse de Trotsky dans *La Révolution trahie* :

« La caractère bourgeois de la bureaucratie se révèle aujourd'hui de façon presque caricaturale dans la manière avec laquelle elle cherche à réintégrer le giron de la bourgeoisie mondiale. Cet ultime

stade de son développement ne lui fait perdre à aucun degré (au contraire) son origine et sa nature parasitaire. Elle ne peut pas même devenir une bourgeoisie croupion.

Elle n'a pas les moyens (ni l'ambition) de constituer un capital national. Même si les mafieux de l'économie parallèle injectaient leurs 150 milliards de roubles, qui en tout état de cause ne s'investiraient que dans les secteurs spéculatifs, la crise énorme de liquidités qui frappe de plus en plus brutalement l'économie mondiale et fonde les plans de saccage du FMI interdit tout espoir d'investissement à la hauteur d'une fraction, même modeste, des gigantesques besoins de l'économie soviétique ; il ne reste donc aux mafieux jaillis des entrailles mêmes de l'appareil qu'à compter les dividendes de sa subordination politique à l'impérialisme américain et les pourboires de la privatisation.

La bureaucratie en décomposition n'est qu'une couche annexe et supplétive de l'impérialisme mondial, sans aucun caractère national, une caste de margoulines, de traficotiers, de mafieux prête à se vendre et à vendre la propriété d'Etat au plus offrant et même à ceux qui n'offrent à peu près rien » (*La Vérité*, décembre 1991).

“LE RÉSULTAT DE 19 ANS DE RÈGNE DE LA “DÉMOCRATIE” CAPITALISTE DE MARCHÉ”

Lorsque la canicule et les incendies de l'été 2010 provoquent une hécatombe, avec des milliers de victimes, un groupe d'organisations ouvrières de la ville de Togliatti dénonce dans un tract :

« Que se passe-t-il ? Une punition divine ? Peut-être l'avons-nous méritée, mais il est plus vraisemblable qu'il s'agit là du résultat de dix-neuf ans de règne de la “démocratie” capitaliste de marché. (...) Les bases mêmes de la vie de notre cité, la production industrielle, ont été ruinées. Presque toutes les usines ont été mises à sac. Même notre “gagne-pain”, la VAZ, a été mise dans le coma par ses nouveaux maîtres. Le stress, dû à l'incertitude du

(2) Etude de 2004 du professeur Valentin Roik, docteur en sciences économiques, publiée en russe sur le site <http://www.oilru.com/sp/13/566/orpho.php>. Toutes les données plus récentes montrent une aggravation de cette évolution.

(3) « Russie : guerre au sein de la criminalité organisée », janvier 2011.

lendemain, voilà la cause première de la bacchanale macabre. Pour beaucoup de citoyens, l'accès au système de santé est devenu quasiment impossible. C'est la seconde cause. (...) Mais la racine de toutes ces raisons est une : le capitalisme importé de l'extérieur, et qui plus est sous sa forme néocoloniale la plus répugnante (4). »

Les militants de la IV^e Internationale engagent le dialogue avec ces camarades. Dans un débat organisé à Moscou, début septembre 2010, alors que les tourbières incendiées fument encore et que les morgues des hôpitaux délabrés comptent les morts, ils déclarent :

« Nous soutenons pleinement cette position (exprimée dans le tract — NDLR). En octobre 1992, l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, en commun avec des militants ouvriers, politiques et syndicaux de l'ex-URSS, a organisé à Moscou une conférence internationale contre les privatisations, qui a constitué un Comité international contre la privatisation-pillage. En 2004, les militants de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ont participé à différentes initiatives sur le territoire de l'ex-URSS sur le thème de "la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre". Mais cette position juste défendue par les camarades de Togliatti ouvre une autre discussion : qui est responsable de la destruction de l'URSS ? Pour qui veut comprendre et agir dans la situation actuelle, cette discussion est incontournable (5). »

Discussion ouverte qui se poursuit dans la lettre d'invitation à une rencontre ouvrière en Russie en avril 2011 :

« N'est-il pas vrai que la bureaucratie a renoncé à la révolution mondiale, dès le début des années 1930, au nom d'un prétendu "socialisme dans un seul pays". Et cela en rupture totale avec les traditions de Lénine et du bolchevisme, qui combattait pour la république soviétique mondiale à partir de l'acquis d'octobre 1917. Malgré les conflits partiels qui ont reçu le nom de "guerre froide", la bureaucratie a passé avec l'impérialisme américain un accord de coexistence mondiale à partir des accords de Yalta en 1945. Ce faisant, la bureaucratie a placé l'URSS sous la pression croissante de l'impérialisme, soucieux de restaurer la loi du capital sur la Russie, dont il avait été expulsé en 1917 par la révolution. Cet accord a débouché sur la destruction de l'URSS par la nomenklatura elle-même en 1991. La des-

truction de l'URSS a ouvert la voie à une politique de privatisation-pillage dont les 30 000 licenciements à Avtovaz ne sont que le dernier exemple. »

LE MARCHÉ MONDIAL À L'ÉPOQUE DE LA "RESTAURATION DU CAPITALISME" EN URSS

La bureaucratie est allée jusqu'au bout de son caractère de caste parasitaire et a « réintégré » les territoires de l'URSS dans le marché mondial. Mais, précisent les « Notes », soumises au conseil général de la IV^e Internationale en 2004,

« le marché de l'ex-URSS et des pays de l'est de l'Europe est livré au régime fondé sur la propriété privée des moyens de production au moment même où celui-ci est entré dans sa phase de décomposition, de décadence et de pourrissement, entraînant la mise en cause du cadre même des nations (...) de ce fait, on assiste à la constitution d'une "classe bourgeoise" d'un genre très particulier, appuyée socialement sur la destruction en masse des forces productives, et non sur leur essor, et, politiquement, sur la dislocation de la nation, et non sa constitution. (...) En ce sens, il est restrictif de parler, stricto sensu, de restauration du capitalisme dans l'ex-URSS. Parce qu'il ne peut déboucher — sous quelque forme que ce soit, même sous forme coloniale "classique" — sur un processus de développement capitaliste, le processus en cours dans l'ex-URSS nourrit tous les phénomènes de dislocation et de mafiosisation du système capitaliste international. (...) Si l'on s'en tient aux critères classiques d'une formation sociale, il est difficile de parler de constitution d'une classe capitaliste russe. Les ex-nomenklaturistes, devenus chefs de groupes industriels extrêmement puissants et à l'assise financière gigantesque, n'apparaissent même pas comme une bourgeoisie compradore, mais plutôt comme les éléments satellisés d'une classe capitaliste étrangère, dont ils dépendent dans leur capacité à écouler sur le marché mondial les surprofits considérables dégagés du pillage de l'ex-URSS. »

(4) Tract publié le 12 août 2010 par le Conseil des organisations sociales de la ville de Togliatti (Comité syndical Edinstvo de l'usine automobile Avtovaz, le Comité syndical Solidarnost et les partis KPRF, RKRP-RPK, RRP, KPE et ROT-Front).

(5) Discours publié dans le n° 14 du journal en langue russe *Rabochie Izvestiya* (octobre 2010).

Mais alors, si ces faits démontrent la justesse du pronostic formulé par Trotsky en 1936, « *pourquoi le pronostic sur la restauration du capitalisme, formulé par Trotsky à la fin des années 1930, ne s'est réalisé que cinquante ans plus tard ?* », s'interroge un groupe de jeunes militants d'un cercle marxiste d'une ville de province.

En effet, l'une des variantes du pronostic de Trotsky ne s'est réalisée qu'en 1991, par la destruction de l'URSS par la bureaucratie. Bien que, comme nous le verrons, cela ne signifie pas qu'il ne reste rien des conquêtes d'octobre 1917.

S'il a fallu plus de cinquante ans à la bureaucratie pour détruire l'URSS, c'est précisément parce que, comme Trotsky le soulignait dans *La Révolution trahie* (chapitre 9),

« *la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international* ».

C'est l'immense résistance de la classe ouvrière soviétique (à commencer par la victoire des peuples soviétiques sur le fascisme en 1945, victoire arrachée au prix de millions de morts et malgré le pacte Ribentrop-Molotov et la désorganisation criminelle de l'Armée rouge due à la répression stalinienne) et la lutte de la classe ouvrière à l'échelle internationale qui n'ont cessé de contrecarrer, jusqu'en 1991, la marche de la bureaucratie à la restauration capitaliste. Cette résistance s'est exprimée jusqu'aux dernières heures de l'existence de l'URSS. Elle s'est exprimée dans les immenses grèves de mineurs soviétiques des années 1989-1990 sur le terrain direct de l'action de classe des travailleurs se heurtant à la bureaucratie et ses privilèges, matérialisant ce que Trotsky affirmait quand il écrivait que « *les conquêtes d'Octobre vivent dans la conscience des masses* ».

JUSQU'AU BOUT, LE MOUVEMENT DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE TENTAIT D'OUVRIR UNE ISSUE

À l'époque, la conseillère de Gorbatchev, Tatiana Zaslavskaya, annonce claire-

ment quelle est la nature de la « perestroïka » engagée par l'appareil bureaucratique :

« *La fermeture des entreprises déficitaires, la compression du personnel, le désir de nombreuses collectivités d'exécuter un travail égal ou même plus important avec des effectifs moins nombreux, amenant nécessairement à licencier une partie du personnel, c'est un résultat implicite de la perestroïka, le "prix social" à payer pour hâter le développement socio-économique du pays.* »

Un autre conseiller de Gorbatchev, Zagladine, chiffre le « prix à payer » :

« *Avant la fin du siècle, il faudra retirer du secteur industriel 15 millions de travailleurs.* »

Une politique soutenue par toutes les fractions de la bureaucratie, y compris les plus « orthodoxes », à l'instar du Parti communiste de Russie (fief des « conservateurs »), qui se prononce alors « *pour une privatisation de la propriété sous le contrôle du peuple* » (la *Pravda*, 15 novembre 1990) (6).

Face à cette politique qui ouvre la voie au renversement des rapports sociaux d'Octobre, vont se dresser les mineurs soviétiques (et d'autres catégories du prolétariat).

En particulier, la grande grève de l'été 1990, avant d'être trahie par la fraction bureaucratique liée à Boris Eltsine, atteindra son apogée avec la réunion, mi-juin d'un congrès des comités de grève des mineurs de charbon, qui adopte la résolution suivante :

« *A la veille du XXVIII^e Congrès du PCUS, il n'y a pas d'espoir sérieux que le Parti communiste soit capable de se renouveler de façon décisive, c'est pour-*

(6) Il n'est pas inutile de rappeler qu'à cette époque, l'appareil pabliste international, dans la continuité de ce qu'il est depuis 1950-1953, soutient l'une après l'autre telle ou telle fraction de la bureaucratie. Après avoir fait la découverte de ce que « *Gorbatchev porte sur la société soviétique un diagnostic que Trotsky formulait déjà dans les années 1930* » (*Rouge*, 1^{er} décembre 1988), les pablistes se rallient à... Eltsine, qui « *marche sur les traces de Trotsky* » (Ernest Mandel, mars 1990) ! Et cela, après avoir affirmé dans leur revue théorique que « *peu de gens contesteront le fait que les entreprises soviétiques ont du personnel en surnombre* » (*Inprecor*, septembre 1989). Précisons que toutes ces déclarations étaient largement et complaisamment relayées dans la presse soviétique et présentées comme les positions de « la IV^e Internationale ».

quoi nous comprenons ceux qui le quittent ». « *Nous, ouvriers, nous ne croyons pas que le PCUS soit le parti de la classe ouvrière* »,

déclarent les délégués des mineurs. Le congrès réuni à Donetsk demande

« une vraie indépendance des organisations de travailleurs de toute formation politique, la fin des privilèges des représentants du PCUS et des Komsomols (Jeunesses communistes) dans les mines ». Il estime que « les biens du PCUS créés par le peuple devraient être nationalisés ». « Le congrès des animateurs de la grande grève de juillet 1989 — la première du genre en URSS avec 200 000 mineurs arrêtés pendant trois semaines — avait adopté mercredi une motion de défiance à l'égard du gouvernement, demandant sa démission en raison de sa politique économique et sociale » (AFP, 15 juin 1990).

Jusqu'au bout, le mouvement de la révolution politique contre la bureaucratie tentait d'ouvrir une issue et de préserver les conquêtes d'Octobre.

Cette résistance s'est exprimée jusque sur le terrain déformé du référendum organisé en URSS par la bureaucratie, le 17 mars 1991, qui a vu une écrasante majorité de citoyens des républiques soviétiques voter en faveur du maintien de l'URSS.

Le terrain était, certes, miné, ne serait-ce que par la façon dont la question était formulée :

« Estimez-vous nécessaire de maintenir l'Union des républiques socialistes soviétiques en tant que fédération renouée de républiques souveraines égales en droits dans laquelle seront pleinement garantis les droits et libertés de l'homme de toute nationalité ? »

Les résultats sont imparables : 76,4% des citoyens de l'URSS répondent positivement.

En République fédérative de Russie 75,4 % de la population majeure ont participé au scrutin et 71 % ont voté oui ; en Ukraine, les taux sont respectivement de 83 et 70 % ; en Biélorussie, de 83 et 83 % ; en Ouzbékistan, de 95 et 93,7 % ; au Kazakhstan, de 89 et 94 % ; en Azerbaïdjan, de 75 et 93 % ; en Kirghizie, de 93 et 94,5 % ; au Tadjikistan, de 94 et 96 % ; au Turkménistan, de 97,7 et 98 %.

CONTRE LA VOLONTÉ DE 76 % DES CITOYENS SOVIÉTIQUES, TROIS BUREAUCRATES DÉCRÈTENT LA FIN DE L'URSS

Cette volonté de maintien de l'URSS (déformée sur le terrain d'un référendum) est foulée aux pieds quelques mois plus tard par Eltsine (7), Kravtchouk et Chouchkévitich, tous trois issus des hautes sphères de la bureaucratie et respectivement présidents des républiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie, qui signent le décret mettant fin à l'URSS le 8 décembre 1991.

Toute cette politique était dictée par les besoins de la contre-révolution au service de l'impérialisme, dont la bureaucratie était la « courroie de transmission ». Au même titre que la trahison de la classe ouvrière allemande en 1933, ou que le renoncement à la révolution mondiale au nom du prétendu « socialisme dans un seul pays » (une « utopie réactionnaire » condamnée en son temps par Lénine).

Dans son livre *1989, la fin d'un empire*, l'universitaire canadien Jacques Levesque rend compte d'un échange privé entre Alexandre Yakovlev (l'un des plus proches collaborateurs de Gorbatchev) et Erich Honecker, dirigeant de la bureaucratie de RDA, en 1989 (échange rapporté par Yakovlev lui-même) :

« A Honecker qui lui demandait pourquoi la direction du PCUS s'était engagée et continuait sur la voie de politiques dangereuses, Yakovlev lui répondit : "Il ne s'agit pas d'une question de choix ou d'options politiques, mais de nécessité objective incontournable." "Sans la perestroïka, lui ai-je répondu, nous aurons ultimement à faire face à une révolution, qui pourrait être aussi violente que la révolution d'Octobre (8)." »

Comme nous l'écrivions dans les « Notes » soumises au conseil général de la IV^e Internationale en 2004,

(7) Boris Eltsine étant l'ancien dirigeant du Parti communiste de la région de Moscou, chef de la fraction bureaucratique dite des « réformateurs » ou « démocrates », auteur du « plan des 500 jours » de réformes économiques en 1990, puis le président de la Russie « indépendante » de 1991 à 1999.

(8) C'est un fait reconnu (y compris par ses ennemis) que la révolution d'octobre 1917 se déroula sans quasiment à avoir à tirer un coup de feu.

« s'il est juste de combattre contre les privatisations dans l'ex-URSS (...) cela n'est pas suffisant. Même établir le lien entre le combat pour la reconquête des conquêtes d'Octobre et le combat contre les privatisations n'est pas suffisant. Il est indispensable de montrer, à partir de la dégénérescence bureaucratique stalinienne de l'URSS et à partir des faits, que l'un des termes de l'alternative "révolution politique ou restauration capitaliste" se concrétise aujourd'hui dans le processus de restauration-destruction des bases mêmes de l'économie socialisée en 1917. »

Et les « Notes » ajoutaient :

« Mais il est indispensable de montrer également que cela, loin de déboucher sur la constitution d'une classe bourgeoise "capitaliste" dans l'ex-URSS, nourrit la constitution d'une couche de mafieux complices, dont la barbarie (saccageant l'économie restructurée sur la base de l'économie mondiale du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production) éclaire d'une certaine manière l'avenir que le capitalisme réserve à l'humanité toute entière. La marche à la destruction de la propriété sociale en ex-URSS s'inscrit comme un facteur de désintégration de l'ensemble de l'économie mondiale engagée dans une marche à la barbarie. Le combat contre les privatisations en ex-URSS s'inscrit dans la lutte contre la marche accélérée à la barbarie du système mondial de la propriété privée des moyens de production. »

LA DESTRUCTION DE L'URSS : UN COUP INFLIGÉ AU PROLÉTARIAT MONDIAL

La destruction de l'URSS, il y a vingt ans, par la bureaucratie, n'a en rien été un phénomène national ou régional. C'est un moment majeur, un « tournant », de la lutte des classes internationale. La destruction de l'URSS était un besoin de l'impérialisme mondial, dont la bureaucratie stalinienne a été l'agent. Car, malgré les crimes de la bureaucratie stalinienne, malgré la désorganisation et le pillage de l'économie planifiée, les rapports sociaux qui subsistaient en URSS (et qui avaient été étendus, malgré la volonté de la bureaucratie, mais sous son contrôle, aux pays de l'est de l'Europe en 1945, à la Chine en 1949) représentait une conquête majeure de la classe ouvrière à

l'échelle internationale. Octobre 1917 avait fait la démonstration pratique qu'il était possible d'exproprier le système capitaliste à l'agonie sur un sixième de la planète, donc sur la planète entière.

L'impérialisme avait besoin de la destruction de l'URSS autant que la classe ouvrière mondiale avait besoin de sa préservation (et de sa régénérescence) comme point d'appui pour en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production.

Précédée et préparée par la guerre de dislocation de la Yougoslavie et par la première guerre de génocide contre le peuple irakien, la destruction de l'URSS a été le point de départ d'une accélération de l'offensive mondiale contre la classe ouvrière et les peuples dans le monde entier : privatisation-pillage en ex-URSS et à l'est de l'Europe, traité de Maastricht en Europe (1992), accords d'Oslo contre le peuple palestinien (1993), dévastation à grande échelle de l'Afrique, etc.

Elle a été un facteur d'aggravation de la crise du mouvement ouvrier mondial, qui a vu les dirigeants des partis issus de l'appareil international du Kremlin, privés de leur ancien « centre », se reconverter (de façon plus ou moins « rénovée » ou pas) en serviteurs directs de l'impérialisme, tandis que les dirigeants de l'Internationale « socialiste » se vautreait encore plus ouvertement dans la mise en œuvre des plans impérialistes aux quatre coins de la planète. Un même mouvement qui a vu l'explosion des phénomènes d'ONGisation contre le mouvement ouvrier et des forums sociaux, relayés par « l'extrême gauche », prétendant « humaniser » le régime agonisant de la propriété privée.

POUR LA IV^e INTERNATIONALE, LE CAPITALISME N'A AUCUN AVENIR, EN EX-URSS COMME SUR LE RESTE DE LA PLANÈTE

Mais la IV^e Internationale n'a pas accompagné ce mouvement. Partie prenante de la constitution de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, en janvier 1991, à Barcelone, elle s'est inscrite d'emblée dans la perspective de la réorganisation

du mouvement ouvrier sur un nouvel axe (sans présager de la forme que prendra cette réorganisation). Elle partait du principe que la destruction de l'URSS, coup porté à la classe ouvrière, n'était en aucun cas synonyme de la fin de la lutte des classes et du combat pour le socialisme. L'intervention de la IV^e Internationale dans la lutte de classe par la constitution de l'Entente était inséparable du combat pour sa reproclamation.

Les « Notes » adoptées par son Septième Congrès mondial le rappelaient :

« L'effondrement de l'URSS, dont la bureaucratie stalinienne porte la responsabilité, a été un coup d'une extrême violence infligé au prolétariat mondial. L'acquis le plus élevé de sa lutte — l'expropriation du capital réalisé par la révolution d'octobre 1917 et préservé malgré la dégénérescence bureaucratique — a été démantelé après le démembrement de l'URSS (ce qui ne signifie pas qu'il n'en subsiste plus de segments, qui sont des points d'appui pour la résistance des masses).

Seule la IV^e Internationale, préparant son congrès de reproclamation (1993), affirmait contre vents et marées que le système capitaliste n'avait aucun avenir, pas plus à l'est de l'Europe et en ex-URSS que sur le reste de la planète, que ce système à l'agonie était incapable de surmonter ses propres contradictions, que la lutte de classe se poursuivait, mettant à l'ordre du jour la seule issue possible pour en finir avec la barbarie montante : la prise du pouvoir par le prolétariat et l'expropriation du capital, pour instaurer un système fondé sur la propriété collective des moyens de production. »

Cette affirmation a été pleinement vérifiée par tous les développements de la lutte des classes depuis 1991. Y compris dans les pays de l'ex-URSS.

**“PROLÉTAIRE...
LUTTE DES CLASSES... TOUT CELA
RÉAPPARAÎT LENTEMENT,
MAIS SÛREMENT”**

Revenons quelques instants en 2011. Dans l'un des derniers numéros du journal en langue russe *Rabochie Izvestiya* (9), un métallurgiste tire les leçons d'une grève du

zèle qui a éclaté au mois d'avril 2011 sur des chaînes de montage de l'usine automobile géante Avtovaz de Togliatti.

« Prolétaire... Lutte des classes... Tout cela réapparaît lentement, mais sûrement dans la réalité quotidienne de la Russie. Existe-t-il un mouvement ouvrier en Russie ? Même certains socialistes en doutent, mais il est incontestablement en train de renaître en raison des rapports de marché. En Russie, le mouvement ouvrier reste spontané et mal organisé. En France, les syndicats peuvent organiser des manifestations de millions de personnes ; chez nous, de trois ou quatre dizaines. Mais les conditions du capitalisme poussent les citoyens à s'organiser eux-mêmes et tout est encore à venir.

La grève d'avril des métallos de VAZ a-t-elle eu lieu, oui ou non ? Nous n'en aurions jamais entendu parler si les organisations ouvrières ne s'en étaient pas mêlées.

Effectivement, au mois d'avril, les ouvriers de l'atelier 14/1 ont constaté en recevant leurs fiches de paie du mois précédent qu'on leur avait supprimé leurs primes. Toutes les primes. Cela les a poussés dans une protestation de masse qui s'est transformée en grève du zèle (...) les métallos ont été très forts ! Ils ont écrit une lettre à l'administration avec des revendications qui ne se limitaient pas à leurs propres intérêts, mais incluaient ceux des travailleurs temporaires, qui n'avaient pas soutenu activement la grève de l'atelier. (...) (l'administration) a pris peur de cette attention négative pour son image de marque. Elle a donc été forcée de reculer et de rétablir les primes ! Ils n'ont pas fait grève pour rien ! Toute grève victorieuse est un drapeau pour les travailleurs de l'ex-URSS (10) ! »

Avtovaz est une usine automobile géante construite dans les années 1960, à la suite d'un accord entre la bureaucratie et les capitalistes de Fiat (par l'entremise des dirigeants staliniens italiens, dont Palmiro Togliatti, qui donnera son nom à la ville de 700 000 habitants construite de toutes pièces autour de l'usine), où travaillent encore plus de 70 000 ouvriers (105 000 avant la dernière vague de licenciements).

(9) « Tribune internationale de la lutte des classes », *Rabochie Izvestiya* (« Les Nouvelles ouvrières ») est publié depuis septembre 2008 en commun par des militants ouvriers de Russie, de Moldavie, du Kazakhstan et par des militants de la IV^e Internationale. Dix-huit numéros sont parus à ce jour.
(10) *Rabochie Izvestiya*, n° 18 (juin 2011).

Elle est représentative des villes-usines (*monogorod*) dont l'*International Herald Tribune* s'inquiétait récemment (17 et 18 octobre 2009) que leur « faillite (...) menace d'effondrement le pays entier », et « pourrait devenir le catalyseur d'une explosion de troubles politiques à l'échelle nationale ».

Dans ces 1 500 « villes-usines », le combinat, employeur principal, « est également le pourvoyeur de tous les services sociaux, des hôpitaux et écoles au chauffage central, eau et électricité ». Ces villes abritent « 25 millions de Russes, soit près d'un quart de la population, et produisent 40 % du produit intérieur brut du pays ».

On comprend l'inquiétude que provoque la moindre étincelle dans l'une de ces villes-usines. C'est d'ailleurs à Avtovaz que, le 1^{er} août 2007, la grève d'une heure de quelques centaines d'ouvriers, avec le syndicat indépendant Edinstvo, avait provoqué ce qu'un journal russe avait appelé avec dédain « la mode des grèves ». C'est toujours à Avtovaz — en partie livrée par le Kremlin aux firmes étrangères, General Motors, Nissan et Renault, venues « dégraisser » et profiter du bas coût de la main-d'œuvre — qu'à l'annonce des premières vagues de licenciements, des meetings de milliers d'ouvriers avec leur syndicat, en juillet, août et octobre 2009, avaient avancé l'exigence d'arrêt des licenciements, de « renationalisation sous contrôle ouvrier » de l'usine (11).

L'IMPÉRIALISME N'A PU ALLER JUSQU'AU BOUT

Loin d'être une anecdote, ces éléments démontrent que, vingt ans après la destruction de l'URSS, l'impérialisme en décomposition n'a pu venir à bout de ce qui reste la principale conquête de la révolution d'Octobre : une classe ouvrière de plusieurs millions d'individus, dont l'existence reste étroitement liée aux usines et aux fermes collectives édifiées dans le cadre des rapports sociaux issus d'octobre 1917, même si ces rapports sociaux ont été renversés en 1991. Car, comme nous l'écrivions en 2004, « il serait absurde de prétendre que nous avons affaire à des États ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés » pour ce qui concerne les pays

issus de l'URSS, puisque « nombre des critères caractéristiques d'États ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés — incluant le monopole du commerce extérieur, le contrôle sur la monnaie, le plan, la propriété des moyens de production, où dominait la propriété d'État comme expression de la propriété sociale, la collectivisation de l'agriculture — sont largement démantelés ».

Il n'est reste pas moins que l'impérialisme n'a pu aller jusqu'au bout. Jusqu'au bout : c'est-à-dire que, pour l'impérialisme en décomposition, il n'y a pas plus de « Russie utile » qu'il n'y a d'« Afrique utile » (expression cynique utilisée par la Brookings Institution de Washington en 1996) en dehors du pétrole, du gaz, des minerais à piller. La survie du régime agonisant de la propriété privée des moyens de production ne laisse aucune place, non seulement à la classe ouvrière et à l'appareil industriel hérité de l'URSS, « obsolète » au regard des normes du marché mondial, mais y compris à la Russie et aux autres républiques issues de l'URSS en tant que nations (12).

Résumant brutalement et ouvertement ce que sont les desseins de certains cercles de l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain, concernant la Russie, l'ancien conseiller du président Carter, Brzezinski, écrivait en 1997 :

« Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie (où se trouve) la plus grande partie des richesses physiques, sous forme d'entreprises ou de gisements de matières premières. »

Il ajoutait :

« Une Russie plus décentralisée aurait moins de visées impérialistes. Une confédération russe plus ouverte, qui comprendrait une Russie européenne, une république de Sibérie et une république extrême-orientale, aurait plus de facilités. »

(11) Une revendication qui peu à peu fait son chemin, et surgit non seulement en Russie, mais dans de nombreuses usines des pays de l'ex-URSS (Moldavie, Ukraine, Kazakhstan).

(12) Ou plutôt « fédération de nations » pour ce qui concerne la Russie, où, malgré la politique stalinienne d'oppression des nationalités, la forme fédérative de l'État issue de la révolution d'Octobre, qui a libéré les nations opprimées par le tsarisme, a été formellement préservée, ce qui est une question majeure dans un pays où coexistent des dizaines de nationalités différentes.

Disons-le plus clairement : offrirait plus de facilités à la rapacité des brigands impérialistes. Ce que l'impérialisme voit en regardant la Russie, c'est avant tout une gigantesque réserve de matières premières, de pétrole, de gaz, de minerais. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Certes, une véritable ceinture de puissantes bases militaires américaines a été construite : au Kosovo, en Turquie, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan et dans les anciennes républiques d'Asie centrale (entre autres, la base militaire américaine de Manas au Kirghizstan). L'Ukraine, après la « révolution orange », et la Géorgie, où a été installée la marionnette proaméricaine Saakachvili, sont fortement sollicitées pour s'intégrer à l'OTAN. OTAN qu'ont rejoint la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Roumanie, la Bulgarie. Une énorme base de radars et de missiles est en construction en Pologne et en République tchèque (provoquant la résistance massive des peuples tchèque et polonais), officiellement tournée uniquement contre l'Iran. Ce formidable dispositif militaire « encadre » la Russie à l'ouest et au sud, et est également tourné contre la Chine. Mais la désintégration de l'URSS n'a pas encore entraîné la destruction de la Russie comme nation. Il convient de s'interroger sur les raisons de cet état de fait.

DU RÈGNE D'ELTSINE (1991-1999)...

Les « spécialistes » appointés pour les besoins de la société bourgeoise en décomposition ne manquent pas d'opposer les « années Eltsine » (1991-1999) au règne de Vladimir Poutine (1999-2008) et au « tandem » Poutine-Medvedev. Les « années Eltsine » auraient été marquées, selon eux, par une vague de privatisations « sauvages », le règne généralisé de la mafia et des « oligarques », du type de Boris Berezovsky, pillant à tour de bras. Le journaliste américain Paul Klebnikov (liquidé par la mafia) écrivait ainsi en 2000 :

« La Russie tombait en morceaux. La libération des prix par le gouvernement d'Eltsine provoqua une hyperinflation qui appauvrit aussitôt la majorité de la population. L'introduction du marché libre ne rendit pas l'économie plus efficace : elle se

traduisit par un déclin économique implacable. La privatisation n'enrichit qu'un petit groupe d'initiés. Le pays fut pillé et détruit par les nouveaux propriétaires. Comment les choses avaient-elles pu si mal tourner ? Toutes les pistes que j'explorais semblaient mener au crime organisé (...). Lorsque j'enquêtai sur la mafia russe, on m'a toujours donné le même conseil : si vous voulez écrire sur le crime organisé en Russie, ne vous focalisez pas sur les chefs mafieux, aussi flamboyants soient-ils, mais sur le gouvernement. On me disait aussi que la Russie était un Etat-gangster et son système politique un gouvernement du crime organisé (...). La "thérapie de choc" de la réforme des prix, en 1992, se traduisit par l'appauvrissement de la grande majorité de la population russe. Le soutien des démocrates à une poignée d'initiés — en leur octroyant le contrôle du commerce extérieur du pays, en subventionnant des banques qui leur étaient proches et en les favorisant dans le processus de privatisation de l'industrie — a finalement ruiné le gouvernement. Le capitalisme de copinage n'apparut pas sous Eltsine par accident (13). »

... À CELUI DE POUTINE

A cette époque de décomposition généralisée — où l'espérance de vie chute brutalement à une cinquantaine d'année pour les hommes — s'opposerait l'ère Poutine, ancien sous-officier du KGB et choisi par Eltsine comme son successeur, qui serait marquée par un « retour en force de l'Etat », par le rétablissement de la Russie comme une puissance indépendante face à l'impérialisme américain. Qu'en est-il ?

Remontons quelques années en arrière. En septembre 2000, le bulletin du FMI, *Finances et Développement*, décrit le « mandat » que le FMI attend du soldat Poutine, à l'aube de sa présidence. Le FMI commence par se féliciter que cet « homme à poigne », directement issu de l'appareil policier du stalinisme, se soit

« clairement prononcé à plusieurs reprises en faveur de la "liberté économique maximum". Il a créé le Centre d'études stratégiques (CES), qui rassemble des experts favorables au marché, puis il a surpris

(13) *Godfather of the Kremlin, Boris Berezovsky and the looting of Russia, 2000.*

L'opinion publique en nommant un ultralibéral, M. Illarionov, conseiller économique (...) M. Poutine reprend aussi une aspiration populaire — le "renforcement du rôle de l'Etat". »

D'emblée, l'organe du FMI note que Poutine donne des gages à l'impérialisme..., tout en devant tenir compte de « *l'aspiration populaire au renforcement du rôle de l'Etat* ». Le FMI est conscient que la résistance gigantesque de la classe ouvrière et de la paysannerie pour leur survie a freiné cette marche au chaos. Même si, pour reprendre les termes de Marx et Engels dans le *Manifeste communiste*, cette résistance a été plus souvent « *dissimulée* » qu'elle n'a été « *ouverte* ». Poutine sera-t-il capable d'en venir à bout ? Telles sont les inquiétudes formulées par l'impérialisme.

“L'AMPLEUR DE LA DETTE RUSSE EST À L'ORIGINE D'UN CERCLE VICIEUX” (LE FMI)

Le bulletin du FMI poursuit : le principal problème auquel la présidence Poutine sera confrontée, c'est « *la pression de la dette extérieure* ».

« L'endettement extérieur continuera de grever les résultats économiques du pays. La dette extérieure russe s'élève actuellement à quelque 160 milliards de dollars, et son remboursement représentera en 2001-2005 de 12 à 17 milliards de dollars par an, soit plus de la moitié du budget fédéral. A l'heure actuelle, les perspectives de la Russie s'annoncent sous un jour favorable en raison d'un excédent budgétaire, des recettes en devises résultant du niveau élevé des prix des combustibles et des matières premières (...). Mais, comme le dit le proverbe russe, "la chance ne tarde jamais à tourner". Il est probable que la Russie ne tardera pas à connaître des difficultés économiques. (...) L'ampleur de la dette russe est à l'origine d'un cercle vicieux : le pays se vide de sa substance, ce qui compromet le développement technologique qui pourrait l'aider à obtenir les devises nécessaires pour faire face à sa dette. A cet égard, sa situation ressemble à celle de l'Amérique latine au début des années 1980. »

Ainsi donc, la « solvabilité » de la Russie, dès 2000, est fragilisée, car elle dépend exclusivement de la manne que procure la

vente des hydrocarbures, encore plus ou moins sous le contrôle de l'Etat. Manne pétrolière et gazière qui est à l'origine des immenses fortunes des « oligarques » et de la corruption généralisée.

Mais, s'inquiète le FMI, cela n'aura qu'un temps, et la Russie se retrouvera bientôt dans la situation des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie étranglés par la dette externe au début des années 1980 (14).

« M. Poutine va gouverner de manière assez autoritaire, et les dettes peuvent être acquittées au détriment d'autres dépenses. La réforme structurelle est la seule véritable solution au problème de l'endettement extérieur. Entre la réforme structurelle et le renforcement du filet de protection sociale, il est certain que le gouvernement choisira la première solution. »

Pour le FMI, « l'autoritarisme », c'est-à-dire les méthodes policières apprises à l'école du stalinisme, sont bonnes tant qu'elles sont mises au service du remboursement de la dette et de la « réforme structurelle » (privatisations-restructurations, liquidations d'usines et bradage des richesses naturelles).

“LA RUSSIE N'EST PAS ENCORE UNE ÉCONOMIE VÉRITABLEMENT OUVERTE ET CONCURRENTIELLE” (LE FMI)

Mais, là encore, il y a loin de la coupe aux lèvres. Reconnaisant à sa façon que dix ans après la destruction de l'URSS, la Russie n'est pas devenue un Etat « capitaliste » comme les autres, le FMI indique :

« La Russie n'est pas encore une économie véritablement ouverte et concurrentielle — les investisseurs se heurtent toujours à de hautes barrières. Le gouvernement doit faire en sorte que la création d'entreprises soit régie par des dispositions simples et uniformes et que cessent

(14) Et le FMI a bien raison de s'inquiéter, car concernant la dette externe, qu'un chroniqueur du quotidien financier français *Les Echos* qualifiait en mai 2010 de « *poison mortel qui tue les empires et provoque les révolutions* », la Russie n'est-elle pas, selon ce même chroniqueur, le pays où fut, il y a moins d'un siècle, mise en œuvre « *la solution Lénine : répudier la dette, comme le fit la Russie en 1917* » ?

les décisions arbitraires des dirigeants régionaux et l'emprise du crime organisé sur l'activité économique. En second lieu, le rôle du marché doit être considérablement accru (...).

Or la privatisation est actuellement interrompue et le monde des affaires attend du gouvernement qu'il commence à mettre en vente publiquement les actifs de l'Etat (...).

Il est paradoxal que la législation russe des faillites s'applique aux entreprises viables — lorsque quelqu'un cherche à les acheter à bas prix — mais non aux entreprises insolubles — celles-ci n'intéressent personne. M. Poutine devra contraindre les sociétés à "s'ajuster tout en se restructurant". Elles devront être pressées de se subdiviser en entités viables et non viables, puis de vendre ces dernières, ce qui réduira les sureffectifs. »

Le FMI ajoute :

« L'assouplissement de la politique salariale et du Code du travail dans le secteur privé est tout aussi important. »

Dix ans après que Zaslavskaya, conseillère de Gorbatchev à l'époque de la « perestroïka », en appelait à tailler dans les « sureffectifs » et à jeter 15 millions de travailleurs au chômage, et malgré la liquidation de l'URSS, le problème reste plein et entier. Il faut « restructurer » les entreprises, « réduire les sureffectifs »...

Et cela, dans un contexte où le FMI reconnaît à sa façon l'incapacité, dix ans après, à « restaurer le capitalisme ». Car qu'est-ce qu'un Etat où un propriétaire privé de moyens de production ne peut « librement » investir son capital, où la loi permet de mettre en faillite des entreprises viables pour qu'un « concurrent » puisse les racheter pour une bouchée de pain et où l'Etat ne peut protéger notre capitaliste contre les mafieux, puisque ceux-ci sont eux-mêmes aux commandes ?

Et cette étude du FMI de conclure en s'interrogeant : « *M. Poutine réussira-t-il à moderniser la Russie ?* », répondant :

« Il sera difficile de résoudre rapidement celui de la dette extérieure, qui pèsera sur l'économie russe durant tout le mandat de M. Poutine. (...) En tout état de cause, le paiement des dettes risque d'entraîner des mesures d'austérité, et les niveaux de vie ne vont pas augmenter. »

POUTINE A-T-IL ACCOMPLI CE QUE LE FMI ATTENDAIT DE LUI EN 2000 ?

Un bref retour sur les différentes injonctions formulées par le FMI, de 2000 à nos jours, montre que malgré les bonnes intentions de Poutine, saluées par les maîtres de Washington, le compte n'y est pas. En septembre 2004, le FMI affirme qu'il est « *regrettable que de nombreuses réformes structurelles qui alimenteraient la diversification économique, en améliorant le climat d'investissement et la gouvernance, aient fait long feu* », fustigeant « *l'influence encore excessive du gouvernement dans l'économie* ». En juin 2009, le FMI revient à la charge en exigeant du gouvernement « *de réduire son déficit budgétaire en 2010, en diminuant notamment les dépenses de l'administration publique* ».

Mot pour mot, la même rengaine est reprise un an et demi plus tard :

« Les projets du gouvernement en vue de réduire le déficit budgétaire ne sont ni suffisamment ambitieux, ni suffisamment peaufinés » (décembre 2010).

Et la pression ne fait que s'accroître :

« La Russie marche sur les pas de la Grèce, et, si la part des dépenses sociales du budget n'est pas réduite à temps, l'issue sera tragique. Pour cette raison, le président qui sera élu en 2012, quel que soit son nom, devra prendre des mesures impopulaires »,

selon un homme d'affaires figurant au top 10 de *Forbes*, le 10 février 2011. Cet « homme d'affaires » poursuit :

« A mon avis, après 2012, on doit s'attendre à une importante épuration des dépenses sociales. Jusqu'à présent, notre élite n'avait jamais pris conscience de la nécessité d'une réduction considérable de ce chapitre du budget (...), si on regarde les budgets de tous les niveaux, 70 % de toutes les dépenses budgétaires sont consacrées aux prestations sociales. En Grèce, la proportion était de 75 %. »

Le Centre de développement de l'Institut d'études du Haut Collège d'économie met pour sa part en accusation « *le fardeau des prestations sociales* ». Un « expert » du Centre d'analyse macroéconomique et de prévisions à court terme exige des mesures immédiates, « *dont la plus évidente serait*

de repousser l'âge de la retraite »... dans un pays où l'espérance de vie n'a cessé de chuter depuis 1991.

Ces pressions de l'impérialisme trouvent dans la couche dirigeante une oreille attentive. Le ministre des Finances, Koudrine, en avril 2010, s'exclame brutalement qu'il est temps « *de se débarrasser de la force de travail excédentaire* » (cité par l'hebdomadaire *Argumenty Nedeli*, du 8 au 14 avril 2010, qui commente : « *Koudrine et compagnie nous préparent de nouvelles réformes à la Gaïdar* », en référence au privatiseur en chef des années de la « thérapie de choc » d'Eltsine). En octobre de la même année, le gouvernement russe envisage une nouvelle vague de privatisations massives... qui sera différée. A nouveau début 2011, à l'occasion de tractations de Medvedev avec les groupes allemands, dont Siemens, les autorités russes annoncent qu'elles préparent « *un calendrier détaillé des privatisations en Russie* ». Plus récemment encore, le président du comité de la Douma (Parlement) pour le budget affirme :

« *Il faut être réaliste. Nous devons atteindre un déficit zéro d'ici 2015 (...) il faudra chercher à réduire les dépenses.* »

En mai 2011, le Premier ministre, Poutine, intervenant au congrès des représentants de l'industrie des constructions mécaniques à Togliatti, déclare :

« *Nous ne pouvons pas nous permettre de faire éternellement marcher les usines datant des années 1960-1980.* »

“NOUS RISQUONS L'EXPLOSION SOCIALE” (MEDVEDEV À UNE DÉLÉGATION DU PARTI PRÉSIDENTIEL)

Mais toutes ces intentions, belles et bonnes aux oreilles du FMI, ne suffisent pas : il faut les traduire dans la réalité. Or la crainte d'une explosion sociale est permanente dans les hauts cercles du Kremlin. Ainsi, le 28 avril 2011, Medvedev, recevant une délégation du principal parti des héritiers de la bureaucratie, affirme

« *qu'il n'est possible de relever l'âge de la retraite en Russie qu'en cas d'augmentation de l'espérance de vie et de large*

consensus au sein de la société (...). Sinon, nous risquons l'explosion sociale, ce qui est très dangereux dans notre pays. »

Même scénario concernant la énième « réforme » du Code du travail (celui-ci ayant déjà été largement amputé de toute une série d'avantages en 1992 et 2001), exigée par l'oligarque multimilliardaire Prokhorov, à qui les ouvriers ont donné le sobriquet de « Michel de Courchevel » depuis sa mise en examen pour proxénétisme dans la très huppée station de ski des Alpes. Comme l'écrivent des militants russes dans *Rabochie Izvestiya* (n° 17, mai 2011) :

« *L'année dernière, l'un des plus grands oligarques de Russie, M. Prokhorov, au nom de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs (RSPP), a avancé l'idée qu'il était nécessaire de réformer le Code du travail en vigueur. Du point de vue de Prokhorov et de ses frères de classe, le Code du travail est jusqu'à maintenant “trop soviétique” (...).*

Prokhorov propose notamment d'allonger au maximum la semaine de travail pour passer de 40 heures actuellement à 60 heures, de légaliser le travail précaire, d'élargir le champ d'application des contrats à durée déterminée (...). L'initiative de la RSPP a été soutenue par l'institut du développement contemporain INSOR, connu comme l'état-major des économistes libéraux et le think tank du président Medvedev (...), la RSPP a organisé le 19 avril 2011 une conférence intitulée : “La productivité du travail et la qualité de la main-d'œuvre : les tâches du développement de la période post-crise”, conférence à laquelle était invitée, entre autres, les responsables des principales confédérations syndicales du pays, tant la confédération officielle que les confédérations indépendantes. De toute évidence, la conférence avait comme objectif d'être présentée à l'opinion publique comme le triomphe du “partenariat social” et du “dialogue social constructif” entre les cannibales et leurs futures victimes. C'est l'honneur des syndicats indépendants de ne pas avoir répondu aux invitations mielleuses des cannibales. (...) Mais les capitalistes n'ont même pas réussi à trouver de langage commun avec l'inoffensive et décomposée FNPR (15) lors de cette confé-

(15) FNPR : Fédération des syndicats indépendants de Russie, héritière des anciens syndicats « officiels » de l'époque de l'URSS, dont la plupart des dirigeants corrompus siègent à la Douma dans les groupes des partis du Kremlin, à l'image d'Andreï Issaev, vice-président de la commission des affaires sociales de la Douma, qui avait qualifié la grève d'Avtovoz du 1^{er} août 2007 de « *complot trotskyste* ».

rence. Dans son discours, le principal dirigeant de la FNPR, Chmakov, a fait preuve d'un radicalisme étonnant (...). La déclaration de Chmakov a provoqué une tempête de mécontentements dans les rangs des exploités qui l'ont immédiatement sifflé et accusé d'« être en chaleur ». Après ces déclarations, la délégation de la FNPR, furieuse, a quitté la salle. »

Là encore, pour la FNPR qui prend ses ordres au Kremlin, il faut tenter de différer « l'explosion sociale » que pourraient bien provoquer les exigences de « Michel de Courchevel ». D'un côté, les exigences de plus en plus pressantes de l'impérialisme en décomposition, de l'autre, la résistance de la classe ouvrière : rien d'autre ne peut expliquer les attermoissements, les retournements de situation et, y compris, les conflits bien réels qui apparaissent entre telle et telle fraction (16).

Vingt ans après la destruction de l'URSS, malgré les coups les plus brutaux qui ont été portés contre le prolétariat international et contre les peuples de l'ex-URSS, il n'en reste pas moins qu'en ex-URSS comme ailleurs, subsistent toutes les ressources pour la révolution prolétarienne. Oui, comme l'écrit ce métallo dans *Rabotchie Izvestiya* :

« Prolétaire... Lutte des classes... Tout cela réapparaît lentement, mais sûrement dans la réalité quotidienne de la Russie. Existe-t-il un mouvement ouvrier en Russie ? Même certains socialistes en doutent (17), mais il est incontestablement en train de naître. »

À QUELS PROBLÈMES LE MOUVEMENT OUVRIER EST-IL CONFRONTÉ ?

A quels problèmes le mouvement ouvrier est-il confronté en Russie ? A la tribune de la conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation (Alger, novembre 2010), un jeune militant syndical de la métallurgie posait ainsi la question :

« Après l'arrivée des multinationales, notre ville a connu la dépression et a été frappée par le chômage. Il n'y a plus maintenant de travail pour tous. S'il y avait en Russie de fortes organisations ouvrières, on aurait pu éviter cela tout comme le démantèlement de l'URSS.

Pourquoi le mouvement ouvrier en Russie est-il faible, c'est ce que je vais essayer d'expliquer. La Russie, bien qu'elle soit considérée comme le premier pays au monde où il y a eu une révolution socialiste, n'a pas de tradition du mouvement ouvrier. J'en vois la raison en ce que les ouvriers d'avant-garde qui ont fait les révolutions de 1905 et 1917 n'ont pas survécu physiquement jusqu'à la période de l'industrialisation et n'ont pas transmis leurs traditions aux nouveaux ouvriers soviétiques, parce qu'une partie a péri pendant la guerre civile et une autre pendant la répression des années 1930.

Dans l'ensemble, au XX^e siècle, pendant toute la durée de l'URSS, on a constamment construit des usines, une industrie s'est édifiée et la classe ouvrière s'est formée.

L'histoire nous apprend que, si dans les années 1920, le Parti bolchevique en URSS encourageait les grèves, particulièrement dans le secteur privé, dans les années 1930, la direction des syndicats a été remplacée par des gens plus loyaux au système (...). Il n'était pas rare que pour une grève la sanction soit la prison. On ne peut pas dire que les grèves aient toutes été sauvagement réprimées. Le plus souvent, on tentait de les étouffer au niveau local pour qu'elles ne dépassent pas les murs de l'usine. Ce rappel historique nous permet de comprendre, chers amis, les raisons de la faiblesse du mouvement ouvrier russe aujourd'hui.

(16) Notons en particulier dans la dernière période l'abstention des représentants russes (et de leurs homologues chinois) au Conseil de sécurité de l'ONU lors du vote de la résolution 1973 ouvrant la voie à l'agression impérialiste contre la Libye. Une agression immédiatement qualifiée par Poutine de retour « aux croisades du Moyen-Age » devant plusieurs centaines d'ouvriers de l'industrie d'armement à Ijevsk (Oural). Le soir même, à la télévision d'Etat, Medvedev condamne à demi-mot ces déclarations. Seulement un « jeu », comme le prétendent des « experts en kremlinologie » ? Ou bien l'instabilité chronique d'une caste mafieuse qui doit en permanence jongler entre sa soumission à l'impérialisme et sa crainte de la révolution ?

(17) Ce camarade fait peut-être allusion aux auteurs de la déclaration intitulée « Vers la construction d'une organisation de gauche anticapitaliste », qui proclament : « La crise économique, qui a commencé en août 2008, n'a pas répondu aux attentes de nombreux militants de gauche en Russie. Ni explosion sociale ni augmentation sensible du niveau de conscience des travailleurs en Russie ne se sont produites. » Malheureux travailleurs russes, incapables de se hisser au niveau de conscience qu'exigent d'eux nos « anticapitalistes » ! Comme toujours, pour ces groupes qui méprisent la classe ouvrière, la crise de l'humanité, ce n'est pas la « crise de la direction révolutionnaire », mais la « faute aux travailleurs » qui ne se battent pas assez.

La vague suivante de grèves a commencé à la fin des années 1980. C'est alors qu'a eu lieu à Avtovoz la première grève importante. Cette vague a donné naissance à de nouveaux syndicats qui existent encore aujourd'hui. »

C'est un fait indiscutable qui est soulevé par ce camarade : les rapports sociaux instaurés par la révolution d'octobre 1917 (et préservés jusqu'en 1991, malgré la politique de la bureaucratie) ont permis la constitution d'une classe ouvrière de plusieurs dizaines de millions de travailleurs. Et, en même temps, le renoncement de la bureaucratie naissante à la révolution mondiale (« socialisme dans un seul pays »), sa soumission à l'ordre mondial impérialiste, l'ont conduit à devoir détruire physiquement les organisations ouvrières, à commencer par le Parti bolchevique lui-même. La bureaucratie devait rompre avec octobre 1917, elle le fit par l'extermination de dizaines de milliers de cadres et de dirigeants, parmi lesquels l'extermination physique des bolcheviks-léninistes d'URSS, la plus forte section de la IV^e Internationale jusqu'à la fin des années 1930. Détruisant les organisations ouvrières en URSS, transformant l'Internationale communiste en agence diplomatique de défense de ses privilèges (jusqu'à sa dissolution par Staline en 1943, afin de donner des gages contre-révolutionnaires aux « alliés » impérialistes, Churchill et Roosevelt), la bureaucratie isolait la classe ouvrière soviétique du mouvement ouvrier mondial.

La question soulevée par ce camarade est un problème majeur. N'est-ce pas l'absence d'organisations ouvrières (politiques et syndicales) indépendantes qui a permis, à l'été 1990, à la fraction Eltsine de la bureaucratie de prendre le contrôle, de dévoyer et finalement annihiler le puissant mouvement de grève de centaines de milliers de mineurs qui posaient, concrètement, la perspective du renversement de la bureaucratie, pour sauver l'URSS et ses conquêtes ?

**“IL N'EXISTE PAS DE PARTI
POLITIQUE QUI REPRÉSENTE
LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS”**

Indiquant ce que sont les problèmes du mouvement ouvrier en Russie aujourd'hui,

le camarade relevait qu'« *il n'existe pas de parti politique qui représente les intérêts des travailleurs.* » Et il mentionnait l'obstacle que constituent les ex-syndicats officiels « *au service des patrons, qui (...) vivent de la gestion de l'immense patrimoine immobilier qu'ils ont reçu en héritage de l'Etat soviétique.* ».

Il est indiscutable qu'il n'y a, en Russie, « *pas de parti politique qui représente les intérêts des travailleurs.* ». En allant plus loin, nous pourrions dire que tous les « partis politiques » existant aujourd'hui en Russie n'ont rien à voir, de près ou de loin, ni avec des partis politiques « bourgeois », « ouvriers » ou « ouvriers-bourgeois », pour reprendre les caractérisations traditionnelles du marxisme. En signant l'arrêt de mort de l'URSS en 1991, la bureaucratie, caste parasitant l'Etat ouvrier dégénéré, a explosé comme caste structurée à l'échelle de l'URSS, collectivement solidaire de ses propres intérêts de caste, et représentée par son parti unique, le PCUS (18).

Elle s'est elle-même fractionnée, d'abord entre les différents Etats issus de l'éclatement de l'URSS. Puis, à l'intérieur même de chaque Etat, en autant de groupes qu'il y a d'intérêts particuliers à défendre, tout en cherchant, bon an, mal an, à défendre ses intérêts communs face aux risques « d'explosion sociale ». Les « partis » politiques existant aujourd'hui ne sont donc rien d'autre que les vitrines des différentes fractions de la couche sociale mafieuse issue de l'éclatement de la bureaucratie. En

(18) La bureaucratie a toujours été traversée par différentes fractions et sensibilités, y compris à l'époque de Staline, mais elle maintenait jusqu'en 1991 son unité de caste. Ce que Trotsky, dans le programme de la IV^e Internationale, décrit : « *Au sein de la bureaucratie, il y a toutes les nuances de la pensée politique (...). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Les éléments fascistes, et en général contre-révolutionnaires, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de compradores pensent, non sans raison, que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions privilégiées qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur, au nom de l'assimilation de la "civilisation occidentale", c'est-à-dire du capitalisme. Entre ces deux pôles, se répartissent des tendances intermédiaires et floues, de caractère menchevique, socialistes-révolutionnaire ou libéral, qui gravitent vers la démocratie bourgeoise.* »

Russie, ce spectre va du Parti communiste de la Fédération de Russie, qui se réclame ouvertement de la foi orthodoxe, du chauvinisme grand-russe (en quoi il n'a d'ailleurs pas le monopole) et de la nostalgie des temps anciens, jusqu'aux partis qui soutiennent le Kremlin (Russie unie, Russie juste, etc.). Hétéroclite, mais également composée d'anciens nomenklaturistes, « l'opposition libérale » représente, elle, les intérêts directs de l'impérialisme américain (19) : quand elle critique durement le régime (qui n'hésite pas à la réprimer en retour), c'est pour lui reprocher de ne pas suffisamment mettre en œuvre les privatisations et « l'ouverture au marché ».

EX-SYNDICATS OFFICIELS ET SYNDICATS INDÉPENDANTS

Du point de vue du mouvement syndical, les anciens syndicats officiels « verticaux » hérités du stalinisme sont un obstacle majeur à l'existence d'organisations syndicales indépendantes. Celles-ci se constituent, souvent de façon clandestine, entreprise par entreprise, et font face à une répression féroce, dont le cas de Valentin Ourousov est emblématique (20). Mais la lutte des classes se fraie une voie, qui n'est, suivant l'adage de Lénine, « *pas droite comme la perspective Nevsky* ». Y compris en utilisant les maigres points d'appui de l'intérieur même des syndicats « officiels ». C'est une des leçons qu'il faut tirer de la grève puissante de dizaines de milliers d'ouvriers du pétrole dans l'ouest du Kazakhstan. La plus grande république d'Asie centrale, riche en minerais divers, terre de toutes les déportations pendant la période stalinienne, est dirigée par Noursoultan Nazarbaïev, ancien secrétaire du PC du Kazakhstan, devenu président « démocrate » après 1991. Une correspondance reçue du Kazakhstan raconte comment le conflit a éclaté :

« En février 2011, sur le site pétrolier de Karajanbas, le responsable du syndicat ex-officiel, Kossarkhanov, avait signé un protocole d'accord où il renonçait, au nom des ouvriers, à toute une série de revendications. Malgré les nervis recrutés pour faire la chasse aux militants syndicaux en désaccord avec cela, les ouvriers ont tenté de le démettre de ses fonctions. Une as-

semblée générale unanime vote sa démission, exigée par un texte signé par 2 000 syndiqués (plus des deux tiers). Ces tentatives n'aboutissent pas à le chasser, mais elles favorisent l'éclatement de la grève. Plusieurs centaines de travailleurs entament d'abord une grève de la faim, puis, le 17 mai, 2 000 travailleurs se mettent en grève. Le 26, ils sont rejoints par les employés d'Ozenmunaigaz : il y a 4 500 grévistes à Karajanbas et 8 000 à Janaouzen. Cette grève est déclarée illégale, tous les grévistes sont menacés de licenciement, 7 sont licenciés. La juriste du syndicat, Natalia Sokolova, est arrêtée le 24 mai et mise en garde à vue au nom de l'article 164 du Code pénal qui punit "l'incitation à la discorde sociale". »

Les travailleurs se saisissent donc de ce dont ils disposent, et il n'est pas rare que des syndicats indépendants soient constitués à partir de conflits à l'intérieur même des comités syndicaux « officiels », à partir des revendications les plus vitales. C'est pourquoi le gouvernement comprend parfaitement que la répression et le contrôle des ex-syndicats officiels ne suffisent plus. C'est certainement ce qui explique que, pour la première fois, le président de la Fédération de Russie a adressé un message officiel au congrès extraordinaire de la Confédération du travail de Russie (21) fin mai 2011, l'invitant à un « *dialogue social constructif* ». En ex-URSS, comme à l'échelle mondiale, les forces se disposent en vue du choc qui s'approche.

Pour la IV^e Internationale,

« plus encore aujourd'hui que par le passé, on ne saurait répondre à la situa-

(19) Il n'y a que la petite bourgeoisie moscovite « d'extrême gauche », liée au Secrétariat unifié pabliste, pour voir dans cette prétendue opposition libérale un partenaire potentiel et ponctuel, lorsque, écrivent les dirigeants du Mouvement socialiste russe (RSD), « *les intérêts des travailleurs coïncident avec ceux de l'opposition libérale* », en particulier sur la question des « droits démocratiques ». On sait ce que la « démocratie » signifie dans la bouche des représentants appointés du FMI et de l'OTAN. La classe ouvrière se tirerait une balle dans le pied en s'alliant, même « ponctuellement », à ces brigands.

(20) En 2008, ouvrier de la compagnie d'extraction de diamants Alrosa, organisateur d'un syndicat indépendant de 1 000 membres, Ourousov est condamné dans un procès truqué à six ans de camp en Sibérie, en régime de droit commun. Une campagne pour la libération d'Ourousov a été engagée, dont l'Entente internationale est partie prenante depuis le début.

(21) Affiliée à la Confédération syndicale internationale (CSI), la Confédération du travail de Russie résulte de l'unification de nombreux syndicats indépendants de divers secteurs professionnels.

tion de la Russie (comme celle de l'humanité tout entière) que par le combat pour le socialisme, c'est-à-dire pour la socialisation des moyens de production et le passage du pouvoir politique entre les mains de la classe ouvrière et de l'ensemble des couches opprimées. Comment cette perspective s'incarne-t-elle aujourd'hui en ex-URSS ? » (« Notes » de 2004).

A cette question, nous répondions :

« Sur quoi la classe ouvrière peut-elle prendre appui pour reconstituer les conditions de son combat et se reconstituer comme classe ? D'abord et avant tout, répétons-le, sur le combat révolutionnaire international du prolétariat. La classe ouvrière de ces pays n'est qu'une composante de la classe ouvrière internationale (...). Dans cet ensemble, la classe ouvrière dans les pays de l'ex-URSS peut prendre appui, d'abord et avant tout, sur le fait

qu'elle existe comme classe. (...) La survie du prolétariat comme classe en ex-URSS, comme dans le monde entier, met à l'ordre du jour la capacité à se saisir de la défense de toutes les conquêtes, de tous les segments. Ce qui, dans les pays de l'ex-URSS, passe nécessairement par le combat politique pour balayer (dans ses différentes composantes rivales) la puissante couche parasitaire ex-nomenklaturiste qui livre le pays (et le prolétariat et la paysannerie) à la destruction impérialiste étrangère. »

Telles sont les perspectives sur lesquelles la IV^e Internationale propose aux militants ouvriers de l'ex-URSS de poursuivre le dialogue engagé.

**Dominique Ferré,
juillet 2011**

Charte du Conseil national de la Résistance, conquêtes ouvrières et démocratie

Libération et révolution

Qu'était le Conseil national de la Résistance et que contenait son programme de mars 1944 ?

Par François FORGUE

On entend aujourd'hui fréquemment évoquer le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) élaboré en mars 1944, quelques mois avant le débarquement des forces alliées.

Pour certains, ce programme aurait défini les objectifs des masses ouvrières et populaires à la Libération et résumerait les conquêtes qu'elles avaient alors arrachées.

Il est indispensable, pour les besoins de l'action politique présente d'en revenir aux faits. Les conquêtes sociales de l'immédiat après-guerre ont été acquises de haute lutte et non par des décisions venant d'en haut — en l'occurrence du gouvernement provisoire du général de Gaulle. Les limites de ces conquêtes — le fait qu'elles aient pu rapidement être remises en question — tient au fait que, dans des conditions particulières (sur lesquelles cet article reviendra), le pouvoir politique de la bourgeoisie a été préservé, assurant le maintien du système d'exploitation capitaliste. La forme dans laquelle la restauration de l'Etat bourgeois a été réalisée, c'est précisément l'établissement de la IV^e République.

Les conquêtes ouvrières de l'immédiat après-guerre étaient-elles contenues à l'avance dans le programme du CNR ? Pour répondre à cette question, il faut rappeler d'abord ce qu'était le CNR, puis, examiner ce programme de mars 1944.

Le Conseil national de la Résistance, constitué en 1943, sous la houlette du géné-

ral de Gaulle, comprenait des représentants des différents mouvements de résistance, des représentants des organisations syndicales et des partis politiques, alors illégaux, s'opposant au régime de Vichy.

En mars 1944, le CNR se dote donc d'une charte intitulée : « *Programme du Conseil national de la Résistance* ». Cette charte contient deux parties : la première, définie comme un plan d'action immédiate, appelle à l'action pour la libération du territoire :

« Les représentants des organisations de résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR expriment leur angoisse devant la destruction physique de la nation que l'opresseur hitlérien poursuit avec l'aide des hommes de Vichy (...). Ils proclament leur volonté de délivrer la patrie en collaborant étroitement aux opérations militaires que l'armée française et les armées alliées entreprendront sur le continent. »

Toutes les consignes de mobilisation ensuite formulées se situent dans ce cadre, et donc partent d'une conception hiérarchisée de la lutte, subordonnée aux opérations militaires sous la conduite des Alliés, d'une pyramide dont le sommet est le général de Gaulle. Si « *les responsables des organisations déjà existantes* » sont appelés à « *former des comités de ville, de village et d'entreprise* », ceux-ci sont placés sous la direction de comités départementaux de la

Libération, nommés d'en haut et qui « *leur transmettront comme directives la plateforme d'action et la ligne politique déterminée par le CNR* ». Il s'agit explique-t-on, « *de faire participer de façon effective tous les Français à la lutte contre l'ennemi et contre ses agents de Vichy* ». Bien évidemment, la classe ouvrière a un rôle particulier dans cette mobilisation, mais il est évoqué de la manière suivante : le CNR constate « *la multiplication des grèves, l'ampleur des arrêts de travail, le 11 novembre (1943) qui, dans beaucoup de cas, ont été réalisés dans l'union des patrons et des ouvriers* ». Les rédacteurs du programme du CNR auraient eu, sans aucun doute, beaucoup de mal à citer les cas où les « patrons » avaient appelé à la grève.

Il est écrit dans le paragraphe final de cette première partie :

« *Ainsi, dans le combat, se forgera une France plus pure et plus forte, capable d'entreprendre au lendemain de la Libération la plus grande œuvre de reconstruction et de rénovation de la patrie.* »

Sur la base bien entendu, de l'unité entre patrons et ouvriers, donc, dans le cadre de la sauvegarde du régime d'exploitation capitaliste.

La seconde partie s'intitule : « *Mesures à appliquer dès la libération du territoire.* » De cette seconde partie, Jacques Fauvet — qui fut l'un des directeurs du *Monde* — dit, dans son *Histoire de la IV^e République*, que ce texte est d'une « *rare pauvreté idéologique* ». Ajoutons que cette « *pauvreté* » est délibérée.

Le texte commence ainsi :

« *Les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération, afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation.* »

Comme on le voit, le peuple libéré ne se prononcera pas, ni sur la composition de ce gouvernement provisoire ni sur celui qui en sera le leader, puisque cela est déjà établi d'avance.

Ce qui frappe d'ailleurs, dans ce texte, c'est l'absence de toute référence — si académique qu'elle soit — à la Révolution française de 1789 et à ses « grands prin-

cipes », pourtant si libéralement invoqués par les politiciens de tous bords quand cela ne tire pas — qui pourtant correspondait à la situation — au droit à l'insurrection, à la souveraineté du peuple. Cela s'explique par le fait que, dans la France de 1944, se référer à une révolution — fût-elle vieille d'un siècle et demi et située dans une époque où sa direction ne pouvait venir que de la classe depuis établie au pouvoir, la bourgeoisie —, c'était parler de corde dans la maison d'un pendu. La menace de la révolution, c'est-à-dire d'une transformation politique et sociale radicale imposée par l'action des masses laborieuses, était effectivement à l'ordre du jour.

Dans ces conditions, toutes les forces qui tendaient à la restauration d'un Etat bourgeois s'agrégeaient autour du seul « sauveur suprême » disponible à ce moment, le général de Gaulle, et redoutaient tout ce qui pouvait conduire à une mobilisation de caractère révolutionnaire.

Ainsi, si le programme assure que l'objectif est « *l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel* », il n'est nulle part précisé à quels domaines s'appliquera le suffrage universel.

Plus précisément, il n'est jamais fait allusion à la souveraineté populaire ni au fait que c'est le peuple français qui devra décider de ses institutions. Il n'y a pas la moindre référence, même sous la forme juridique procédant de la démocratie bourgeoise, à un « pouvoir constituant ».

Jacques Fauvet, dans l'ouvrage déjà cité, assure que « *si la Résistance n'a pas été une révolution politique, elle a été et voulu être une révolution économique.* » Il se réfère, pour fonder cette affirmation, au fait que le programme appelle à ce que, sur le plan économique, soit instaurée « *une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie.* »

Ce genre d'affirmation générale peut se retrouver un peu partout. On peut évoquer les déclarations du Front populaire sur la nécessité de mettre à la raison « *les puissances d'argent* », mais on trouve des propos de la même veine aussi bien dans les discours du général de Gaulle avant la

Libération que dans certaines proclamations du régime de Vichy. Certes, on dira que, dans la période de 1944 à 1946, le régime issu de la Libération procédera à toute une série de nationalisations. Mais celles-ci correspondent au fait que, dans la situation créée par la guerre et l'Occupation, l'impérialisme français ne peut rétablir ses bases économiques qu'avec une intervention directe de l'Etat. Ces nationalisations ne constituent donc pas le moins du monde une « révolution économique », comme le prétend Jacques Fauvet, mais un moyen, incontournable alors d'assurer le fonctionnement de l'économie capitaliste. Dans les conditions où se sont opérées ces nationalisations, elles s'accompagnent de statuts, de garanties pour les travailleurs que naturellement les capitalistes chercheront à détruire dès que se posera la question de la « reprivatization » de ces entreprises ou de ces branches d'industrie. C'est pourquoi la lutte contre toute privatisation des entreprises nationalisées correspond aux intérêts de la classe ouvrière, mais cela ne donne pas rétrospectivement un caractère « révolutionnaire » ou « socialiste » à ces nationalisations.

L'appui à cette charte, donné notamment par les représentants des organisations syndicales, ne pouvait se faire sans qu'y soit intégré un certain nombre de formules réfractant les exigences les plus brûlantes des travailleurs qui étaient appelés à se mobiliser « pour la Libération » et pour qui cette Libération devait déboucher sur une profonde transformation sociale et politique.

C'est ainsi que le programme du CNR déclare qu'est nécessaire « un plan complet de Sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat », ainsi qu'une « retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ».

Est-ce que cela signifie que le système de Sécurité sociale tel qu'il a été établi en 1945 est déjà contenu dans ce paragraphe ?

Constatons que ce que comporte le programme du CNR en reste sur ce point à une énumération d'intentions pouvant paraître généreuses, mais qui ne sont accompagnées

d'aucune indication quant à la manière dont elles pourraient être financées et quant à ce qui peut qualifier « la dignité ».

En fait, un projet de système de Sécurité sociale, qui touchait à la question du financement — salaire différé —, avait été préparé en 1943 par un responsable de la CGT appartenant au courant réformiste, Buisson (la CGT étant alors unifiée), qui, à ce titre, siégeait à l'Assemblée consultative. Son projet fut enterré sans autre forme de procès. Dans une étude de Denis Foliass, paru dans *La Vérité* (n^{os} 574 et 576), et intitulée : « *Le droit à la santé, la Sécurité sociale : des conquêtes sociales révolutionnaires* », il est expliqué comment les ordonnances d'octobre 1945, instituant la Sécurité sociale, procédaient d'une « vaste bataille de classes » ; comment d'emblée, la bourgeoisie a résisté pour écarter le « risque chômage » du régime général ; comment ces ordonnances sont presque immédiatement remises en question.

Tournons-nous vers le problème majeur de l'Education. A ce sujet, le programme réclame « la possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée quelle que soit la situation de fortune de leurs parents ». Très bien. Mais constatons que le texte ne comporte aucune référence à la laïcité ni même à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, alors que le régime de Vichy s'était notamment manifesté par un retour en force de la réaction cléricale et de l'intrusion de l'Eglise dans le domaine de l'éducation.

Pour ce qui est des peuples emprisonnés dans ce qui s'appelait encore l'empire français, le programme du CNR se limite à soutenir « une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales ». Comme on le sait, l'« extension » de ces droits se manifestera, dès mai 1945, par le massacre de Sétif...

Le programme du CNR se conclut par un appel à « l'union de tous les Français rassemblés autour du CFLN et de son président, le général de Gaulle ».

La boucle est bouclée. L'introduction comme la conclusion soulignent l'union autour d'un seul chef : le général de Gaulle.

Dans *Quelques enseignements de notre histoire*, Pierre Lambert revient sur l'activité des militants trotskystes regroupés

dans le Parti communiste internationaliste à la Libération. Pierre Lambert souligne leur manque « *d'homogénéité politique* » et revient avec mesure et précision sur les difficultés rencontrées et les erreurs commises. Il conclut :

« *Néanmoins, au travers de difficultés politiques, en dépit des erreurs et des contradictions, la démarche militante tend à recouper les véritables problèmes posés à la lutte de classe du prolétariat.*

Faut-il ou non accepter le contrôle du CNR ? La réponse, adoptée après une âpre discussion sera non. Le CNR, présidé par Bidault, rassemble toutes les organisations de la Résistance, de l'extrême droite bourgeoise, qui a rompu avec Pétain-Weygand, jusqu'au PCF, en passant par le parti failli des radicaux socialistes, la SFIO, la CGT, qui vient de se réunifier, la CFTC, etc. Le CNR, c'est déjà, dans la France encore occupée, face à l'Etat français de Pétain, en complète liquéfaction, le noyau dirigeant de la reconstruction de l'Etat bourgeois, tâche à laquelle les dirigeants des organisations traditionnelles, SFOI-PCF-CGT vont s'atteler de concert avec de Gaulle pour liquider la montée révolutionnaire née des souffrances de la Seconde Guerre mondiale (1). »

Georges Bidault, responsable du CNR, sera l'un des fondateurs du Mouvement républicain populaire (MRP), le parti « démocrate-chrétien » soutenu par la hiérarchie ecclésiastique, vers qui l'essentiel des forces politiques de la bourgeoisie se tournera en 1945. Il serait facile de rappeler que ce « grand démocrate » a fini sa carrière politique comme dirigeant de l'OAS. On pourrait dire que ses positions en 1944 ne préfiguraient pas nécessairement celles de 1960. Toutefois, c'est en 1944 que Georges Bidault confiait à un autre responsable gaulliste, Roger Stéphane :

« *S'il y avait eu à nouveau la Commune de Paris, nous aurions tous été versaillais (2). »*

LIBÉRATION ET RÉVOLUTION

Un officier de l'armée d'Afrique — celle commandée par de Lattre de Tassigny, qui avait débarqué dans le midi de la France en septembre 1944, et qui constituait, avec la « division Leclerc » les forces régulières placées sous l'autorité du général de Gaulle

et intégrées aux forces anglo-américaines —, écrit dans ses Mémoires : « *Nous sommes tombés en pleine révolution (3).* »

Était-ce une surprise ?

La Vérité, publiée clandestinement par l'organisation trotskyste, écrivait dans son numéro de décembre 1943 :

« *Les bourgeois savent qu'on va au-devant de gigantesques mouvements prolétariens (...). Ces messieurs savent que lorsque s'effondrera l'appareil allemand, des centaines de milliers d'ouvriers se comporteront comme s'ils étaient au POI (4), ils forceront la porte des prisons et des camps de concentration, exigeront le retour des conquêtes sociales de 1936, formeront des conseils d'usines, contrôleront les livres de comptes, exproprieront. Agissant ainsi, ils feront nécessairement sauter les cadres de l'Etat bourgeois et, sans en avoir toujours nettement conscience, ils commenceront la révolution sociale. »*

La Vérité clandestine, dans son numéro du 1^{er} juillet 1944 (trois semaines donc après le débarquement allié en Normandie), titrait : « *La bourgeoisie prépare la guerre civile* » et affirmait

« *Les travailleurs ne peuvent préparer leur libération et la défense de leurs revendications qu'en brisant impitoyablement les liens par lesquels on voudrait les attacher à la bourgeoisie. Coude à coude avec les travailleurs de toutes les nationalités, en bleu de travail ou en uniforme, la classe ouvrière formera ses propres milices ouvrières qui s'opposeront aux bandes armées de la bourgeoisie. »*

En effet, ce ne sont pas les troupes d'occupation seules qui déchaîneront la répression au printemps et à l'été 1944. Entre gendarmes, polices diverses et miliciens, les forces de répression françaises rassemblent

(1) *Quelques enseignements de notre histoire* (Selio). On se réfère à plusieurs reprises dans cet article à cette brochure, dont Pierre Lambert était le principal rédacteur. C'est parce qu'en plus d'une réflexion sur l'expérience du combat pour la construction du parti révolutionnaire, cette brochure contient une série d'éléments sur la période traitée dans cet article venant d'un responsable ouvrier et révolutionnaire qui en a été un participant direct.

(2) Georgette Elgey, *La République des Illusions*, Fayard.

(3) Général Beaufre, *Mémoires* (cité par Grégoire Madjarian, *Conflits, pouvoir et société à la Libération*, 10-18).

(4) POI : Parti ouvrier internationaliste, l'une des organisations trotskystes qui, par leur unification, allaient donner naissance, en 1944, au Parti communiste internationaliste.

plus de cent mille hommes, qui joueront un rôle central dans la lutte contre les travailleurs, dans les opérations visant à liquider les « maquis », alors que le gros de l'armée allemande sera essentiellement utilisé à retarder l'offensive anglo-américaine.

La Vérité, datée du 10 juin 1944, titre : « *La libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » L'éditorial explique :

« Parlons-nous bien de la même libération, Eisenhower et nous ? Les travailleurs ont absolument raison de se méfier. Maintenant, c'est sur nous-mêmes que nous devons compter pour nous protéger de la mort et de la faim, pour sauver les emprisonnés, pour nous défendre contre les fascistes et les bandes réactionnaires. »

Alors que les armées allemandes battent en retraite, c'est un véritable soulèvement populaire qui déferle sur tout le pays, même s'il est diversifié et fragmenté. Durant le printemps et l'été 1944, les « maquis », qui se sont déjà grossis de milliers de travailleurs échappant au Service du travail obligatoire (STO), connaissent un afflux massif, notamment de jeunes. Dans bien des secteurs, ils passent à l'offensive, souvent indépendamment des opérations militaires menées par les forces alliées.

C'est bien une révolution qui commence, si l'on entend par révolution l'éviction de ceux qui détiennent le pouvoir et leur remplacement par des représentants issus de l'insurrection déclenchée contre ce pouvoir. Ce pouvoir était la seule forme concrète sous laquelle existait l'Etat bourgeois : ce sont des forces politiques qui, avant tout, rassemblent des ouvriers, des paysans, des jeunes qui tendent à s'y substituer.

Au fur et à mesure que le « protecteur » allemand se retire, les autorités de Vichy s'évanouissent ou sont chassées.

A l'échelon local, les « comités de libération » — qui sont l'instance de base du Comité national de la Résistance et qui sont donc composés des partis et organisations, dont les organisations syndicales affiliées au CNR — sont amenés à détenir le pouvoir. Ils se transforment souvent en conseils municipaux provisoires se substituant aux municipalités nommées par Vichy. Ils exercent les fonctions de police, de neutralisation des éléments fascistes et « collaborationnistes », assurent le ravitaillement,

procèdent, si nécessaire, à des réquisitions, à des distributions autoritaires de biens de première nécessité. A l'échelle locale, ils sont le pouvoir effectif. Au fur et à mesure que se rétablissent les communications, se pose au premier plan la question de la coordination de ces comités, de leur centralisation. Ils sont l'embryon d'un « pouvoir national » distinct et, dans sa dynamique, contradictoire avec l'appareil d'Etat bourgeois que De Gaulle s'efforce immédiatement de reconstruire. A cette apparition embryonnaire d'un « double pouvoir » dans les localités, se combinent les tendances à la prise en main des entreprises par les travailleurs. Souvent, des entreprises se trouvent privées de direction. Elles étaient sous régie allemande ou bien les patrons français, trop compromis dans la collaboration, prennent la fuite. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui remettent en marche la production. Le gouvernement provisoire s'oppose d'emblée à ce mouvement rappelant le 29 septembre 1944 que « *le gouvernement a décidé de rappeler qu'aucune autorité ou organisme n'a qualité pour modifier en dehors des prescriptions de la loi les fondements du régime des entreprises* ». C'est entre le départ des troupes allemandes et l'arrivée des Alliés, entre le 17 et le 24 août, que quelques-unes parmi les usines les plus importantes de la métallurgie parisienne sont occupées par les ouvriers, à l'initiative des militants du Parti communiste internationaliste (PCI, section française de la IV^e Internationale). Les travailleurs, réunis en assemblée, élisent démocratiquement un comité d'usine qui organise la cantine, veille à l'entretien de l'usine, procède à la paie. Le mouvement s'étend à des dizaines d'entreprises de la région parisienne et, sous des formes diverses, touchera des usines et des entreprises dans tout le pays.

Dans la brochure déjà citée, le camarade Pierre Lambert écrit à ce sujet :

« Si les trotskystes ont été à l'initiative de comités ouvriers élus, c'est uniquement en raison du fait que, sur les décombres de l'Etat bourgeois, dans sa forme vichyste, se développait la nécessité de lui substituer l'Etat ouvrier, l'Etat des comités élus, la République des conseils (...). Dans les entreprises, là où le mouvement n'a pu déboucher sur des comités ouvriers, les commissions à la production rassemblent, à l'initiative des syndicats, les délégués

élus des travailleurs, des techniciens et des cadres, dressant le contrôle ouvrier face à un patronat qui sent poindre l'expropriation comme l'exigence des masses. »

Cette tendance à la constitution de comités ouvriers n'est pas contradictoire, mais se combine avec un développement vertigineux des organisations syndicales. L'appareil stalinien utilisera la confiance dont il jouit auprès de la masse des travailleurs pour barrer la route à l'extension de ce réseau de comités, à sa centralisation et finalement aboutira à leur liquidation.

Cette volonté de rétablir l'Etat bourgeois, ou, pour être plus précis, de maintenir sa continuité, s'affirme par le haut et commence à Paris. On sait qu'une fois déclenchée l'insurrection parisienne, la division Leclerc, qui est intégrée aux forces anglo-américaines progressant depuis la Normandie, est détachée pour foncer sur Paris.

« *Il s'agit d'empêcher* », écrit le général de Gaulle dans ses *Mémoires*, « *qu'à la faveur du bouleversement, la capitale devînt la proie de l'anarchie* ». Dès son arrivée à Paris, le 25 août 1944, le général de Gaulle fait de l'inspection de la police parisienne l'un de ses premiers actes officiels. Il agit ainsi car, dit-il, à Paris « *rien n'y manque, excepté l'Etat* », et l'Etat, ce sont d'abord les forces de répression. Reste à associer à la matraque le goupillon. C'est par un *Te Deum* à Notre-Dame que s'achève le défilé sur les Champs-Élysées (5).

DEUX POUVOIRS CONTRADICTOIRES

La politique que pratique de Gaulle, c'est celle qu'il a annoncée lorsque son gouvernement provisoire était encore à Alger. Devant l'Assemblée consultative — nommée par lui et comprenant des représentants des différents partis, dont le Parti communiste —, il affirmait le 25 juillet 1944 :

« L'établissement de l'autorité publique, du haut en bas de l'Etat, est d'autant plus urgent que nous allons nous trouver devant des problèmes très grands et très compliqués en ce qui concerne la vie même de la nation (...). Notre pays va-t-il trouver à brefs délais la possibilité du

redressement national ? A condition qu'il soit gouverné, ce qui exclut tout pouvoir parallèle au mien. »

Dès l'arrivée de De Gaulle, le gouvernement provisoire s'arroge donc, au moins au niveau des proclamations, les pleins pouvoirs. En refusant, comme on le lui demande, de proclamer le rétablissement de la République, de Gaulle indique qu'elle n'a jamais été remise en cause et qu'il suffit donc (avec éventuellement les modifications nécessaires) de remettre en état de marche les institutions fondamentales telles qu'elles existaient avant juin 1940. Au-delà de l'aspect formel, c'est avant tout signifier que le peuple n'a pas à se prononcer sur les institutions fondamentales, c'est-à-dire à exercer sa souveraineté, lui permettant de remettre en cause l'Etat existant, exigence qui se matérialise dans les organismes nés de la Libération, comme au sein des usines. Or, comme le rappellera des années plus tard, dans *Itinéraires*, Pierre Lambert, « *sur le plan fondamental, la IV^e Internationale en France avait raison quand elle a expliqué que la crise à la fin de la guerre posait la question de l'Etat* ». Ce n'est pas seulement un autre gouvernement que le gouvernement provisoire que commencent à dessiner les organismes issus des luttes de la Libération, c'est la question d'un autre Etat — et donc de la destruction de l'Etat bourgeois — qu'ils posent.

Marquant sa volonté de ne pas accepter de pouvoir parallèle, de Gaulle décrète, dès le 28 août, trois jours après la libération de Paris, que

« les organismes supérieurs du commandement et des états-majors des forces de l'intérieur existant à Paris sont dissous à la date du 29 août. Leurs attributions sont exercées par le général gouverneur de Paris. Il en est de même pour les organismes de commandement et les états-majors des forces de l'intérieur existant dans les régions libérées dont les attributions seront exercées par les généraux commandant les régions militaires intéressées. »

Le style « communiqué militaire » est parfait mais la réalité est plus complexe.

(5) Normalement, c'est l'archevêque de Paris, le cardinal Suhard, qui aurait dû officier. Trop compromis par son appui ostentatoire au pouvoir nazi, il lui fut recommandé de s'abstenir. Toutefois, le général de Gaulle tint à s'adresser personnellement à lui pour lui faire part de sa volonté de réconciliation.

Pour l'heure, les troupes « régulières » sous l'autorité du gouvernement provisoire sont intégrées aux forces alliées et n'ont pas le loisir d'installer leur autorité dans chaque région. On oublie trop que, dans la période qui va de juin 1944 à la fin de l'année, de larges portions du territoire ont été libérées sans que les forces de la coalition aient eu à intervenir. Elles vivront dans une relative autonomie pendant plusieurs mois. Le régime qui se met en place n'a pu éviter que le « *grand danger* » que signalait Robert Aron dans son *Histoire de la Libération en France*, à savoir « *qu'un hiatus ne se produisit dans l'administration des territoires libérés : danger appréhendé également par Alger et Vichy* », ne se réalise au moins partiellement. Il ne pourra faire face à ce « *grand danger* » que parce que les directions des partis d'origine ouvrière — et d'abord, le PCF — lui apportent un appui sans faille. C'est au compte de cette politique de reconstruction de l'Etat bourgeois que l'appareil du PCF cherchera partout, par la violence et la calomnie, à isoler et à éliminer les militants trotskystes.

La forme que prennent alors les premiers éléments de double pouvoir est elle-même contradictoire. Le contenu de classe de ces organismes est masqué par la volonté des directions qui bénéficient alors de la confiance de l'écrasante majorité des travailleurs et qui les présentent comme l'expression d'une « *volonté patriotique* » se situant au-dessus des classes.

Dans une première phase, l'Etat bourgeois, dont la restauration est en cours, ne peut cependant empêcher leur émergence.

Ce n'est pas en opposition avec ce mouvement multiforme, varié et qui cherche à se centraliser, mais, au contraire, se combinant avec lui, que se pose à l'échelle de tout le pays la question du type de régime, des institutions qu'il faut établir.

En d'autres mots, alors que le régime de la bourgeoisie a fait faillite, la question de lui substituer un autre régime, se fondant sur les intérêts et les aspirations des masses travailleuses, se pose au premier plan. Un tel régime ne peut procéder que de l'exercice sans réserve de la souveraineté populaire de la démocratie. Le peuple travailleur veut décider, il doit décider. L'expression naturelle, élémentaire, de cette volonté démocratique qui entre en

contradiction avec les besoins du maintien de l'Etat bourgeois, c'est qu'à tous les niveaux, la majorité ouvrière et populaire désigne souverainement ses représentants, les contrôle et leur confie le pouvoir. La forme traditionnelle, forgée par l'histoire, sous laquelle cette question se pose immédiatement, c'est celle de l'Assemblée constituante souveraine.

Tout le processus de restauration de l'Etat bourgeois, rendu possible uniquement par la politique des directions, sera mené en cherchant à la fois à liquider tous les éléments existants de dualité de pouvoir et d'armement, tout en escamotant la question de la souveraineté populaire. Plus précisément, barrer la route aux expressions d'un nouveau pouvoir s'accompagnait d'un refus de la démocratie, y compris sous ses formes les plus élémentaires.

COMMENT LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS A SAUVÉ L'ÉTAT BOURGEOIS

Dans les années d'achèvement de la Seconde Guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre, le Parti communiste français occupe une place exceptionnelle. C'est d'abord vers lui que la classe ouvrière et, autour d'elle, les masses populaires se tournent pour organiser et orienter leur mouvement. Cela ne signifie pas que le PCF règne sans partage, qu'il soit en quelque sorte le « *parti unique* » de la classe ouvrière. Le vieux Parti socialiste, la SFIO, conserve des profondes racines dans la classe ouvrière et, à partir d'elle, s'impose comme le second grand parti.

Dans le mouvement syndical, qui connaît une croissance exceptionnelle et qui se retrouve dans une organisation unifiée, la CGT, les courants fondamentaux de l'histoire et de l'évolution du mouvement ouvrier en France demeurent.

C'est pourquoi, dans la période 1944-1947, la question de l'unité ouvrière — du front unique et de ses expressions jusqu'au niveau gouvernemental —, la question du gouvernement ouvrier et paysan et de sa formulation concrète, seront centrales.

Mais il demeure que, dans cette phase, à la fois de réorganisation et de nouveau

développement de l'action de la classe ouvrière, le PCF est le centre de gravité.

Ce sont les « cadres organisés » gagnés dans la période antérieure qui formeront l'armature du PCF dans la clandestinité, les militants qui tiennent un rôle prépondérant dans les formes d'organisation et de mobilisation surgies de la lutte contre l'occupant et le gouvernement de Vichy.

Ces facteurs ne jouent pleinement que parce que le PCF, aux yeux des masses qui se mettent en mouvement, leur paraît incarner la révolution d'Octobre et sa continuation : l'URSS et sa place dans la défaite du nazisme, présentée comme la victoire de Staline.

L'appareil dirigeant du PCF — et c'est lui qui détermine le rôle et la politique de ce parti, et non les espoirs et les illusions des militants — a été sélectionné à partir des années 1930 à partir de sa soumission, de sa fidélité à la caste bureaucratique qui a occupé le pouvoir en URSS.

C'est un parti stalinien, dans le sens le plus profond. Sa politique est dictée par les intérêts de cette bureaucratie et donc s'aligne sur les exigences de sa diplomatie, sur sa politique internationale y sacrifiant, en toute circonstance, les intérêts de la classe ouvrière et ses propres positions.

La forme précise que prend la politique de subordination de la bourgeoisie française à ce moment, c'est l'acceptation de se placer sous l'autorité du général De Gaulle, seul « capital politique » dont dispose alors la bourgeoisie française.

C'est cela qu'affirme l'intégration au CNR, et la participation au gouvernement provisoire d'Alger — instance réunie autour du général de Gaulle, s'appuyant sur une Assemblée consultative, qui, comme son nom l'indique, n'a aucun pouvoir pour déterminer la politique du gouvernement, gouvernement formé de représentants des « partis de la Résistance » (en particulier le PS et le PCF), tous nommés par de Gaulle.

Pour de Gaulle, l'essentiel c'est le « rétablissement » de l'ordre public. Dans ses discours, il répète :

« Le jour approche où la France émergera soudain de l'oppression, la vie du pays, l'ordre public, le jugement du monde dépendront pour beaucoup de l'armature administrative française. »

A l'avance, le PCF donnait la garantie de faire tous les efforts pour assurer ce rétablissement. Il le prouve lors de l'insurrection parisienne. La véritable base de masse du CNR est fournie par des organisations ouvrières qui y sont affiliées (PCF, PS, CGT) ; ce sont des militants ouvriers qui, dans la plupart des cas, donnent chair et vie aux organes de la Résistance, de quelques noms qu'ils soient baptisés. Le soulèvement populaire, la capitulation allemande, la prise en main simultanée par les travailleurs du contrôle de nombreuses usines, entreprises et services, sous la protection de leurs camarades en armes, ouvre la possibilité de l'installation à Paris d'un pouvoir issu de l'insurrection.

On sait qu'il n'en fut rien. La décision par les directions des organisations ouvrières, d'abord celle du PCF, de confier en fait au gouvernement provisoire et à ses autorités militaires tout le pouvoir — alors que ce gouvernement provisoire ne disposait pas réellement d'une base populaire, exprime et scelle la politique du PCF à l'échelle nationale.

Immédiatement, le PCF s'engage dans sa reconstruction comme parti en rétablissant l'autorité sans faille d'une direction, certes forte d'un grand prestige, mais qui agissait dans les conditions de la clandestinité et dont l'une des figures principales, Maurice Thorez, était encore à Moscou. Très vite — plus rapidement que ce n'est le cas pour les organes de l'Etat —, l'appareil se centralise de haut en bas. Le 9 septembre 1944, quinze jours après le départ des troupes allemandes, le PCF tient son premier « Vel' d'Hiv' » (meeting de masse dans une salle immense). Le 27 novembre, Maurice Thorez revient de Moscou ; le 30, à son tour, il parle au Vel' d'Hiv'. Du 21 au 23 janvier 1945, le comité central se réunit à Ivry et du 26 au 30 juin 1945, se tient, porte de Versailles, le premier congrès d'après-guerre, baptisé « Congrès de la renaissance française ».

Cette réorganisation politique se fait du sommet à la base. Sur quelle ligne ? Partout, les militants du PCF sont appelés à contribuer à la reconstruction de l'Etat bourgeois. Dans les usines, à respecter la propriété privée et donc l'autorité du patron — c'est-à-dire à ne pas sortir des limites fixées par la Charte du CNR, dans les villes, les localités, à réduire les organes

issus de la Résistance à un rôle consultatif avant de pousser à leur liquidation.

“LA LIGNE DE DEMARCATION NE PASSE PAS ENTRE LES CLASSES”

Des brochures, prioritairement à usage interne, car c’est d’abord auprès des militants qu’il faut « *faire passer la ligne* », martèlent que la lutte pour le socialisme n’est pas à l’ordre du jour et justifie la participation et l’union autour du gouvernement provisoire.

Une brochure de formation sur la « nation » explique sans ambages :

« Dans la lutte pour l’indépendance nationale, la ligne de démarcation ne passe pas entre les classes. Elle passe entre la masse immense des patriotes et une poignée de traîtres. »

Les patrons, les capitalistes qui n’appartiennent pas à cette « *poignée de traîtres* » font donc partie de la « *masse immense des patriotes* ». Il ne saurait donc être question de toucher à leur propriété, à leurs droits, et d’abord au droit d’exploitation. Comme la tâche urgente est celle de la « *reconstruction du pays* », elle doit être menée en assurant les « *patrons patriotes* » que leurs profits seront respectés (6).

Une brochure sur la « politique du parti » met les points sur les « i » :

« La ligne générale du parti est très nette. Elle ne laisse place à aucune équivoque. Elle est essentiellement nationale. Bien que le Parti communiste soit le parti de la classe ouvrière, sa ligne générale n’est pas de défendre exclusivement les intérêts de la classe, mais ceux de la Nation tout entière. (...) La ligne générale du parti ne saurait être interprétée comme une politique d’union des forces de gauche. Nous visons maintenant plus haut, car il est devenu nécessaire de viser plus haut ; nous visons au rassemblement de la nation tout entière. »

Cette affirmation qu’il s’agit d’aller au-delà du Front populaire peut apparaître comme un simple raffinement théorique au compte d’une même politique de collaboration de classe. Elle a pourtant un sens politique précis : il s’agit d’éviter que des formules empruntées au bagage traditionnel de la gauche républicaine en France : souverai-

neté populaire, laïcité, liberté de la presse, soient le point d’appui de revendications « *intempestives* ».

Cela ne signifie pas que cet appui sans réserves à la restauration de l’Etat bourgeois aille sans objectifs particuliers du PCF. Répétons-le, c’est un parti stalinien : sa subordination à « sa » bourgeoisie s’opère au travers de son alignement sur les besoins de la bureaucratie au pouvoir en URSS. Pour la direction du PCF, autant que faire se peut, le rétablissement de l’Etat bourgeois doit s’accompagner d’une politique qui aide à l’alliance à long terme avec l’impérialisme.

Dans les années qui suivent la Libération, comme Trotsky le disait à propos de la révolution espagnole, la ligne suivie par les masses et celle de l’appareil sont totalement contradictoires.

Cela se manifeste dans les mouvements de grève qui mobilisent d’importants secteurs de la classe ouvrière, grèves dont le point de départ est revendicatif, mais qui ont une signification politique évidente : le refus de la politique du « produire d’abord ». Cela se manifeste aussi dans les tentatives de consolider, d’étendre et de chercher à assurer la coordination des organismes nés de la lutte en 1944.

Pour ne donner qu’un exemple, les 8 et 9 octobre 1944, un congrès des « comités départementaux de la Libération » se tient à Avignon, 40 départements y sont représentés. La majorité des participants étaient membres du PCF ou influencés par lui. Dans l’enthousiasme, une motion est votée qui appelle

« les comités locaux à convoquer dans les villes et les villages des assemblées patriotiques où sera exposé le programme du CNR, où ce programme sera précisé selon les conditions locales et où seraient soumises à la ratification populaire la composition et l’activité de ces comités locaux ».

Des années plus tard, André Marty, alors membre du bureau politique, assure

(6) Ainsi, Gaston Monmousseau, dirigeant stalinien de la CGT, écrit : « *Ce serait tomber dans le piège tendu par les trusts et leurs agents trotskystes que de subordonner l’effort de production à la disposition des trusts* », et cela « *quel que soit le prétexte invoqué* », précise Monmousseau, « *notamment celui que travailler dans ces conditions, c’est enrichir les capitalistes* ». (Ce n’est pas le « *Enrichissez-vous* » de Guizot, c’est « *Enrichissez-les !* ») (*France nouvelle*, hebdomadaire du PCF, 23 février 1946.)

qu'il n'a été mis au courant de cette conférence qu'après sa tenue.

En tout cas, une chose est certaine. La direction du PCF ne reprend pas l'appel de la conférence d'Avignon qui est contradictoire avec toute sa politique.

COMMENT EN ÉTAIT-ON ARRIVÉ LÀ ?

Le caractère révolutionnaire de la situation est avant tout dans le soulèvement des masses opprimées et exploitées qui ont créé des prémisses de double pouvoir en s'appuyant sur des formations armées. Ce sont les « milices patriotiques » devenues « gardes civiques ». Les étiquettes que l'on attache à ces détachements armés n'empêchent pas qu'il s'agit fondamentalement de milices ouvrières.

Grégoire Madjarian, dans son ouvrage *Conflits, pouvoirs et société à la Libération*, écrit :

« Les milices patriotiques n'étaient pas seulement pour le chef du gouvernement provisoire un pouvoir qui limitait sa propre capacité d'action et son contrôle du pays, mais aussi la possibilité toujours ouverte d'un débordement. Elles étaient, par leur existence et leur composition sociale, une menace permanente de l'ordre politique et social qu'il s'efforçait de restaurer. »

Alors que les représentants du gouvernement provisoire — gouvernement auquel participaient des ministres communistes — tentaient partout de rétablir une autorité unique de l'Etat, ce qui implique l'élimination de toute force armée autre que l'armée régulière et la police, le Parti communiste, dans sa presse et dans ses meetings, défend les milices patriotiques comme expression du peuple en arme et garantes de l'ordre républicain.

Ce n'est qu'un exemple d'un double jeu qui sera couramment pratiqué. Les « ministres communistes » voteront des mesures réactionnaires avec le gouvernement, les parlementaires s'abstiendront.

Le 28 octobre, paraît un décret stipulant la dissolution de tous les groupes armés qui n'appartiennent ni à l'armée ni à la police d'Etat. Le 2 novembre, le bureau politique du PCF déclare :

« Le PCF ne saurait s'associer à des décisions tendant à désarmer le peuple en face de la 5^e colonne hitlérienne. »

Jacques Duclos va jusqu'à écrire dans *L'Humanité*, le 31 octobre :

« On voudrait, dans certains milieux, nous ramener à un nouveau régime Pétain. »

Des manifestations des milices patriotiques ont lieu dans plusieurs villes. Parfois, comme à Toulon, les miliciens défilent en portant leurs armes...

UN SEUL ÉTAT, UNE SEULE ARMÉE, UNE SEULE POLICE

Le général de Gaulle quitte Paris le 24 novembre. Il se rend à Moscou pour signer le pacte franco-soviétique. Le 27 novembre, revenant de Moscou, Maurice Thorez arrive à Paris. D'après André Marty, dès le 2 décembre, dans une réunion interne, Thorez explique que la politique du parti doit se résumer dans le triptyque : un seul Etat, une seule armée, une seule police. Cela signifie que le PCF appuie effectivement la dissolution des milices.

Avec le retour de Maurice Thorez, la politique du PCF ne change pas. Mais elle manifeste plus nettement, plus brutalement, ce qui est exigé par l'accord entre la bureaucratie et l'impérialisme, accord précisé dans le cas de la France par le pacte Staline-de Gaulle. En janvier 1945, se réunit le premier comité central du PCF depuis la Libération. C'est là qu'est explicité, dans le rapport prononcé par Maurice Thorez, sans aucune ambiguïté, le contenu de la politique stalinienne :

« La tâche de maintenir l'ordre républicain incombe uniquement aux représentants qualifiés de la puissance publique (...). Quelques mots à ce propos sur l'organisation des milices patriotiques devenues les gardes civiques. Ces groupes armés ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection (...). La situation est maintenant différente. La sécurité publique doit être assurée uniquement par les forces de police constituées à cet effet. Les gardes civiques et d'une façon générale tous les groupements armés et irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps. »

Les comités de libération ne doivent pas se substituer aux autorités administratives. »

Un seul Etat, une seule armée, une seule police, et, puisqu'il s'agit de l'Etat bourgeois, cela signifie aussi un seul pouvoir dans l'usine, celui du patron.

Maurice Thorez dans son rapport met d'ailleurs l'accent sur l'effort de guerre et donc sur la bataille de la production :

« Nous voulons répondre avec enthousiasme à l'appel de la CGT et participer à la bataille de la production et comme sous l'Occupation, nous voulons pour gagner la guerre nous entendre avec tous les bons Français, ouvriers, employés, intellectuels, patrons, paysans. »

NOUVELLE PÉRIODE ? LUTTES DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DÉMOCRATIE

Après le comité central d'Ivry, le ton des dirigeants stalinien va encore se durcir contre les grèves, contre toute expression d'indépendance de la classe ouvrière. « *La grève, c'est l'arme des trusts* » devient l'un des principaux leitmotivs de la direction du PCF. Après le comité central d'Ivry, milices patriotiques et comités de libération seront liquidés en quelques mois. Ce que de Gaulle pouvait décréter, mais qu'il était incapable de réaliser, c'est la direction du PCF qui l'accomplit, non sans douleur et difficultés : la décision de dissolution des milices provoque une profonde tension dans la classe ouvrière et suscite une opposition de la part de larges couches des militants du PCF eux-mêmes. Mais le prestige dont l'appareil dirigeant reste alors aurolé, la confiance que lui font encore, dans leur grande majorité, les travailleurs lui permet de passer en force.

Rien réglé n'est pour autant. Même si les expressions organisées les plus avancées du combat de la classe ouvrière sont étouffées, les rapports entre les classes tels qu'ils se sont établis à la Libération ne sont pas radicalement modifiés. Il n'y a aucune stabilisation. D'ailleurs, à la crise que l'on peut qualifier de politique autour des éléments de double pouvoir, se combine une crise sociale. Les conditions existantes à l'été 1944 avaient conduit à une hausse

généralisée des salaires (variant approximativement de 25 à 40 %), mais ses effets avaient été rapidement absorbés par l'inflation.

Une nouvelle vague d'actions ouvrières se forment : manifestations contre les conditions du ravitaillement, grèves dans certains secteurs, malgré l'opposition de l'appareil du PCF et de la CGT. Dans le contexte, on ne peut séparer « politique et social », chaque mouvement, même le plus limité, repose la question du pouvoir et menace le précaire équilibre maintenu par les appareils.

Une fois de plus, et cela se répétera tant que durera la lutte des classes, l'affirmation du programme de la IV^e Internationale : « *Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils* », est vérifiée. C'est cette réalité qui donne son contenu à l'affirmation centrale de ce programme : « *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »

Dans la brochure de Pierre Lambert déjà citée, il écrit :

« Une montée révolutionnaire authentique embrasse des millions et des millions d'hommes qui, auparavant, acceptaient passivement le morne horizon de l'exploitation. Des masses jusqu'alors passives, sans expérience de la lutte des classes, s'éveillent à la conscience : elles se dirigent nécessairement vers les organisations que, dans son mouvement historique, la classe ouvrière a édifiées. Elles chargent ces organisations de leurs expériences, de la volonté qui les anime de changer la vie.

Il faudra à ces masses de millions et de millions de travailleurs apprendre de leur propre expérience pour comprendre que les appareils qui dominent les organisations traditionnelles et qui, par l'intermédiaire de ces organisations, contrôlent obligatoirement les organismes autonomes de pouvoir (conseils, soviets), sont inféodés à la bourgeoisie. Il faudra plus encore pour vaincre. Il faudra que dans le mouvement même de l'expérience, un parti révolutionnaire se construise, qui, nourri de l'expérience, traduise en mots d'ordre, en revendications, en termes d'organisation les aspirations révolutionnaires de la masse. »

Et il conclut :

« Les militants du PCI, inexpérimentés, n'auront pas assimilé, en 1944, cette loi de l'histoire. »

LA POLITIQUE ET L'ACTION DES MILITANTS TROTSKYSTES

Ayant apporté son plein appui à un gouvernement qui, selon les mots mêmes de Jacques Duclos, « *reprenait le chemin de Pétain* », le PCF a pu temporairement bloquer le profond mouvement qui visait à une transformation révolutionnaire de la société. Les appareils ont ainsi préparé les conditions qui vont permettre au pouvoir en place, au compte de la bourgeoisie tout entière, d'interdire au peuple français de décider — ou même de faire savoir de quelles institutions il entend se doter. Le gouvernement de Gaulle et toutes les forces qui l'appuient ne substitueront pas alors aux divers comités nés de la Libération, ébauche d'organes soviétiques, la perspective d'une Assemblée constituante dont ils s'étaient pourtant formellement réclamés avant la Libération. Déniant au peuple travailleur le droit de s'organiser comme il le veut, ils lui refusent le droit d'exercer sa souveraineté. Ils lui déniaient, au sens le plus strict, son pouvoir constituant. La perspective même d'une Assemblée constituante souveraine sera escamotée au profit d'une pseudo-Constituante « cadrée », avant même son élection, par l'acceptation des institutions fondamentales de l'Etat bourgeois.

Comme l'écrit un article de *La Vérité*, sur lequel nous reviendrons :

« *La bourgeoisie qui tremble à l'idée d'une libération sociale conteste au peuple français le droit même de fixer la forme de son gouvernement bourgeois* » (*La Vérité*, 25 juillet 1945).

La Vérité, journal publié par le Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale, a exprimé le combat incessant que ses militants ont mené pour la satisfaction immédiate de toutes les revendications ouvrières pour l'extension et la centralisation des organes issus de la lutte de la classe ouvrière, pour la démocratie.

Jusqu'en février 1946, aussi bizarre que cela puisse paraître au lecteur d'aujourd'hui, *La Vérité*, premier journal clandestin antinazi paru en France sous l'Occupation, demeure, après la Libération, illégale. Le combat qui est alors mené est aussi un com-

bat pour cette liberté élémentaire qu'est la liberté de la presse. On arrive même à cette situation paradoxale que le Parti communiste internationaliste, ayant déposé ses statuts, a une existence légale, mais que son journal ne l'a pas. Il y a bien sûr dans ce déni de la démocratie le rôle majeur tenu par le PCF, qui veut à toute force interdire au trotskysme de s'exprimer et qui utilise les positions dont il dispose dans l'appareil d'Etat pour déchaîner une campagne de calomnies digne des procès de Moscou.

Dans *Quelques enseignement de notre histoire*, Pierre Lambert écrit :

« *Le combat pour la légalisation de La Vérité voit le PCI engager une véritable campagne pour le respect des libertés ouvrières et démocratiques (...). Le parti se mobilise sur un objectif commun. Tous les organismes du parti réalisent plus ou moins bien, mais réalisent tout de même, les tâches qui leur ont été assignées. Surtout dans cette campagne, le PCI allie les démarches aux ministères à une campagne de masse.* »

Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici la première réponse faite dans le cours de cette campagne par Albert Bayet, dignitaire de la Ligue des droits de l'homme et alors président de la commission de presse :

« *La Vérité a peut-être été un organe résistant à Hitler et à Pétain, mais ce n'était pas un organe de la Résistance (...). Il n'a cessé de mener campagne contre le général de Gaulle en déclarant que, pour les travailleurs, de Gaulle n'était pas un allié, ni un ami, mais une vieille culotte de peau qui ne songe qu'à prendre en France la succession de Laval.* »

Voilà qui a l'avantage d'être clair.

Sur quelle orientation politique se mène la campagne pour la légalisation de *La Vérité* ? La situation, un an après la Libération, est donc marquée par une reprise en main relative et fragile des institutions de l'Etat bourgeois, essentiellement appuyées sur les directions des organisations ouvrières. Par ailleurs, les arguments qui permettaient de différer, dans la période la plus brûlante, toute consultation du peuple ayant une valeur autre que consultative (à savoir que l'ensemble du territoire n'était pas libéré, que les prisonniers n'étaient pas rentrés, etc.) n'existe plus.

A ce sujet, la revue IV^e Internationale, dans son numéro de juillet-août 1945, écrit :

« A présent, l'inévitable mise à l'ordre du jour de la Constituante pose à nouveau brutalement des questions déjà claires, lors des élections municipales. Avec le pouvoir personnel ou contre ? Pour la continuation de l'arbitraire ou pour la confiance au peuple.

De Gaulle entend utiliser la question de la Constituante pour se faire purement et simplement plébisciter. Or n'est-il pas évident que si l'on ne rompt pas immédiatement avec ce gouvernement aux ordres des trusts et des banques, toutes les phrases sur la Constituante souveraine ne peuvent être que des phrases creuses. »

C'est bien du côté de l'arbitraire et du pouvoir personnel que se rangeront les directions des partis ouvriers. Elles accepteront que la question d'une Constituante souveraine, c'est-à-dire d'une assemblée d'élus du peuple, élus sur un mandat et révocables, seule détentrice de pouvoirs que ne sauraient entraver par un veto quelque institution que ce soit, soit escamotée. En fait, on appellera les électeurs à se prononcer d'abord par référendum sur deux questions :

— Premièrement, êtes-vous en faveur d'une Assemblée constituante (sans autre précision), oui ou non ?

— Deuxièmement, considérez-vous que dans la période qui précède l'élection de cette Assemblée, les institutions telles qu'elles sont (c'est-à-dire le gouvernement provisoire sans mandat) doivent continuer ?

La manière dont sont posées ces deux questions, à la fois nient la souveraineté effective du peuple et aboutissent à un plébiscite. De Gaulle se prononce pour le oui à la première question, comme à la seconde, et engage tout son poids dans la balance.

Comme il l'écrit, lui-même dans une lettre à Maurice Schumann, en date du 26 septembre 1946, « *les seules limites existant aux pouvoirs de l'Assemblée (c'est-à-dire à une véritable Constituante souveraine) sont le référendum et la personne du général de Gaulle* ».

De plus, les directions du Parti communiste et du Parti socialiste vont avoir recours à un procédé qu'elles utiliseront bien des fois, une division du travail. Le PCF appellera à voter non à la seconde question, au nom de la démocratie. Le PS, pour sa part, avec le MRP (Mouvement républicain populaire de Bidault), qui est

devenu électoralement le seul grand parti de la bourgeoisie, s'alignent sur le oui gaulliste.

Le 21 octobre 1945, ont lieu en même temps le référendum et les premières élections générales à ce qui est dénommé « Assemblée constituante », mais qui se situe dans le cadre fixé par le référendum. Environ 80 % du corps électoral participe au référendum (20 millions d'électeurs). Le premier oui triomphe, avec 96 % des suffrages exprimés. Le second oui l'emporte, mais avec seulement un peu plus de 12 300 000 voix, contre 6 260 000 suffrages qui vont au non. (Le seul département où le non est majoritaire est le Gard, où le PCF et le PS, ensemble, ont appelé à voter non.) Le Parti communiste internationaliste a appelé, pour sa part, à voter oui et non.

Le résultat des élections aux législatives donne pour la première fois une majorité absolue, en voix et en sièges, au PCF et au PS. En lui-même, ce résultat est un élément déstabilisateur qui exprime, sur le plan électoral, la réalité des rapports entre les classes, la volonté des travailleurs d'imposer leur propre gouvernement.

La question d'un gouvernement PS-PCF rompant avec le MRP et avec le général de Gaulle est l'expression immédiate et saisissable par les masses du gouvernement ouvrier et paysan. Ce mot d'ordre est inséparable et procède du combat pour le front unique, pour l'unité des partis se réclamant de la classe ouvrière sur la base de mesures répondant aux exigences des masses travailleuses. Il est inséparable de la question de la démocratie, bafouée par un référendum plébiscitaire, et pose donc à nouveau la question de la souveraineté populaire, celle de la Constituante souveraine.

La politique des directions du PCF et du PS est totalement contradictoire avec cette orientation pour laquelle combat le PCI. Leur politique s'exprime d'abord par le fait qu'oubliant les désaccords manifestés sur la question des pouvoirs de la Constituante, ils s'unissent pour soutenir de Gaulle. Celui-ci sera élu à l'unanimité chef du gouvernement par l'Assemblée qui vient d'être élue, PCF, PS et MRP se rejoignant dans l'hommage rendu au pouvoir personnel.

“LA PAROLE AU PEUPLE”

C'est dans ce contexte que le PCI mène son combat. Le numéro de *La Vérité* daté du 25 juillet 1945 titre « *La parole au peuple* » :

« En août dernier, le peuple de France était maître de la rue. Fier des armes qu'il avait conquises, organisé dans ses milices, dans ses comités locaux et d'usines, dans ses comités de ravitaillement et d'épuration, il comptait bien que le monde allait changer de base. Mais le vieil édifice bourgeois vermoulu, repeint aux couleurs de la Résistance et assuré de la docilité des partis ouvriers, reste debout, et aujourd'hui de Gaulle parle en maître. La bourgeoisie, qui trembla à l'idée d'une libération sociale, conteste au peuple français le droit même de fixer la forme de son gouvernement bourgeois (...).

Les faits posent brutalement les questions : avec le pouvoir personnel ou contre ? A qui appartient la souveraineté, au peuple ou à de Gaulle ? Si le peuple est souverain, quel besoin de lui demander s'il veut une Constituante souveraine ? Il se prononcera au suffrage universel pour des programmes constitutionnels, la majorité de l'Assemblée décidera souverainement. Pour qu'elle puisse être libre et mettre fin au pouvoir personnel, il faut affirmer clairement que le gouvernement devra se démettre dès la réunion de la Constituante et que celle-ci assumera le pouvoir jusqu'à l'établissement d'une nouvelle Constitution nommant et révoquant chacun des ministres.

Un argument habile a été avancé par les tenants du pouvoir présidentiel : « Une constituante souveraine ?, mais c'est une dictature ! » Pour ne pas confirmer ce reproche inattendu, il faut d'abord que la Constituante soit élue au suffrage universel et secret par tous les hommes et les femmes à partir de 18 ans. Il faut ensuite que tous les députés soient **révocables** à tout moment. Le peuple français sait par expérience que les promesses électorales ne sont pas tenues (...).

Révocabilité des députés, telle doit être la première revendication des partisans sincères de la démocratie. Révocabilité par les électeurs eux-mêmes, réunis dans des assemblées locales (...). Il n'y a qu'une solution : dénoncer la menace de dictature, mobiliser les masses populaires pour une Constituante vraiment démocratique, faire appel à leur soutien enthousiaste

pour un gouvernement PS, PCF, CGT, faire surgir partout des comités élus par quartier ayant les pouvoirs les plus étendus pour discuter et défendre la Constituante. »

Le numéro suivant de *La Vérité*, paru le 25 août, car l'illégalité maintenue, ne permet pas une publication hebdomadaire régulière, titre : « *Action de classe pour la défense de la Constituante*. »

L'éditorial conclut :

« Le gouvernement fait ouvertement le jeu des trusts et vous (dirigeants du PCF et du PS) y restez, non seulement vous y restez, mais les ministres socialistes, mandatés par leur congrès pour présenter un ultimatum à de Gaulle, s'effondrent devant le chantage de celui-ci. Et pendant ce temps, Tillon et Billoux restent et se taisent. Si vous défendez vraiment la Constituante souveraine en actes et non en paroles, vous devez rompre la coalition. Sortir de ce gouvernement des trusts.

Dites clairement que vous irez aux élections en un bloc ouvrier et paysan, PS, PCF, CGT, sans alliance ni avec le parti radical, ni avec le MRP (...).

Si vous voulez vraiment la Constituante souveraine, il faut mobiliser les masses pour sa défense. Il faut constituer partout des comités de défense de la Constituante à la ville, aux champs, le peuple entier y adhèrera et se dressera pour briser les découpages arbitraires et les référendums plébiscitaires.

(...) Voulez-vous vraiment l'union dans l'action ? Voulez-vous vraiment abattre les trusts ? Alors, rompez la coalition et à l'action, tous ensemble, pour la défense des libertés démocratiques. »

La situation précaire dans laquelle se trouve le pouvoir de la bourgeoisie, malgré le soutien sans faille que lui apportent les appareils, se manifeste dans les secousses que connaissent ses formes de domination.

PAS UNE SEULE CONQUÊTE OUVRIÈRE N'EST OCTROYÉE

L'année 1946, qui peut apparaître comme une année où les choses commencent à rentrer dans l'ordre, sera au contraire l'année où la puissance de la classe ouvrière, malgré le barrage de ses directions, se manifesterà dans de grandes grèves, notam-

ment celle des travailleurs du Livre, celle des postiers, qui affirment, dans l'action de centaines de milliers de travailleurs, le rejet de la politique du « produire d'abord ». C'est cette fragilité du pouvoir de la bourgeoisie qui peut se lire en négatif dans les concessions considérables faites à la classe ouvrière pendant toute la période 1945-1947 : mise en place du système de Sécurité sociale (ordonnance du 4 octobre 1945), rétablissement de la semaine de 40 heures (loi du 21 février 1946), loi sur le nouveau statut de la fonction publique, etc., et aussi, alors que le gouvernement se prononce pour une politique d'austérité et donc de blocage des salaires, des augmentations sont imposées dans différents secteurs.

Dans ces conditions, et dans la mesure où l'engagement des partis de la classe ouvrière est indispensable au fonctionnement même de l'Etat, il n'y a d'autre solution que de recourir à une forme parlementaire d'exercice du pouvoir permettant à ces partis de s'y associer pleinement. C'est pourquoi, au mois d'avril 1946, ceux qui ont encensé pendant des mois le général de Gaulle le laissent partir et qu'est inaugurée l'ère dite du « tripartisme » (PS, PCF, MRP). « *Les trois grands partis ont élu de Gaulle, l'ont applaudi, rappelé et enfin salué lors de son départ irrévocable* », note *La Vérité*, le 2 février 1946, qui poursuit : « *Aujourd'hui, Félix Gouin (l'un des responsables du PS), devenu président du premier gouvernement sans de Gaulle, révèle le désastre économique et financier qui constitue le prix de la politique de grandeur de De Gaulle.* » Politique de « grandeur » qui s'exprime notamment dans les sanglantes tentatives de sauver l'empire colonial : massacre de Sétif, déclenchement de la guerre d'Indochine, féroce répression à Madagascar, opérations menées avec l'appui du PCF et du PS. La section française de la IVe Internationale dénonça en permanence cette politique colonialiste.

Le MRP, qui était devenu en quelque sorte « le parti unique » de la bourgeoisie, va connaître un déclin rapide, car sa position même était liée au fait qu'il se présentait au plan parlementaire comme le complément du pouvoir exercé par le général de Gaulle. Ses dirigeants songent d'ailleurs, au moment du départ du général de Gaulle, à ne pas siéger au gouvernement. Il est établi que c'est une intervention du chef d'état-

major des armées, le général Billotte, qui les convainc de rester au pouvoir. Il eût été trop dangereux de laisser seuls le PS et le PCF occuper le gouvernement (7).

La politique de collaboration de classes exprimée désormais dans le tripartisme ne va pas tarder à produire ses effets. L'Assemblée s'attelle à la seule tâche qui lui a été réservée : rédiger un projet de Constitution. Le premier projet dont elle accouche, Constitution bourgeoise de bout en bout et qui, certes, limite les pouvoirs de l'Assemblée qui sera élue, mais lui confie néanmoins la responsabilité de désigner le gouvernement. Le MRP, qui considère que ce projet ne va pas assez loin dans la limitation du pouvoir parlementaire, s'en désolidarise.

Le projet, présenté seulement par le PS et le PCF, est rejeté par référendum. PS, PCF et MRP rédigent alors un second projet qui sera lui, adopté, comme le dit un historien de la période, dans l'indifférence. Il est certes approuvé, mais avec une très large abstention, qui fait que seulement 35% des inscrits ont voté pour (9 263 416 pour ; 8 143 931 contre et 8 147 557 abstentions). Cette désaffection se manifeste aussi dans les élections législatives. Même si le PCF maintient ses positions, le PS, lui, recule considérablement, et le MRP s'impose électoralement comme le « premier parti de France », atteignant ainsi un sommet qui sera très proche de sa chute...

UNE LONGUE PÉRIODE DE STABILITÉ ?

Cette modification de la situation et surtout son expression parlementaire ne seront naturellement pas sans incidence sur le regroupement de la classe ouvrière et sur son avant-garde. Comme il a déjà été dit, le PCI était loin d'être une organisation homogène. S'il était parvenu à maintenir le cap d'une politique d'indépendance de classe, ce n'était pas sans inflexions, nuances et désaccords en son sein. Mais, en 1946, le cadre commun qui avait été préservé sera remis en cause. Tout un courant politique considère que le changement qui s'est opéré au plan parlementaire signifie que la pério-

(7) Georgette Elgey, *op. cit.*

de ouverte à la Libération est désormais close. Il existe un régime de démocratie bourgeoise (parlementaire) stable. Les perspectives révolutionnaires sont renvoyées à plus tard. C'est ce courant (désigné sous le nom de courant « droitier ») qui, finalement, rompra avec la IV^e Internationale.

Au III^e Congrès du PCI, après la Libération, tenu en septembre 1946, c'est ce courant qui obtient une majorité — éphémère d'ailleurs, puisqu'elle sera remise en cause quelques mois plus tard.

Par rapport aux problèmes qui ont été abordés dans cet article, il n'est pas inintéressant de revenir sur la manière dont ont été formulées les différentes positions en présence.

La résolution majoritaire considère que

« notre mot d'ordre gouvernemental PS, PCF, CGT, tel qu'il était formulé doit être abandonné. Un tel gouvernement ne peut plus être instauré qu'à l'aide d'une puissante pression de la classe ouvrière dans la rue et dans les usines. Ce serait alors le gouvernement ouvrier et paysan, appuyé sur les masses armées et organisé dans des comités. La nécessité de cette forme de la dictature du prolétariat doit être patiemment expliquée dans la propagande. Elle ne peut pas faire l'objet d'une agitation en vue de la lutte directe et immédiate possible. »

A ce sujet, dans *Quelques enseignements de notre histoire*, Pierre Lambert note que,

« avec l'aide des dirigeants staliniens et réformistes, la démocratie bourgeoise a été restaurée. Les organismes de lutte et de double pouvoir ont été liquidés. Mais à partir de cette réalité indéniable, les "droitiers" fondent une orientation basée sur une longue période de stabilité politique du système de la démocratie bourgeoise. »

Pour ce courant politique, le mot d'ordre du gouvernement PS-PC n'avait de signification que comme mot d'ordre parlementaire : le PS et le PC ayant perdu la majorité, le mot d'ordre n'avait plus sa raison d'être.

De même, puisqu'il existait maintenant une Constitution et une Assemblée parlementaire, la question de l'Assemblée constituante — de la souveraineté du peuple — ne se posait plus.

La résolution qui lui était opposée par la « *tendance qui se proclamait fidèle au Programme de transition* » (Pierre Lambert,

Quelques enseignements de notre histoire) commençait par le combat pour les libertés démocratiques, reposant la question de la souveraineté sous une forme correspondant à la situation créée par l'existence d'une pseudo-Constituante et d'une Constitution adoptée par référendum ; elle se prononçait pour « *une chambre unique et souveraine, élue sur la base de la représentation proportionnelle et de la révocabilité des élus* ».

Sur la question du gouvernement, la motion expliquait que,

« aussi longtemps que les dirigeants du PS, du PCF et de la CGT sont soutenus par de très larges couches des masses laborieuses, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan se concrétise dans la formule gouvernement PS, PCF, CGT ».

Naturellement, pour ceux qui sont désignés comme « droitiers », les positions qu'ils développent partent du fait que, pour eux, la crise révolutionnaire est totalement liquidée et que ce n'est que bien plus tard que peut éventuellement se produire une « *puissante pression de la classe ouvrière dans la rue et dans les usines* ». Ce pronostic sera très vite infirmé par les faits. Quelques mois après, ce sera l'explosion, fin avril 1947, de la grève des travailleurs de chez Renault, qui matérialise la rupture en cours dans la classe ouvrière avec les conséquences de la politique de collaboration de classe et qui va déboucher sur la vague de grèves de 1947-1948, qui reposeront à nouveau — certes, dans des termes différents — la question du pouvoir, événements qui sortent du cadre de cet article.

•
••

Comme en Tunisie aujourd'hui, mais dans une phase antérieure de la décomposition du système impérialiste, dans des relations différentes entre les classes, c'est bien la révolution prolétarienne qui avait commencé. Elle commençait dans l'un des principaux pays impérialistes (même si l'impérialisme français ne retrouvera jamais la place qui fut auparavant la sienne) ; une classe ouvrière riche d'expériences révolutionnaires, de la Commune de Paris à Juin 1936, se mettait à nouveau en mouvement, et ce mouvement s'inscrivait dans une vague révolutionnaire mondiale plus ample encore que celle de 1917. La classe ouvrière, dans sa masse, se tournait naturelle-

ment vers les organisations qu'elle avait construites, qui étaient liées à toute son histoire.

Les directions de ces organisations utilisaient la position que leur donnait la confiance des masses pour rétablir le pouvoir alors plus que chancelant de la bourgeoisie...

Une fois de plus, se matérialisait ce qui est au cœur même du programme de la IV^e Internationale et que Trotsky rappelait de manière concentrée dans le manifeste de 1940 sur « *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne* » :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins de considérer comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, de soulèvements, de breffs intermédiaires de trêve, et nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. (...) Plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destructions. Le grand problème historique ne sera en aucun cas résolu jusqu'à ce qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. »

Revenir sur cette période, c'est, bien sûr, revenir (et chercher à en tirer les enseignements) au combat alors mené pour avancer dans la voie de la construction de ce parti révolutionnaire. Les initiatives prises à cet égard sont nécessairement liées au mouvement même des masses, ressurgissant sous des formes multiples, malgré les obstacles. Mouvement qui arrache, en quelques années, des conquêtes sociales essentielles, dont ce qui demeure est aujourd'hui non seulement intolérable pour les nécessités de l'exploitation capitaliste, mais constitue un facteur permanent de crise. L'immense et profonde mobilisation de la classe ouvrière contre la destruction du système des retraites, mouvement qui concentrait dans le mot d'ordre du « retrait » son caractère révolutionnaire, l'a encore récemment exprimé.

Dans *Itinéraires*, le camarade Lambert a parfaitement résumé les conséquences des développements révolutionnaires qui ont marqué la fin de la Seconde Guerre mondiale :

« La reconstruction de l'Etat s'est faite en limitant au fur et à mesure le pouvoir que la classe ouvrière avait conquis par son propre combat et l'exception française

n'est pas autre chose que le résultat de la crainte qui étreignit à la Libération l'impérialisme mondial et, notamment, l'impérialisme français devant la montée révolutionnaire. »

Les références floues ou sentimentales à « l'esprit de la Résistance », la « Charte du CNR », au caractère « démocratique » de la IV^e République n'indiquent pas la voie à suivre.

Elles n'indiquent pas la voie de la démocratie. La voie de la démocratie, c'est bien, pour reprendre la formule qui a été à la base de la constitution du Parti des travailleurs, puis du Parti ouvrier indépendant, « *la démocratie dont le peuple établira la forme et le contenu* », c'est-à-dire, la souveraineté du peuple, la souveraineté populaire, celle de la majorité travailleuse.

Il a été souligné dans le cours de cet article avec quelle prudence tous les éléments liés au maintien de l'Etat bourgeois et du système capitaliste se réfèrent à la Révolution française. Pourtant, les analogies étaient apparentes.

La raison en est que, comme Trotsky l'écrivait le 25 septembre 1929 :

« Lénine n'identifiait absolument pas les plébéiens parisiens avec le prolétariat moderne ou la théorie de Rousseau avec celle de Marx. Il ne soulignait que les traits communs des deux révolutions : les masses populaires les plus opprimées, qui n'avaient rien à perdre que leurs chaînes ; les organisations les plus révolutionnaires qui s'appuyaient sur elles et qui, dans la lutte contre les forces de l'ancienne société, établissaient la dictature révolutionnaire. Cette analogie était-elle solide ? Tout à fait. Elle s'est révélée historiquement fructueuse. »

C'est cela qui est le contenu du combat contre les institutions antidémocratiques de la V^e République, contre les pouvoirs arbitraires que la bourgeoisie de chaque pays a confiés aux institutions de l'Union européenne.

Ce combat, parce qu'il a nécessairement en son centre l'affirmation de « la volonté des peuples », pose la question d'une Assemblée constituante souveraine.

Cette perspective est inséparable, et ne peut prendre corps qu'au travers de l'action des masses exploitées et opprimées, de la mise en cause pratique, par leur mouvement, de l'ordre existant.

On ne peut prévoir, dans les luttes qui s'annoncent, quelles seront les combinaisons entre les mots d'ordre de la démocratie, poussés jusqu'à leurs ultimes conséquences, et la manière dont ils se combineront avec des éléments directs de démocratie prolétarienne.

Comme le disait Pierre Lambert dans une conférence sur les institutions de la V^e République, en juin 1985 :

« Démocratie, démocratie ouvrière ne sont pas simplement des schémas, mais, à chaque fois, il faut rechercher le contenu de classe, analyser pour agir la lutte de classe réelle. Cela fonde depuis des années et des années toute la bataille du PCI sur la ligne de la démocratie. Pour nous, bien entendu, la ligne de la démocratie, c'est le combat pour aider les travailleurs à assumer leur propre pouvoir. »

François Forgeue, août 2011

Chronologie

1944

25 août : entrée des troupes alliées dans Paris.

9 septembre : formation d'un gouvernement « d'unanimité nationale » (Billoux, Tillon, ministres PCF).

28 octobre : décret de dissolution des milices patriotiques.

26 novembre : constitution du MRP.

27 novembre : retour de Maurice Thorez.

1945

16 janvier : nationalisation des usines Renault.

21-23 janvier : comité central du PCF, à Ivry.

29 avril et 13 mai : élections municipales.

8 mai : capitulation de l'Allemagne, fin de la guerre en Europe.

8-12 mai : insurrection et répression en Algérie.

26-30 juin : congrès du PCF.

6 août : bombe atomique américaine sur Hiroshima.

4 et 19 octobre : ordonnances sur la Sécurité sociale.

5 octobre : un corps expéditionnaire débarque à Saïgon.

21 octobre : référendum « constitutionnel » (victoire du double oui) ; élections législatives qui donnent une majorité absolue en voix et en sièges au PCF et au PS.

21 novembre : de Gaulle désigné à l'unanimité comme chef du gouvernement.

12 décembre : grève des fonctionnaires.

1946

20 janvier : démission de De Gaulle.

24 janvier : protocole d'accord SFIO-MRP-PCF.

26 janvier : gouvernement tripartite (PS, PCF, MRP), présidé par Félix Gouin (socialiste).

1^{er} février : grève du Livre.

5 mai : le référendum rejette le projet de Constitution préparé par le PCF et le PS.

23 juin : gouvernement Bidault (MRP).

30 juillet-3 août : grève des postiers.

13 octobre : la Constitution de la IV^e République (préparée par le PC, le PS, le MRP et les radicaux) est approuvée par référendum.

19 octobre : loi sur le nouveau statut de la fonction publique.

3 décembre : gouvernement tripartite de Léon Blum.

1947

1^{er} janvier : entrée en vigueur du plan de Sécurité sociale.

8-15 janvier : grève de la presse parisienne.

16 janvier : Auriol (socialiste) est élu président de la République. Démission du gouvernement Blum.

28 janvier : gouvernement tripartite de Ramadier (socialiste).

5 février : grève dans les ports.

22 mars : vote des crédits militaires pour l'Indochine.

30 mars : insurrection à Madagascar.

25 avril : la grève commence chez Renault.

4 mai : les ministres du PCF sont contraints de quitter le gouvernement.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue éditée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



ISSN 0294-359X